

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2019/42900]

20 DECEMBRE 2019. — Loi transposant la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup> — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

§ 2. Le présent titre assure la transposition de la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

CHAPITRE 2 — *Modifications du Code des impôts sur les revenus 1992*

**Art. 2.** Dans le titre VII, chapitre III, du Code des impôts sur les revenus 1992, après l'article 326, il est inséré une section II/1, intitulée: "Obligations complémentaires de déclaration pour les intermédiaires et les contribuables concernés en matière de dispositifs transfrontières".

**Art. 3.** Dans la section II/1, insérée par l'article 2, il est inséré un article 326/1 rédigé comme suit :

"Art. 326/1. Pour l'application de cette section et de l'article 338, § 6/4, on entend par :

1° "dispositif transfrontière": un dispositif concernant plusieurs États membres ou un État membre et un pays tiers si l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

a) tous les participants au dispositif ne sont pas résidents à des fins fiscales dans la même juridiction ;

b) un ou plusieurs des participants au dispositif sont résidents à des fins fiscales dans plusieurs juridictions simultanément ;

c) un ou plusieurs des participants au dispositif exercent une activité dans une autre juridiction par l'intermédiaire d'un établissement stable situé dans cette juridiction, le dispositif constituant une partie ou la totalité de l'activité de cet établissement stable ;

d) un ou plusieurs des participants au dispositif exercent une activité dans une autre juridiction sans être résidents à des fins fiscales ni créer d'établissement stable dans cette juridiction ;

e) un tel dispositif peut avoir des conséquences sur l'échange automatique d'informations ou sur l'identification des bénéficiaires effectifs.

Un dispositif signifie également une série de dispositifs. Un dispositif peut comporter plusieurs étapes ou parties ;

2° "dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration": tout dispositif transfrontière comportant au moins l'un des marqueurs visés à l'article 326/2 ;

3° "marqueur": une caractéristique ou particularité d'un dispositif transfrontière visé à l'article 326/2, qui indique un risque potentiel d'évasion fiscale ;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2019/42900]

20 DECEMBER 2019. — Wet tot omzetting van Richtlijn (EU) 2018/822 van de Raad van 25 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU wat betreft verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen op belastinggebied met betrekking tot meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1 — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** § 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

§ 2. Deze titel verzekert de omzetting van Richtlijn (EU) 2018/822 van de Raad van 25 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU wat betreft verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen op belastinggebied met betrekking tot meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies.

HOOFDSTUK 2 — *Wijzigingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

**Art. 2.** In titel VII, hoofdstuk III, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt na artikel 326, een afdeling II/1 ingevoegd, luidende: "Aanvullende rapporteringsverplichtingen voor intermediairs of relevante belastingplichtigen inzake grensoverschrijdende constructies".

**Art. 3.** In afdeling II/1, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 326/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 326/1. Voor de toepassing van deze afdeling en van artikel 338, § 6/4, wordt verstaan onder:

1° "grensoverschrijdende constructie": een constructie die ofwel meer dan één lidstaat ofwel een lidstaat en een derde land betreft, waarbij ten minste één van de volgende voorwaarden is vervuld:

a) niet alle deelnemers aan de constructie hebben hun fiscale woonplaats in hetzelfde rechtsgebied;

b) een of meer van de deelnemers aan de constructie heeft zijn fiscale woonplaats tegelijkertijd in meer dan één rechtsgebied;

c) een of meer van de deelnemers aan de constructie oefent een activiteit uit in een ander rechtsgebied via een in dat rechtsgebied gelegen vaste inrichting en de constructie behelst een deel of het geheel van de activiteit van die vaste inrichting;

d) een of meer van de deelnemers aan de constructie oefent een activiteit uit in een ander rechtsgebied zonder in dat rechtsgebied zijn fiscale woonplaats te hebben of zonder in dat rechtsgebied een vaste inrichting te creëren;

e) een dergelijke constructie heeft mogelijk gevolgen voor de automatische uitwisseling van inlichtingen of de vaststelling van het uiteindelijke belang.

Een constructie betekent ook een reeks constructies. Een constructie kan uit verscheidene stappen of onderdelen bestaan;

2° "meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie": iedere grensoverschrijdende constructie die ten minste één van de in artikel 326/2 bedoelde wezenskenmerken bezit;

3° "wezenskenmerk": een in artikel 326/2 bedoelde eigenschap of kenmerk van een grensoverschrijdende constructie die geldt als een indicatie van een mogelijk risico op belastingontwijking;

4° "intermédiaire": toute personne qui conçoit, commercialise ou organise un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, le met à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou gère sa mise en œuvre ;

Un intermédiaire est aussi une personne qui, compte tenu des faits et circonstances pertinents et sur la base des informations disponibles ainsi que de l'expertise en la matière et de la compréhension qui sont nécessaires pour fournir de tels services, sait ou pourrait raisonnablement être censée savoir qu'elle s'est engagée à fournir, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la commercialisation ou l'organisation d'un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou concernant sa mise à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou la gestion de sa mise en œuvre. Toute personne a le droit de fournir des éléments prouvant qu'elle ne savait pas et ne pouvait pas raisonnablement être censée savoir qu'elle participait à un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration. À cette fin, cette personne peut invoquer tous les faits et circonstances pertinents ainsi que les informations disponibles et son expertise et sa compréhension en la matière.

Pour être un intermédiaire, une personne répond à l'une au moins des conditions supplémentaires suivantes :

- a) être résidente dans un État membre à des fins fiscales ;
- b) posséder dans un État membre un établissement stable par le biais duquel sont fournis les services concernant le dispositif ;
- c) être constituée dans un État membre ou régie par le droit d'un État membre ;
- d) être enregistrée auprès d'une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseil dans un État membre ;

5° "contribuable concerné": toute personne à qui un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est mis à disposition aux fins de sa mise en œuvre, ou qui est disposée à mettre en œuvre un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou qui a mis en œuvre la première étape d'un tel dispositif ;

6° "dispositif commercialisable": un dispositif transfrontière qui est conçu, commercialisé, prêt à être mis en œuvre, ou mis à disposition aux fins de sa mise en œuvre, sans avoir besoin d'être adapté de façon importante ;

7° "dispositif sur mesure": tout dispositif transfrontière qui n'est pas un dispositif commercialisable."

**Art. 4.** Dans la même section II/1, il est inséré un article 326/2 rédigé comme suit :

"Art. 326/2. Les marqueurs d'un dispositif transfrontière visés à l'article 326/1, 3°, peuvent être subdivisés en 5 catégories, la catégorie A étant les marqueurs généraux qui sont liés au "critère de l'avantage principal" visé à l'alinéa 2, la catégorie B étant les marqueurs spécifiques qui sont liés au "critère de l'avantage principal" précité, la catégorie C étant les marqueurs spécifiques liés aux opérations transfrontières, la catégorie D étant les marqueurs spécifiques concernant l'échange automatique d'informations et les bénéficiaires effectifs et enfin la catégorie E étant les marqueurs spécifiques concernant les prix de transfert.

Les marqueurs généraux de la catégorie A visés à l'alinéa 4, les marqueurs spécifiques de la catégorie B visés à l'alinéa 5 et les marqueurs spécifiques de la catégorie C visés à l'alinéa 6, 1°, b) premier tiret, c) et d) ne peuvent être pris en considération que s'il est établi que l'avantage principal ou l'un des avantages principaux qu'une personne peut raisonnablement s'attendre à retirer d'un dispositif, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, est l'obtention d'un avantage fiscal. C'est ce que l'on appelle le "critère de l'avantage principal".

Dans le cadre du marqueur spécifique de la catégorie C, visé à l'alinéa 6, 1°, la présence d'une des conditions visées au même alinéa 6, 1°, b) premier tiret, c) et d) ne suffit pas à conclure que le dispositif satisfait au "critère de l'avantage principal" visé à l'alinéa 2.

Est considéré comme un marqueur général de catégorie A :

1° un dispositif où le contribuable concerné ou un participant au dispositif s'engage à respecter une clause de confidentialité selon laquelle il peut lui être demandé de ne pas divulguer à d'autres intermédiaires ou aux autorités fiscales comment le dispositif pourrait procurer un avantage fiscal ;

4° "intermediair": een persoon die een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie bedenkt, aanbiedt, opzet, beschikbaar maakt voor implementatie of de implementatie ervan beheert;

Een intermediair is ook een persoon die, gelet op de betrokken feiten en omstandigheden en op basis van de beschikbare informatie en de deskundigheid die en het begrip dat nodig is om die diensten te verstrekken, weet of redelijkerwijs kon weten dat hij, rechtstreeks of via andere personen, heeft toegezegd hulp, bijstand of advies te verstrekken met betrekking tot het bedenken, aanbieden, opzetten, beschikbaar maken voor implementatie of beheren van de implementatie van een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie. Elke persoon heeft het recht bewijs te leveren van het feit dat hij niet wist en redelijkerwijs niet kon weten dat hij bij een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie betrokken was. Daartoe kan die persoon alle relevante feiten en omstandigheden, beschikbare informatie en zijn relevante deskundigheid en begrip ervan vermelden.

Om een intermediair te zijn, dient een persoon ten minste één van de volgende aanvullende voorwaarden te vervullen:

- a) fiscaal inwoner van een lidstaat zijn;
- b) beschikken over een vaste inrichting in een lidstaat via welke de diensten in verband met de constructie worden verleend;
- c) opgericht zijn in of onder de toepassing van de wetten vallen van een lidstaat;
- d) ingeschreven zijn bij een beroepsorganisatie in verband met de verstrekking van juridische, fiscale of adviesdiensten in een lidstaat;

5° "relevante belastingplichtige": elke persoon voor wie een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie beschikbaar wordt gemaakt voor implementatie, of die gereed is om een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie te implementeren of die de eerste stap van een dergelijke constructie heeft geïmplementeerd;

6° "marktklare constructie": een grensoverschrijdende constructie die is bedacht of aangeboden, implementeerbaar is of beschikbaar is gemaakt voor implementatie zonder dat er wezenlijke aanpassingen nodig zijn;

7° "constructie op maat": een grensoverschrijdende constructie die geen marktklare constructie is."

**Art. 4.** In dezelfde afdeling II/1, wordt een artikel 326/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 326/2. De in artikel 326/1, 3°, bedoelde wezenskenmerken van een grensoverschrijdende constructie kunnen worden onderverdeeld in vijf categorieën, categorie A zijnde de algemene wezenskenmerken die aan de in het tweede lid bedoelde "main benefit test" zijn gekoppeld, categorie B zijnde de specifieke wezenskenmerken die aan de hiervoor vermelde "main benefit test" zijn gekoppeld, categorie C zijnde specifieke wezenskenmerken in verband met grensoverschrijdende transacties, categorie D zijnde specifieke wezenskenmerken in verband met de automatische uitwisseling van inlichtingen en uiteindelijk belang en categorie E zijnde specifieke wezenskenmerken in verband met verrekenprijzen.

De algemene wezenskenmerken in categorie A bedoeld in het vierde lid, de specifieke wezenskenmerken in categorie B bedoeld in het vijfde lid en de specifieke wezenskenmerken in categorie C bedoeld in het zesde lid, 1°, b), eerste streepje, c) en d) mogen uitsluitend in aanmerking worden genomen indien kan worden aangetoond dat het belangrijkste voordeel of één van de belangrijkste voordelen die, gelet op alle relevante feiten en omstandigheden, redelijkerwijs te verwachten valt van de constructie, het verkrijgen van een belastingvoordeel is. Dit is de zogenaamde "main benefit test".

In het kader van het specifieke wezenskenmerk van categorie C, bedoeld in het zesde lid, 1° is de aanwezigheid van één van de voorwaarden bedoeld in hetzelfde zesde lid, 1°, b), eerste streepje, c) en d) niet voldoende om te besluiten dat een constructie voldoet aan de in het tweede lid bedoelde "main benefit test".

Wordt beschouwd als een algemeen wezenskenmerk van categorie A:

1° een constructie waarbij de relevante belastingplichtige of een deelnemer aan de constructie zich tot geheimhouding verbindt en op grond hiervan niet aan andere intermediairs of de belastingautoriteiten mag onthullen hoe de constructie een belastingvoordeel kan opleveren;

2° un dispositif où l'intermédiaire est en droit de percevoir des honoraires (ou des intérêts, une rémunération pour financer les coûts et d'autres frais) pour le dispositif et ces honoraires sont fixés par référence :

a) au montant de l'avantage fiscal découlant du dispositif ; ou

b) au fait qu'un avantage fiscal découle effectivement du dispositif. Cela inclurait une obligation pour l'intermédiaire de rembourser partiellement ou entièrement les honoraires si l'avantage fiscal escompté découlant du dispositif n'a pas été complètement ou partiellement généré ;

3° un dispositif dont la documentation et/ou la structure sont en grande partie normalisées et qui est à la disposition de plus d'un contribuable concerné sans avoir besoin d'être adapté de façon importante pour être mis en œuvre.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie B :

1° un dispositif dans lequel un participant au dispositif prend artificiellement des mesures qui consistent à acquérir une société réalisant des pertes, à mettre fin à l'activité principale de cette société et à utiliser les pertes de celle-ci pour réduire sa charge fiscale, y compris par le transfert de ces pertes à une autre juridiction ou par l'accélération de l'utilisation de ces pertes ;

2° un dispositif qui a pour effet de convertir des revenus en capital, en dons ou en d'autres catégories de recettes qui sont taxées à un niveau inférieur ou ne sont pas taxées ;

3° un dispositif qui inclut des transactions circulaires ayant pour résultat un "carrousel" de fonds, à savoir au moyen d'entités interposées sans fonction commerciale primaire ou d'opérations qui se compensent ou s'annulent mutuellement ou qui ont d'autres caractéristiques similaires.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie C :

1° un dispositif qui prévoit la déduction des paiements transfrontières effectués entre deux ou plusieurs entreprises associées lorsque l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

a) le bénéficiaire ne réside à des fins fiscales dans aucune juridiction fiscale ;

b) même si le bénéficiaire réside à des fins fiscales dans une juridiction, cette juridiction :

- ne lève pas d'impôt sur les sociétés ou lève un impôt sur les sociétés à taux zéro ou presque nul ; ou

- figure sur une liste de juridictions de pays tiers qui ont été évaluées par les États membres collectivement ou dans le cadre de l'OCDE comme étant non coopératives ;

c) le paiement bénéficie d'une exonération fiscale totale dans la juridiction où le bénéficiaire réside à des fins fiscales ;

d) le paiement bénéficie d'un régime fiscal préférentiel dans la juridiction où le bénéficiaire réside à des fins fiscales ;

2° des déductions pour le même amortissement d'un actif sont demandées dans plus d'une juridiction ;

3° un allègement au titre de la double imposition pour le même élément de revenu ou de capital est demandé dans plusieurs juridictions ;

4° Il existe un dispositif qui inclut des transferts d'actifs et où il y a une différence importante dans le montant considéré comme étant payable en contrepartie des actifs dans ces juridictions concernées.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie D :

1° un dispositif susceptible d'avoir pour effet de porter atteinte à l'obligation de déclaration en vertu du droit mettant en œuvre la législation de l'Union ou tout accord équivalent concernant l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers, y compris des accords avec des pays tiers, ou qui tire parti de l'absence de telles dispositions ou de tels accords. De tels dispositifs incluent au moins ce qui suit :

a) l'utilisation d'un compte, d'un produit ou d'un investissement qui n'est pas ou dont l'objectif est de ne pas être un compte financier, mais qui possède des caractéristiques substantiellement similaires à celles d'un compte financier ;

b) le transfert de comptes ou d'actifs financiers vers des juridictions qui ne sont pas liées par l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers avec l'État de résidence du contribuable concerné, ou le recours à de telles juridictions ;

2° een constructie waarbij de intermediair aanspraak maakt op een vergoeding (of rente, betaling van financieringskosten en andere uitgaven) voor de constructie en die vergoeding wordt vastgelegd op basis van:

a) het bedrag van het belastingvoordeel dat de constructie oplevert; of

b) de vraag of de constructie daadwerkelijk een belastingvoordeel heeft opgeleverd. De intermediair moet daarbij de vergoeding gedeeltelijk of volledig terugbetalen wanneer het met de constructie beoogde belastingvoordeel niet gedeeltelijk of volledig werd verwezenlijkt;

3° een constructie waarbij gebruik wordt gemaakt van gestandaardiseerde documenten en/of een gestandaardiseerde structuur en die beschikbaar is voor meer dan één relevante belastingplichtige zonder dat er voor implementatie wezenlijke aanpassingen nodig zijn.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie B:

1° een constructie waarbij een deelnemer aan de constructie een reeks geplande stappen onderneemt die erin bestaan een verlieslijdende onderneming te verwerven, de hoofdactiviteit van die onderneming stop te zetten en de verliezen ervan te gebruiken om de door hem verschuldigde belastingen te verminderen, onder meer door overdracht van die verliezen naar een ander rechtsgebied of door een versneld gebruik van die verliezen;

2° een constructie die tot gevolg heeft dat inkomsten worden omgezet in vermogen, schenkingen of andere inkomstencategorieën die lager worden belast of van belasting worden vrijgesteld;

3° een constructie die circulaire transacties omvat met als resultaat dat middelen worden rondgepompt ("round-tripping"), meer bepaald met behulp van tussengeschoven entiteiten zonder ander primair handelsdoel of van transacties die elkaar compenseren of tenietdoen of andere soortgelijke kenmerken hebben.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie C:

1° een constructie met aftrekbare grensoverschrijdende betalingen tussen twee of meer verbonden ondernemingen waarbij ten minste een van de volgende voorwaarden is vervuld:

a) de ontvanger is in geen van de fiscale rechtsgebieden fiscaal inwoner;

b) de ontvanger is fiscaal inwoner in een rechtsgebied, maar dat rechtsgebied:

- heft geen vennootschapsbelasting, of heft vennootschapsbelasting tegen een nultarief of bijna-nultarief; of

- is opgenomen in een lijst van rechtsgebieden van derde landen die door de lidstaten gezamenlijk of in het kader van de OESO als niet-coöperatief zijn beoordeeld;

c) de betaling geniet een volledige belastingvrijstelling in het rechtsgebied waar de ontvanger fiscaal inwoner is;

d) de betaling geniet een fiscaal gunstregime in het rechtsgebied waar de ontvanger fiscaal inwoner is;

2° in meer dan één rechtsgebied wordt aanspraak gemaakt op aftrekken voor dezelfde afschrijving;

3° in meer dan één rechtsgebied wordt aanspraak gemaakt op voorkoming van dubbele belasting voor hetzelfde inkomens- of vermogensbestanddeel;

4° een constructie met overdrachten van activa waarbij er een wezenlijk verschil bestaat tussen het bedrag dat in de betrokken rechtsgebieden wordt aangemerkt als de voor die activa te betalen vergoeding.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie D:

1° een constructie die kan leiden tot het ondernemen van de rapportageverplichting uit hoofde van de wetgeving ter omzetting van Uniewetgeving of evenwaardige overeenkomsten inzake de automatische uitwisseling van inlichtingen over financiële rekeningen, waaronder overeenkomsten met derde landen, of die profiteert van het gebrek aan die wetgeving of overeenkomsten. Dergelijke constructies omvatten ten minste het volgende:

a) het gebruik van een rekening, product of belegging die geen financiële rekening is of niet als zodanig te boek staat, maar die over eigenschappen beschikt die in wezen vergelijkbaar zijn met die van een financiële rekening;

b) de overdracht van financiële rekeningen of activa aan, of het gebruik van rechtsgebieden die niet gebonden zijn aan de automatische uitwisseling van inlichtingen over financiële rekeningen met de staat van verblijf van de relevante belastingplichtige;

c) la requalification de revenus et de capitaux en produits ou en paiements qui ne sont pas soumis à l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

d) le transfert ou la conversion d'une institution financière, d'un compte financier ou des actifs qui s'y trouvent en institution financière, en compte financier ou en actifs qui ne sont pas à déclarer en vertu de l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

e) le recours à des entités, constructions ou structures juridiques qui suppriment ou visent à supprimer la déclaration d'un ou plusieurs titulaires de compte ou de personnes détenant le contrôle dans le cadre de l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

f) les dispositifs qui portent atteinte aux procédures de diligence raisonnable utilisées par les institutions financières pour se conformer à leurs obligations de déclarer des informations sur les comptes financiers, ou qui exploitent les insuffisances de ces procédures, y compris le recours à des juridictions appliquant de manière inadéquate ou insuffisante la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, ou ayant des exigences insuffisantes en matière de transparence en ce qui concerne les personnes morales ou les constructions juridiques ;

2° un dispositif faisant intervenir une chaîne de propriété formelle ou effective non transparente par le recours à des personnes, des constructions juridiques ou des structures :

a) qui n'exercent pas une activité économique substantielle s'appuyant sur des effectifs, des équipements, des ressources et des locaux suffisants ; et

b) qui sont constitués, gérés, contrôlés ou établis ou qui résident dans toute juridiction autre que la juridiction de résidence de l'un ou plusieurs des bénéficiaires effectifs des actifs détenus par ces personnes, constructions juridiques ou structures ; et

c) lorsque les bénéficiaires effectifs de ces personnes, constructions juridiques ou structures, tels que visés à l'article 4, 27°, de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, sont rendus impossibles à identifier.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie E :

1° un dispositif qui prévoit l'utilisation de régimes de protection unilatéraux ;

2° un dispositif prévoyant le transfert d'actifs incorporels difficiles à évaluer. Le terme d' "actifs incorporels difficiles à évaluer" englobe des actifs incorporels ou des droits sur des actifs incorporels pour lesquels, au moment de leur transfert entre des entreprises associées :

a) il n'existe pas d'éléments de comparaison fiables ; et

b) au moment où l'opération a été conclue, les projections concernant les futurs flux de trésorerie ou revenus attendus de l'actif incorporel transféré, ou les hypothèses utilisées pour évaluer cet actif incorporel sont hautement incertaines, et il est donc difficile de prévoir dans quelle mesure l'actif incorporel débouchera finalement sur un succès au moment du transfert ;

3° un dispositif mettant en jeu un transfert transfrontière de fonctions et/ou de risques et/ou d'actifs au sein du groupe, si le bénéfice avant intérêts et impôts (ebit) annuel prévu, dans les trois ans suivant le transfert, du ou des cédants, est inférieur à 50 % du ebit annuel prévu de ce cédant ou de ces cédants si le transfert n'avait pas été effectué."

**Art. 5.** Dans la même section II/1, il est inséré un article 326/3 rédigé comme suit :

"Art. 326/3. § 1<sup>er</sup>. Chaque intermédiaire est tenu de transmettre à l'autorité belge compétente, visée à l'article 338, § 2, 6°, les informations dont il a connaissance, qu'il possède ou qu'il contrôle, concernant les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visées à l'article 338, § 6/4, dans un délai de 30 jours à compter du cas mentionné ci-dessous qui survient en premier :

- le lendemain de la mise à disposition aux fins de mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ; ou

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est prêt à être mis en œuvre ; ou

- lorsque la première étape de la mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration a été accomplie.

c) de herkwalificatie van inkomsten en vermogen in producten of betalingen die niet onder de automatische uitwisseling van inlichtingen vallen;

d) de overdracht of omzetting van een financiële instelling of een financiële rekening of de activa daarvan in een financiële instelling of een financiële rekening of activa die niet onder de rapportage in het kader van de automatische uitwisseling van inlichtingen vallen;

e) het gebruik van rechtspersonen, juridische constructies of structuren die de rapportage over één of meer rekeninghouders of uiteindelijk begunstigen in het kader van de automatische uitwisseling van inlichtingen over financiële rekeningen stopzetten of daartoe strekken;

f) constructies die due-diligenceprocedures die door financiële instellingen worden gebruikt om te voldoen aan hun verplichtingen tot het rapporteren van inlichtingen over financiële rekeningen, ondermijnen of zwakke punten ervan benutten, onder meer via het gebruik van rechtsgebieden met ontoereikende of zwakke regelingen voor de handhaving van antiwitwaswetgeving of met zwakke transparantievereisten voor rechtspersonen of juridische constructies;

2° een constructie waarbij de juridische of feitelijke eigendom niet-transparant is door het gebruik van personen, juridische constructies of structuren:

a) die geen wezenlijke economische, door voldoende personeel, uitrusting, activa en gebouwen ondersteunde activiteit uitoefenen; en

b) die zijn opgericht in, worden beheerd in, inwoner zijn van, onder zeggenschap staan in, of gevestigd zijn in een ander rechtsgebied dan het rechtsgebied van verblijf van een of meer van de uiteindelijk begunstigen van de activa die door die personen, juridische constructies of structuren worden aangehouden; en

c) indien de uiteindelijk begunstigen van die personen, juridische constructies of structuren, zoals bedoeld in artikel 4, 27°, van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik niet-identificeerbaar zijn gemaakt.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie E:

1° een constructie met gebruik van unilaterale veiligheidsregels:

2° een constructie met overdracht van moeilijk te waarderen immateriële activa. De term "moeilijk te waarderen immateriële activa" omvat immateriële activa of rechten op immateriële activa waarvoor, op het tijdstip van de overdracht ervan tussen verbonden ondernemingen:

a) geen betrouwbare vergelijkbare activa bestaan; en

b) de prognoses van de toekomstige kasstromen of inkomsten die naar verwachting uit de overgedragen activa voortvloeien, of de aannames die worden gebruikt voor het waarderen van de immateriële activa, bijzonder onzeker zijn, waardoor het moeilijk is te voorspellen hoe succesvol de immateriële activa op het moment van de overdracht uiteindelijk zullen zijn;

3° een constructie met een grensoverschrijdende overdracht binnen de groep van functies, en/of risico's en/of activa, indien de geraamde jaarlijkse winst vóór interest en belastingen (ebit) van de overdrager of overdragers, tijdens de periode van drie jaar na de overdracht, minder dan 50 % bedraagt van de geraamde jaarlijkse ebit van die overdrager of overdragers indien de overdracht niet had plaatsgevonden."

**Art. 5.** In dezelfde afdeling II/1, wordt een artikel 326/3 ingevoegd, luidende:

"Art. 326/3. § 1. Elke intermediair moet de in artikel 338, § 6/4, bedoelde inlichtingen, inzake meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies waarvan zij kennis, bezit of controle hebben, verstrekken aan de in artikel 338, § 2, 6°, bedoelde Belgische bevoegde autoriteit binnen 30 dagen te rekenen vanaf het hierna vermelde geval dat het eerst plaatsvindt:

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie voor implementatie beschikbaar is gesteld; of

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie gereed is voor implementatie; of

- het ogenblik dat de eerste stap in de implementatie van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie is ondernomen.



Nonobstant l'alinéa 1<sup>er</sup>, les intermédiaires visés à l'article 326/1, 4<sup>o</sup>, deuxième alinéa, sont également tenus de transmettre des informations relatives à un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration dans un délai de 30 jours commençant le lendemain du jour où ils ont fourni, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils.

§ 2. Quand l'intermédiaire doit informer les autorités compétentes de plusieurs États membres sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, il ne fournira ces informations à l'autorité belge compétente que si la Belgique occupe la première place dans la liste ci-après :

1<sup>o</sup> l'État membre dans lequel l'intermédiaire est résident à des fins fiscales ;

2<sup>o</sup> l'État membre dans lequel l'intermédiaire possède un établissement stable par l'intermédiaire duquel les services concernant le dispositif sont fournis ;

3<sup>o</sup> l'État membre dans lequel l'intermédiaire est constitué ou par le droit duquel il est régi ;

4<sup>o</sup> l'État membre dans lequel l'intermédiaire est enregistré auprès d'une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseil.

Lorsque, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il existe une obligation de déclaration multiple, l'intermédiaire est dispensé de la transmission des informations s'il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations ont été transmises dans un autre État membre."

**Art. 6.** Dans la même section II/1, il est inséré un article 326/4 rédigé comme suit :

"Art. 326/4. Dans le cas d'un dispositif commercialisable, l'intermédiaire doit établir tous les trois mois un rapport fournissant une mise à jour contenant les nouvelles informations devant faire l'objet d'une déclaration, visées à l'article 338, § 6/4, 1<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, qui sont devenues disponibles depuis la transmission du dernier rapport."

**Art. 7.** Dans la même section II/1, il est inséré un article 326/5 rédigé comme suit :

"Art. 326/5. A la suite de la déclaration d'un dispositif transfrontière présentant au moins l'un des marqueurs spécifiques visés à l'article 326/2, un numéro de référence unique est attribué qui, à l'occasion de chaque déclaration ultérieure du même dispositif transfrontière, devra être communiqué, aussi bien pour les déclarations de chaque intermédiaire impliqué que par le contribuable concerné.

L'intermédiaire qui reçoit le numéro de référence unique des autorités compétentes doit immédiatement le communiquer, ainsi que le résumé concernant le dispositif rapporté, aux autres intermédiaires impliqués ainsi qu'au contribuable concerné."

**Art. 8.** Dans la même section II/1, il est inséré un article 326/6 rédigé comme suit :

"Article 326/6. Si plusieurs intermédiaires sont concernés par le même dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, tous les intermédiaires concernés doivent fournir des informations sur le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration.

Un intermédiaire est dispensé de l'obligation de transmettre des informations s'il peut fournir une preuve écrite qu'un autre intermédiaire a déjà transmis les informations visées à l'article 338, § 6/4, alinéa 2."

**Art. 9.** Dans la même section II/1, il est inséré un article 326/7 rédigé comme suit :

"Art. 326/7. § 1. Lorsqu'un intermédiaire est tenu au secret professionnel, il doit :

1<sup>o</sup> informer le ou les intermédiaires concernés, par écrit et de façon motivée, qu'il ne peut pas respecter l'obligation de déclaration, à la suite de quoi cette obligation de déclaration incombe automatiquement à l'autre intermédiaire ou aux autres intermédiaires ;

2<sup>o</sup> en l'absence d'un autre intermédiaire, informer par écrit et de façon motivée le ou les contribuables concernés de son ou de leur obligation de déclaration.

La dispense d'obligation de déclaration n'est effective qu'à partir du moment où un intermédiaire a rempli l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le contribuable concerné peut, par autorisation écrite, permettre à l'intermédiaire de satisfaire à l'obligation de déclaration prévue à l'article 326/3.

Onverminderd het eerste lid moeten de intermediairs bedoeld in artikel 326/1, 4<sup>o</sup>, tweede lid, eveneens inlichtingen verstrekken met betrekking tot een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie binnen 30 dagen te rekenen vanaf de dag nadat zij, rechtstreeks of via andere personen, hulp, bijstand of advies hebben verstrekt.

§ 2. Wanneer de intermediair inlichtingen over meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies moet verstrekken aan de bevoegde autoriteiten van meer dan één lidstaat dan verstrekt hij deze inlichtingen enkel aan de Belgische bevoegde autoriteit indien België als eerste op de onderstaande, aflopende lijst voorkomt:

1<sup>o</sup> de lidstaat waar de intermediair fiscaal inwoner is;

2<sup>o</sup> de lidstaat waar de intermediair een vaste inrichting heeft via welke de diensten met betrekking tot de constructie worden verstrekt;

3<sup>o</sup> de lidstaat waar de intermediair is opgericht of onder toepassing van de wetten valt;

4<sup>o</sup> de lidstaat waar de intermediair is ingeschreven bij een beroepsorganisatie in verband met de verstrekking van juridische, fiscale of adviesdiensten.

Wanneer er op grond van het eerste lid een meervoudige meldingsplicht bestaat, wordt de intermediair ontheven van het verstrekken van de inlichtingen als hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat dezelfde inlichtingen in een andere lidstaat zijn verstrekt."

**Art. 6.** In dezelfde afdeling II/1, wordt een artikel 326/4 ingevoegd, luidende:

"Art. 326/4. Indien het gaat om een marktklare constructie moet de intermediair om de drie maanden een periodiek verslag opstellen met een overzicht van nieuwe meldingsplichtige inlichtingen zoals bedoeld in artikel 338, § 6/4, 1<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> en 8<sup>o</sup>, die sinds het laatste ingediende verslag beschikbaar zijn geworden."

**Art. 7.** In dezelfde afdeling II/1, wordt een artikel 326/5 ingevoegd, luidende:

"Art. 326/5. Naar aanleiding van de melding van een grensoverschrijdende constructie die ten minste één van de in artikel 326/2 vermelde wezenskenmerken bezit, wordt een uniek referentienummer toegekend, dat naar aanleiding van elke volgende melding betreffende diezelfde grensoverschrijdende constructie moet worden meegedeeld, zowel voor meldingen door elke betrokken intermediair als voor meldingen door de relevante belastingplichtige.

De intermediair die het uniek referentienummer van de bevoegde instanties ontvangt, dient dit, samen met de samenvatting betreffende de gemelde constructie, onverwijld aan de andere betrokken intermediairs en aan de relevante belastingplichtige door te geven."

**Art. 8.** In dezelfde afdeling II/1, wordt een artikel 326/6 ingevoegd, luidende:

"Art. 326/6. Wanneer meerdere intermediairs betrokken zijn bij dezelfde meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie, moeten alle betrokken intermediairs de inlichtingen verstrekken over de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie.

Een intermediair is ontheven van de verplichting tot het verstrekken van inlichtingen indien hij een schriftelijk bewijs kan voorleggen dat een andere intermediair de inlichtingen bedoeld in artikel 338, § 6/4, tweede lid, reeds heeft verstrekt."

**Art. 9.** In dezelfde afdeling II/1, wordt een artikel 326/7 ingevoegd, luidende:

"Art. 326/7. § 1. Wanneer een intermediair gebonden is door een beroepsgeheim, is hij gehouden:

1<sup>o</sup> de betrokken intermediair of intermediairs schriftelijk en gemotiveerd op de hoogte te brengen dat hij niet aan de meldingsplicht kan voldoen, waardoor deze meldingsplicht automatisch rust op de andere intermediair of intermediairs;

2<sup>o</sup> bij gebreke aan een andere intermediair, de relevante belastingplichtige of belastingplichtigen schriftelijk en gemotiveerd op de hoogte te brengen van zijn of hun meldingsplicht.

De ontheffing van de meldingsplicht krijgt slechts uitwerking op het tijdstip dat een intermediair voldaan heeft aan de in het eerste lid bedoelde verplichting.

§ 2. De relevante belastingplichtige kan de intermediair door schriftelijke instemming toelaten alsnog te voldoen aan de in artikel 326/3 bedoelde meldingsplicht.

Si le contribuable concerné ne donne pas l'autorisation, l'obligation de déclaration continue d'incomber au contribuable et l'intermédiaire fournit les informations nécessaires au respect de l'obligation de déclaration visée à l'article 326/3 au contribuable concerné.

§ 3. Aucun secret professionnel visé au paragraphe 1<sup>er</sup> ni aucune dispense de plein droit ne peut être invoqué concernant l'obligation de déclaration des dispositifs commercialisables qui donnent lieu à un rapport périodique conformément à l'article 326/4.

**Art. 10.** Dans la même section II/1, il est inséré un article 326/8 rédigé comme suit :

"Art. 326/8. § 1<sup>er</sup>. Dans les cas suivants, l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné :

1° quand il n'y a pas d'intermédiaire impliqué dans la conception, la commercialisation, l'organisation, la mise à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou la gestion de sa mise en œuvre d'un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ; ou

2° lorsque l'intermédiaire est dispensé de l'obligation de fournir des informations conformément à l'article 326/7, § 1<sup>er</sup>, et qu'il a informé le ou les contribuables concernés de son ou de leur obligation de déclaration, conformément à l'article 326/7, § 1<sup>er</sup>, 2° ;

3° lorsque ce dernier n'a pas accordé l'autorisation visée à l'article 326/7, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Dans le cas où, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné, il doit fournir les informations dans un délai de trente jours à compter du cas mentionné ci-dessous qui survient en premier :

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est mis à la disposition du contribuable concerné ou ;

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est prêt à être mis en œuvre par le contribuable concerné ou ;

- à partir du moment où la première étape de sa mise en œuvre est accomplie en ce qui concerne le contribuable concerné.

§ 3. Lorsque le contribuable concerné a l'obligation de transmettre des informations concernant le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration aux autorités compétentes de plusieurs États membres, le contribuable concerné doit transmettre ces informations à l'autorité belge compétente quand la Belgique occupe la première place dans la liste ci-après :

1° l'État membre dans lequel le contribuable concerné est résident à des fins fiscales ;

2° l'État membre dans lequel le contribuable concerné possède un établissement stable qui bénéficie du dispositif ;

3° l'État membre dans lequel le contribuable concerné perçoit des revenus ou réalise des bénéfices, bien qu'il ne soit pas résident d'un État membre à des fins fiscales et ne possède pas d'établissement stable dans un État membre ;

4° l'État membre dans lequel le contribuable concerné exerce une activité, bien qu'il ne soit pas résident d'un État membre à des fins fiscales et ne possède pas d'établissement stable dans un État membre.

Lorsque, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il existe une obligation de déclaration multiple, le contribuable concerné est dispensé de la transmission des informations s'il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations ont été transmises dans un autre État membre."

**Art. 11.** Dans la même section II/1, il est inséré un article 326/9 rédigé comme suit :

"Art. 326/9. Lorsque l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné et qu'il existe plusieurs contribuables concernés, celui d'entre eux qui transmet les informations conformément à l'article 326/8 est celui qui occupe la première place dans la liste ci-après :

1° le contribuable concerné qui a arrêté avec l'intermédiaire le dispositif devant faire l'objet d'une déclaration ;

2° le contribuable concerné qui gère la mise en œuvre du dispositif.

Un contribuable concerné n'est dispensé de l'obligation de transmettre les informations que dans la mesure où il fournit la preuve écrite que ces mêmes informations, visées à l'article 338, § 6/4, ont déjà été transmises par un autre contribuable concerné."

Indien de relevante belastingplichtige geen instemming verleent, blijft de meldingsplicht bij de belastingplichtige en bezorgt de intermediair de nodige gegevens voor het vervullen van de in artikel 326/3 bedoelde meldingsplicht aan de relevante belastingplichtige.

§ 3. Geen beroepsgeheim overeenkomstig paragraaf 1 of ontheffing van rechtswege kan worden ingeroepen aangaande de meldingsplicht van marktklare constructies die aanleiding geven tot een periodiek verslag overeenkomstig artikel 326/4.

**Art. 10.** In dezelfde afdeling II/1, wordt een artikel 326/8 ingevoegd, luidende:

"Art. 326/8. § 1. In de volgende gevallen ligt de meldingsplicht bij de relevante belastingplichtige:

1° wanneer er geen intermediair betrokken was bij het bedenken, aanbieden, opzetten, beschikbaar maken voor implementatie of het beheren voor implementatie van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie; of

2° wanneer de intermediair ontheven is van de verplichting om inlichtingen te verstrekken overeenkomstig artikel 326/7, § 1, en hij de relevante belastingplichtige of belastingplichtigen op de hoogte heeft gesteld van zijn of hun meldingsplicht, overeenkomstig artikel 326/7, § 1, 2°;

3° wanneer deze niet de in artikel 326/7, § 2, eerste lid bedoelde toestemming heeft verleend.

§ 2. Ingeval de meldingsplicht overeenkomstig paragraaf 1 bij de relevante belastingplichtige ligt, verstrekt deze de inlichtingen binnen dertig dagen te rekenen vanaf het hierna vermelde geval dat eerst plaatsvindt:

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie voor implementatie ter beschikking van de relevante belastingplichtige is gesteld of;

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie gereed is voor implementatie door de relevante belastingplichtige of;

- vanaf het ogenblik dat de eerste stap voor de implementatie ervan met betrekking tot de relevante belastingplichtige is ondernomen.

§ 3. Wanneer de relevante belastingplichtige inlichtingen over de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie moet verstrekken aan de bevoegde autoriteiten van meer dan één lidstaat, dan moet hij deze inlichtingen enkel aan de Belgische bevoegde autoriteit verstrekken wanneer België als eerste op de onderstaande lijst voorkomt:

1° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige fiscaal inwoner is;

2° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige een vaste inrichting heeft die gunstige van de constructie is;

3° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige inkomsten ontvang of winsten genereert, hoewel de relevante belastingplichtige geen fiscaal inwoner van een lidstaat is noch een vaste inrichting in een lidstaat heeft;

4° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige een activiteit uitoefent, hoewel de relevante belastingplichtige geen fiscaal inwoner van een lidstaat is noch een vaste inrichting in een lidstaat heeft.

Wanneer er op grond van het eerste lid een meervoudige meldingsplicht bestaat, wordt de relevante belastingplichtige ontheven van het verstrekken van de inlichtingen als hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat dezelfde inlichtingen in een andere lidstaat zijn verstrekt."

**Art. 11.** In dezelfde afdeling II/1, wordt een artikel 326/9 ingevoegd, luidende:

"Art. 326/9. Wanneer de meldingsplicht bij de relevante belastingplichtige ligt en er meer dan één relevante belastingplichtige is, worden de inlichtingen overeenkomstig artikel 326/8 verstrekt door de relevante belastingplichtige die als eerste op de onderstaande lijst voorkomt:

1° de relevante belastingplichtige die de meldingsplichtige constructie is overeengekomen met de intermediair;

2° de relevante belastingplichtige die de implementatie van de constructie beheert.

Een relevante belastingplichtige wordt ontheven van de verplichting tot het verstrekken van de inlichtingen indien hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat een andere relevante belastingplichtige de inlichtingen bedoeld in artikel 338, § 6/4, reeds heeft verstrekt."

**Art. 12.** Dans la même section II/1, il est inséré un article 326/10 rédigé comme suit :

"Art. 326/10. Pour l'application de cette section, de l'article 338, § 6/4 et des arrêtés d'exécution qui en découlent, le rapportage des informations, pour les parties que le Roi spécifie doit, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être fait en anglais."

**Art. 13.** Dans la même section II/1, il est inséré un article 326/11 rédigé comme suit :

"Art. 326/11. Le Roi détermine le formulaire par lequel l'intermédiaire ou le contribuable concerné doit se conformer aux obligations énoncées dans la présente section."

**Art. 14.** Dans le même Code, il est inséré un article 315*quater* rédigé comme suit :

"Art. 315*quater*. Le contribuable concerné, visé à l'article 326/1, 5°, est tenu de fournir toutes les informations qu'il a lui-même, ou avec l'aide de son intermédiaire, en application de l'article 326/1 à 326/9 inclus, déclaré ou qu'il a dû déclarer à l'Administration, à sa demande, sans déplacement, en vue de leur vérification, en ce compris les documents sous-jacents qu'il a reçus avant ou après la déclaration avec l'aide de son intermédiaire, ou qu'il a lui-même préparés en ce qui concerne le dispositif devant faire l'objet d'une déclaration."

**Art. 15.** Dans l'article 322, § 2, du même Code, inséré par la loi du 14 avril 2011 et modifiée par la loi du 27 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "ou lorsque l'administration dispose d'un ou de plusieurs indices que les dispositions des articles 326/1 à 326/9 n'ont pas été correctement respectées" sont insérés entre les mots "indices de fraude fiscale" et les mots "ou lorsque l'administration envisage" ;

2° dans l'alinéa 3, 2°, les mots "ou qu'il y a des indices que les dispositions des articles 326/1 à 326/9 n'ont pas été correctement respectées" sont insérés entre les mots "indices de fraude fiscale" et les mots "et qu'il existe".

**Art. 16.** Dans le titre VII, chapitre III, section II du Code des impôts sur les revenus 1992, un article 323*ter* est inséré, rédigé comme suit :

"Art. 323*ter*. L'administration fiscale peut exiger de l'(des) intermédiaire(s) concerné(s), dans le délai qu'elle a fixé, qui peut être prolongé pour des raisons légales, pour autant qu'elle estime que ces informations soient nécessaires afin d'assurer la conformité aux articles 326/1 à 326/9 inclus, les informations qui en application de l'article 326/1 à 326/9 doivent être mentionnées à l'autorité belge compétente, et qui, après l'application de l'article 315*quater*, n'ont pas été fournies."

**Art. 17.** À l'article 338 du même Code, remplacé par la loi du 17 août 2013 et modifié par les lois du 31 juillet 2017 et 26 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les dispositions sous 11°, a) et c) sont remplacées par ce qui suit :

"a) pour l'application des paragraphes 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 6/1, 6/3 et 6/4, la communication systématique à un autre État membre sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés ;

c) pour l'application de toutes les dispositions du présent article, autres que celles des paragraphes 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 6/1, 6/3 et 6/4 précités, la communication systématique des informations prédéfinies fournies conformément aux points a) et b)";

2° le paragraphe 2 est complété par le 21°, rédigée comme suit :

"21° "entreprise associée", pour l'application du paragraphe 6/4 et des articles 326/1 à 326/9: une personne qui est liée à une autre personne de l'une au moins des façons suivantes :

a) une personne participe à la gestion d'une autre personne lorsqu'elle est en mesure d'exercer une influence notable sur l'autre personne ;

b) une personne participe au contrôle d'une autre personne au moyen d'une participation qui dépasse 25 % des droits de vote ;

c) une personne participe au capital d'une autre personne au moyen d'un droit de propriété qui, directement ou indirectement, dépasse 25 % du capital ;

d) une personne a droit à 25 % ou plus des bénéfices d'une autre personne.

**Art. 12.** In dezelfde afdeling II/1, wordt een artikel 326/10 ingevoegd, luidende:

"Art. 326/10. Voor de toepassing van deze afdeling, artikel 338, § 6/4, en de daaruit voortvloeiende uitvoeringsbesluiten dient de melding van de inlichtingen, voor de onderdelen die de Koning nader bepaalt, naast het gebruik van één van de officiële landstalen, ook in het Engels te gebeuren."

**Art. 13.** In dezelfde afdeling II/1, wordt een artikel 326/11 ingevoegd, luidende:

"Art. 326/11. De Koning bepaalt het formulier waarop de intermediair of de relevante belastingplichtige de verplichtingen opgenomen in deze afdeling moeten naleven."

**Art. 14.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 315*quater* ingevoegd, luidende:

"Art. 315*quater*. De relevante belastingplichtige, bedoeld in artikel 326/1, 5°, is gehouden alle informatie die hij zelf, dan wel middels zijn intermediair, in toepassing van artikelen 326/1 tot en met 326/9 heeft gemeld of diende te melden, aan de Administratie, op haar verzoek, zonder verplaatsing, met het oog op het nazien ervan, voor te leggen, met inbegrip van de onderliggende documenten die zij voor of na de melding van diens intermediair heeft ontvangen, of die zij zelf heeft opgesteld met betrekking tot de meldingsplichtige constructie."

**Art. 15.** In artikel 322, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 14 april 2011 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2016 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "of wanneer de administratie over één of meer aanwijzingen beschikt dat de bepalingen van de artikelen 326/1 tot en met 326/9 niet correct werden nageleefd" ingevoegd tussen de woorden "belastingontduiking beschikt" en de woorden "of wanneer de administratie zich voorneemt";

2° in het derde lid, 2°, worden de woorden "of er aanwijzingen zijn dat de bepalingen van de artikelen 326/1 tot en met 326/9 niet correct werden nageleefd" ingevoegd tussen de woorden "aanwijzingen van belastingontduiking heeft opgeleverd" en de woorden "en dat er vermoedens zijn".

**Art. 16.** In titel VII, hoofdstuk III, afdeling II van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt een artikel 323*ter* ingevoegd, luidende:

"Art. 323*ter*. De fiscale administratie mag binnen de door haar bepaalde termijn, welke wegens wettige redenen kan worden verlengd, voor zover zij die informatie nodig acht om de correcte naleving van de artikelen 326/1 t.e.m. 326/9 te verzekeren, van de betrokken intermediair(s) de informatie vorderen die in toepassing van artikelen 326/1 tot en met 326/9 diende te worden gemeld aan de Belgische bevoegde autoriteit en die, na toepassing te hebben gemaakt van artikel 315*quater*, niet werden overgemaakt."

**Art. 17.** In artikel 338 van het hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 17 augustus 2013 en gewijzigd bij de wetten van 31 juli 2017 en 26 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, worden de bepalingen onder 11°, a) en c) vervangen als volgt:

"a) voor de toepassing van paragrafen 6, eerste lid, 6/1, 6/3 en 6/4, de systematische mededeling met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen, zonder voorafgaand verzoek, van vooraf bepaalde inlichtingen aan een andere lidstaat;

c) voor de toepassing van alle andere bepalingen van dit artikel, andere dan deze van voormelde paragrafen 6, eerste lid, 6/1, 6/3 en 6/4, de systematische mededeling van vooraf bepaalde inlichtingen, verstrekt overeenkomstig punten a) en b)";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepaling onder 21°, luidende:

"21° "verbonden onderneming", voor de toepassing van paragraaf 6/4 en de artikelen 326/1 tot en met 326/9: een persoon die gelieerd is met een andere persoon op ten minste een van de volgende wijzen:

a) een persoon neemt deel aan de leiding van een andere persoon waarbij hij invloed van betekenis kan uitoefenen op die andere persoon;

b) een persoon neemt deel aan de zeggenschap over een andere persoon door middel van een deelneming van meer dan 25 % van de stemrechten;

c) een persoon neemt deel in het kapitaal van een andere persoon door middel van een eigendomsrecht van, rechtstreeks of middellijk, meer dan 25 % van het kapitaal;

d) een persoon heeft recht op 25 % of meer van de winsten van een andere persoon.



Si plusieurs personnes participent, comme indiqué aux *a) à d)*, à la gestion, au contrôle, au capital ou aux bénéfices d'une même personne, toutes les personnes concernées sont assimilées à des entreprises associées.

Si les mêmes personnes participent, comme indiqué aux points *a) à d)*, à la gestion, au contrôle, au capital ou aux bénéfices de plusieurs personnes, toutes les personnes concernées sont assimilées à des entreprises associées.

Aux fins du présent point, une personne qui agit avec une autre personne en ce qui concerne les droits de vote ou la détention de parts de capital d'une entité est considérée comme détenant une participation dans l'ensemble des droits de vote ou des parts de capital de ladite entité détenus par l'autre personne.

En ce qui concerne les participations indirectes, le respect des critères énoncés au *c)* est déterminé en multipliant les taux de détention successivement aux différents niveaux. Une personne détenant plus de 50 % des droits de vote est réputée détenir 100 % de ces droits.

Une personne physique, son conjoint et ses ascendants ou descendants directs sont considérés comme une seule et unique personne.”.

3° il est inséré un paragraphe 6/4 rédigé comme suit :

”§ 6/4. L'autorité belge compétente communique dans le délai visé à l'alinéa 3 les données visées à l'alinéa 2, concernant les dispositifs transfrontières dont elle a été informée par l'intermédiaire ou le contribuable concerné conformément aux articles 326/1 à 326/8, par voie d'un échange automatique avec les autorités compétentes de tous les autres États membres.

Les informations qui doivent être communiquées par l'autorité belge compétente en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> comprennent les éléments suivants, le cas échéant :

1° l'identification des intermédiaires et des contribuables concernés, visés à l'article 326/1, 4° et 5°, y compris leur nom, leur date et lieu de naissance (pour les personnes physiques), leur résidence fiscale, leur numéro fiscal d'identification et, le cas échéant, les personnes qui sont, conformément au paragraphe 2, 21°, des entreprises associées au contribuable concerné ;

2° des informations détaillées sur les marqueurs visés à l'article 326/2 selon lesquelles le dispositif transfrontière doit faire l'objet d'une déclaration ;

3° un résumé du contenu du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, y compris une référence à la dénomination par laquelle il est communément connu, le cas échéant, et une description des activités commerciales ou dispositifs pertinents, présentée de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public ;

4° la date à laquelle la première étape de la mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration a été accomplie ou sera accomplie ;

5° des informations détaillées sur les dispositions nationales sur lesquelles se fonde le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

6° la valeur du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

7° l'identification de l'État membre du ou des contribuable(s) concerné(s) ainsi que de tout autre État membre susceptible d'être concerné par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

8° l'identification, dans les États membres, de toute autre personne susceptible d'être concernée par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration en indiquant à quels États membres cette personne est liée.

L'échange automatique est effectué dans un délai d'un mois à compter de la fin du trimestre au cours duquel les informations ont été transmises. Les premières informations sont communiquées le 31 octobre 2020 au plus tard -.

Les informations visées à l'alinéa 2, 1°, 3° et 8° du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne.”.

Indien meer dan één persoon deelneemt, als bedoeld onder *a)* tot en met *d)*, aan de leiding van, aan de zeggenschap over of in het kapitaal of de winsten van dezelfde persoon, worden alle betrokken personen als verbonden ondernemingen beschouwd.

Indien dezelfde personen deelnemen, als bedoeld onder *a)* tot en met *d)*, aan de leiding van, aan de zeggenschap over of in het kapitaal of de winsten van meer dan één persoon, worden alle betrokken personen als verbonden ondernemingen beschouwd.

Voor de toepassing van dit punt wordt een persoon die met betrekking tot de stemrechten of het kapitaalbezit van een entiteit samen met een andere persoon optreedt, beschouwd als houder van een deelneming in alle stemrechten of het volledige kapitaalbezit dat die andere persoon in de genoemde entiteit heeft.

Bij middellijke deelneming wordt vastgesteld of aan de eisen onder *c)* is voldaan door vermenigvuldiging van de deelnemingspercentages door de opeenvolgende niveaus heen. Een persoon die meer dan 50 % van de stemrechten houdt, wordt geacht 100 % te houden.

Een natuurlijk persoon, zijn of haar echtgenoot en bloedverwanten in de rechte lijn worden behandeld als één persoon.”.

3° een paragraaf 6/4 wordt ingevoegd, luidende:

”§ 6/4. De Belgische bevoegde autoriteit deelt binnen de in het derde lid bedoelde termijn de in het tweede lid bedoelde gegevens inzake grensoverschrijdende constructies, waarvan zij ingelicht is door de intermediair of de relevante belastingplichtige overeenkomstig de artikelen 326/1 tot en met 326/8, via automatische uitwisseling mee aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten.

De door de Belgische bevoegde autoriteit uit hoofde van het eerste lid mee te delen gegevens zijn de volgende, voor zover van toepassing:

1° de identificatiegegevens van intermediairs en relevante belastingplichtigen bedoeld in artikel 326/1, 4° en 5°, met inbegrip van hun naam, geboortedatum en -plaats (in het geval van een natuurlijk persoon), fiscale woonplaats, fiscaal identificatienummer, en, in voorkomend geval, van de personen die overeenkomstig paragraaf 2, 21°, een verbonden onderneming vormen met de relevante belastingplichtige;

2° nadere bijzonderheden over de wezenskenmerken bedoeld in artikel 326/2 op grond waarvan de grensoverschrijdende constructie gemeld moet worden;

3° een samenvatting van de inhoud van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie, met onder meer de benaming waaronder zij algemeen bekend staat, indien voorhanden, en een omschrijving van de relevante zakelijke activiteiten of constructies, in algemene bewoordingen gesteld, die niet mag leiden tot de openbaarmaking van een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelswerkwijze, of van inlichtingen waarvan de onthullingen in strijd zou zijn met de openbare orde;

4° de datum waarop de eerste stap voor de implementatie van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie is of zal worden ondernomen;

5° nadere bijzonderheden van de nationale bepalingen die aan de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie ten grondslag liggen;

6° de waarde van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie;

7° de lidstaat van de relevante belastingbetaler(s) en eventuele andere lidstaten waarop de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie naar alle waarschijnlijkheid van invloed zal zijn;

8° de identificatiegegevens van andere personen in een lidstaat, op wie de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie naar alle waarschijnlijkheid van invloed zal zijn, waarbij wordt vermeld met welke lidstaten deze personen verbonden zijn.

De automatische uitwisseling geschiedt binnen één maand te rekenen vanaf het einde van het kwartaal waarin de inlichtingen zijn verstrekt. De eerste inlichtingen worden uiterlijk op 31 oktober 2020 medegedeeld.

De inlichtingen bedoeld in het tweede lid, 1°, 3° en 8° van deze paragraaf, worden niet medegedeeld aan de Europese Commissie.”.



**Art. 18.** L'article 445 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 25 décembre 2017 et par la loi du 25 décembre 2017, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le fonctionnaire délégué par le conseiller général compétent inflige, pour une infraction aux dispositions des articles 326/1 à 326/9 ainsi que des arrêtés pris pour leur exécution, qui consiste en la fourniture incomplète des informations visées à l'article 338, § 6/4, une amende de 1 250 euros à 12 500 euros. Pour de telles infractions commises avec intention frauduleuse ou intention de nuire, une amende de 2 500 euros à 25 000 euros est infligée.

Le fonctionnaire délégué par le conseiller général compétent inflige, pour une infraction aux dispositions des articles 326/1 à 326/9 ainsi que des arrêtés pris pour leur exécution, qui consiste à ne pas ou tardivement fournir les informations visées à l'article 338, § 6/4, une amende de 5 000 euros à 50 000 euros. Pour de telles infractions commises avec intention frauduleuse ou intention de nuire, une amende de 12 500 euros à 100 000 euros est infligée.

Le Roi fixe l'échelle progressive des amendes administratives et règle les modalités d'application de celles-ci."

CHAPITRE 3. — *Modifications du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

**Art. 19.** Dans l'article 289bis du Code, des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par la loi du 17 août 2013 et modifié par la loi du 31 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les dispositions sous 11° a) et b) sont remplacées par ce qui suit :

"a) pour l'application des paragraphes 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 6/1, et 6/3, la communication systématique à un autre État membre, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés ;

b) pour l'application de toutes les dispositions du présent article autres que celles des paragraphes 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 6/1 et 6/3 précités, la communication systématique des informations prédéfinies conformément aux points a) et b)";

2° le paragraphe 2 est complété par une disposition 18°, rédigée comme suit :

"18° "entreprise associée", pour l'application du paragraphe 6/3: une personne qui est liée à une autre personne au moins de l'une des façons suivantes :

a) une personne participe à la gestion d'une autre personne lorsqu'elle est en mesure d'exercer une influence notable sur l'autre personne ;

b) une personne participe au contrôle d'une autre personne au moyen d'une participation qui dépasse 25 % des droits de vote ;

c) une personne participe au capital d'une autre personne au moyen d'un droit de propriété qui, directement ou indirectement, dépasse 25 % du capital ;

d) une personne a droit à 25 % ou plus des bénéfices d'une autre personne.

Si plusieurs personnes participent, comme visé aux a) à d), à la gestion, au contrôle, au capital ou aux bénéfices d'une même personne, toutes les personnes concernées sont assimilées à des entreprises associées.

Si les mêmes personnes participent, comme visé aux points a) à d), à la gestion, au contrôle, au capital ou aux bénéfices de plusieurs personnes, toutes les personnes concernées sont assimilées à des entreprises associées.

Aux fins de l'application du présent point, une personne qui agit avec une autre personne en ce qui concerne les droits de vote ou la détention de parts de capital d'une entité est considérée comme détenant une participation dans l'ensemble des droits de vote ou des parts de capital de ladite entité détenus par l'autre personne.

En ce qui concerne les participations indirectes, le respect des critères visés au c) est déterminé en multipliant les taux de détention successivement aux différents niveaux. Une personne détenant plus de 50 % des droits de vote est réputée détenir 100 % de ces droits.

Une personne physique, son conjoint et ses ascendants ou descendants directs sont considérés comme une seule et unique personne."

**Art. 18.** Artikel 445 van hetzelfde wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de Programmawet van 25 december 2017 en de wet van 25 december 2017, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende:

"§ 4. In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, legt de door de bevoegde adviseur-generaal gemachtigde ambtenaar voor de overtreding van de bepalingen van de artikelen 326/1 tot en met 326/9, evenals van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, die bestaat uit het onvolledig verstrekken van de inlichtingen bedoeld in artikel 338, § 6/4, een boete op van 1 250 euro tot 12 500 euro. Voor dergelijke overtredingen gedaan met bedrieglijk opzet of het oogmerk te schaden wordt een boete van 2 500 euro tot 25 000 euro opgelegd.

De door de bevoegde adviseur-generaal gemachtigde ambtenaar legt voor de overtreding van de bepalingen van de artikelen 326/1 tot en met 326/9, evenals van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, die bestaat uit het niet of laattijdig verstrekken van de inlichtingen bedoeld in artikel 338, § 6/4, een boete op van 5 000 euro tot 50 000 euro. Voor dergelijke overtredingen gedaan met bedrieglijk opzet of het oogmerk te schaden wordt een boete van 12 500 euro tot 100 000 euro opgelegd.

De Koning legt de progressieve schaal van de administratieve geldboetes vast en regelt hun toepassingsmodaliteiten."

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

**Art. 19.** In artikel 289bis, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd bij de wet van 17 augustus 2013 en gewijzigd bij de wet van 31 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de bepalingen onder 11°, a) en b) vervangen als volgt:

"a) voor de toepassing van paragrafen 6, eerste lid, 6/1, en 6/3, de systematische mededeling met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen zonder voorafgaand verzoek van vooraf bepaalde inlichtingen aan een andere lidstaat;

b) voor de toepassing van alle andere bepalingen van dit artikel, andere dan deze van voormelde paragrafen 6, eerste lid, 6/1 en 6/3, de systematische mededeling van vooraf bepaalde inlichtingen verstrekt overeenkomstig de punten a) en b)";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepaling onder 18°, luidende:

"18° "verbonden onderneming", voor de toepassing van paragraaf 6/3: een persoon die gelieerd is met een andere persoon op ten minste één van de volgende wijzen:

a) een persoon neemt deel aan de leiding van een andere persoon waarbij hij invloed van betekenis kan uitoefenen op die andere persoon;

b) een persoon neemt deel aan de zeggenschap over een andere persoon door middel van een deelneming van meer dan 25 % van de stemrechten;

c) een persoon neemt deel in het kapitaal van een andere persoon door middel van een eigendomsrecht van, rechtstreeks of middellijk, meer dan 25 % van het kapitaal;

d) een persoon heeft recht op 25 % of meer van de winsten van een andere persoon.

Indien meer dan één persoon deelneemt, als bedoeld onder a) tot en met d), aan de leiding van, aan de zeggenschap over of in het kapitaal of de winsten van dezelfde persoon, worden alle betrokken personen als verbonden ondernemingen beschouwd.

Indien dezelfde personen deelnemen, als bedoeld onder a) tot en met d), aan de leiding van, aan de zeggenschap over of in het kapitaal of de winsten van meer dan één persoon, worden alle betrokken personen als verbonden ondernemingen beschouwd.

Voor de toepassing van dit punt wordt een persoon die met betrekking tot de stemrechten of het kapitaalbezit van een entiteit samen met een andere persoon optreedt, beschouwd als houder van een deelneming in alle stemrechten of het volledige kapitaalbezit dat die andere persoon in de genoemde entiteit heeft.

Bij middellijke deelneming wordt vastgesteld of aan de eisen onder c) is voldaan door vermenigvuldiging van de deelnemingspercentages door de opeenvolgende niveaus heen. Een persoon die meer dan 50 % van de stemrechten houdt, wordt geacht 100 % te houden.

Een natuurlijk persoon, zijn of haar echtgenoot en bloedverwanten in de rechte lijn worden behandeld als één persoon."

3° il est inséré un paragraphe 6/3 rédigé comme suit :

”§ 6/3. L'autorité belge compétente communique dans le délai visé à l'alinéa 3 les données visées à l'alinéa 2, concernant les dispositifs transfrontières dont elle a été informée par l'intermédiaire ou le contribuable concerné conformément aux articles 289bis/1 à 289bis/8, par voie d'un échange automatique aux autorités compétentes de tous les autres États membres.

Les informations qui doivent être communiquées par l'autorité belge compétente en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont les suivantes, le cas échéant :

1° l'identification des intermédiaires et des contribuables concernés, visés à l'article 289bis/1, 4° et 5°, y compris leur nom, leur date et lieu de naissance (pour les personnes physiques), leur résidence fiscale, leur numéro fiscal d'identification et, le cas échéant, les personnes qui conformément au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 18°, sont des entreprises associées au contribuable concerné ;

2° des informations détaillées sur les marqueurs visés à l'article 289bis/2 selon lesquels le dispositif transfrontière doit faire l'objet d'une déclaration ;

3° un résumé du contenu du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, y compris une référence à la dénomination par laquelle il est communément connu, le cas échéant, et une description des activités commerciales ou dispositifs pertinents, présentée de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public ;

4° la date à laquelle la première étape de la mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration a été accomplie ou sera accomplie ;

5° des informations détaillées sur les dispositions nationales sur lesquelles se fonde le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

6° la valeur du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

7° l'identification de l'État membre du ou des contribuable(s) concerné(s) ainsi que de tout autre État membre susceptible d'être concerné par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

8° l'identification, dans les États membres, de toute autre personne susceptible d'être concernée par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration en indiquant à quels États membres cette personne est liée.

L'échange automatique est effectué dans un délai d'un mois à compter de la fin du trimestre au cours duquel les informations ont été transmises. Les premières informations sont communiquées le 31 octobre 2020 au plus tard.

Les informations visées à l'alinéa 2, 1°, 3° et 8° du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne.”

**Art. 20.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/1 rédigé comme suit :

”Art. 289bis/1. Pour l'application des articles 289bis, § 6/3 et 289bis/2 à 289bis/9, on entend par :

1° ”dispositif transfrontière”: un dispositif concernant plusieurs États membres ou un État membre et un pays tiers si l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

a) tous les participants au dispositif ne sont pas résidents à des fins fiscales dans la même juridiction ;

b) un ou plusieurs des participants au dispositif sont résidents à des fins fiscales dans plusieurs juridictions simultanément ;

c) un ou plusieurs des participants au dispositif exercent une activité dans une autre juridiction par l'intermédiaire d'un établissement stable situé dans cette juridiction, le dispositif constituant une partie ou la totalité de l'activité de cet établissement stable ;

d) un ou plusieurs des participants au dispositif exercent une activité dans une autre juridiction sans être résidents à des fins fiscales ni créer d'établissement stable dans cette juridiction ;

e) un tel dispositif peut avoir des conséquences sur l'échange automatique d'informations ou sur l'identification des bénéficiaires effectifs.

Un dispositif signifie également une série de dispositifs. Un dispositif peut comporter plusieurs étapes ou parties.

3° een paragraaf 6/3 wordt ingevoegd, luidende:

”§ 6/3. De Belgische bevoegde autoriteit deelt binnen de in het derde lid bedoelde termijn de in tweede lid bedoelde gegevens inzake grensoverschrijdende constructies, waarvan zij ingelicht is door de intermediair of de relevante belastingplichtige overeenkomstig de artikelen 289bis/1 tot en met 289bis/8, via automatische uitwisseling mee aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten.

De door de Belgische bevoegde autoriteit uit hoofde van het eerste lid mee te delen gegevens zijn de volgende, voor zover van toepassing:

1° de identificatiegegevens van intermediairs en relevante belastingplichtigen bedoeld in artikel 289bis/1, 4° en 5° met inbegrip van hun naam, geboortedatum en -plaats (in het geval van een natuurlijk persoon), fiscale woonplaats, fiscaal identificatienummer, en, in voorkomend geval, van de personen die overeenkomstig, paragraaf 2, eerste lid, 18°, een verbonden onderneming vormen met de relevante belastingplichtige;

2° nadere bijzonderheden over de wezenskenmerken bedoeld in artikel 289bis/2 op grond waarvan de grensoverschrijdende constructie gemeld moet worden;

3° een samenvatting van de inhoud van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie, met onder meer de benaming waaronder zij algemeen bekend staat, indien voorhanden, en een omschrijving van de relevante zakelijke activiteiten of constructies, in algemene bewoordingen gesteld, die niet mag leiden tot de openbaarmaking van een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelswerkwijze, of van inlichtingen waarvan de onthullingen in strijd zou zijn met de openbare orde;

4° de datum waarop de eerste stap voor de implementatie van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie is of zal worden ondernomen;

5° nadere bijzonderheden van de nationale bepalingen die aan de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie ten grondslag liggen;

6° de waarde van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie;

7° de lidstaat van de relevante belastingbetaler(s) en eventuele andere lidstaten waarop de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie naar alle waarschijnlijkheid van invloed zal zijn;

8° de identificatiegegevens van andere personen in een lidstaat, op wie de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie naar alle waarschijnlijkheid van invloed zal zijn, waarbij wordt vermeld met welke lidstaten deze personen verbonden zijn.

De automatische uitwisseling geschiedt binnen één maand te rekenen vanaf het einde van het kwartaal waarin de inlichtingen zijn verstrekt. De eerste inlichtingen worden uiterlijk op 31 oktober 2020 meegedeeld.

De inlichtingen bedoeld in het tweede lid, 1°, 3° en 8° van deze paragraaf, worden niet medegedeeld aan de Europese Commissie.”

**Art. 20.** In hetzelfde wetboek, wordt een artikel 289bis/1 ingevoegd, luidende:

”Art. 289bis/1. Voor de toepassing van de artikelen 289bis, § 6/3 en 289bis/2 tot en met 289bis/9, wordt verstaan onder:

1° ”grensoverschrijdende constructie”: een constructie die ofwel meer dan één lidstaat ofwel een lidstaat en een derde land betreft, waarbij ten minste een van de volgende voorwaarden is vervuld:

a) niet alle deelnemers aan de constructie hebben hun fiscale woonplaats in hetzelfde rechtsgebied;

b) een of meer van de deelnemers aan de constructie heeft zijn fiscale woonplaats tegelijkertijd in meer dan één rechtsgebied;

c) een of meer van de deelnemers aan de constructie oefent een bedrijf uit in een ander rechtsgebied via een in dat rechtsgebied gelegen vaste inrichting en de constructie behelst een deel of het geheel van het bedrijf van die vaste inrichting;

d) een of meer van de deelnemers aan de constructie oefent een activiteit uit in een ander rechtsgebied zonder in dat rechtsgebied zijn fiscale woonplaats te hebben of zonder in dat rechtsgebied een vaste inrichting te creëren;

e) een dergelijke constructie heeft mogelijk gevolgen voor de automatische uitwisseling van inlichtingen of de vaststelling van het uiteindelijke belang.

Een constructie betekent ook een reeks constructies. Een constructie kan uit verscheidene stappen of onderdelen bestaan.

2° "dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration": tout dispositif transfrontière comportant au moins l'un des marqueurs visés à l'article 289bis/2 ;

3° "marqueur": une caractéristique ou particularité visée à l'article 289bis/2 d'un dispositif transfrontière qui indique un risque potentiel d'évasion fiscale ;

4° "intermédiaire": toute personne qui conçoit, commercialise ou organise un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, le met à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou gère sa mise en œuvre.

Un intermédiaire est aussi une personne qui, compte tenu des faits et circonstances pertinents et sur la base des informations disponibles ainsi que de l'expertise en la matière et de la compréhension qui sont nécessaires pour fournir de tels services, sait ou pourrait raisonnablement être censée savoir qu'elle s'est engagée à fournir, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la commercialisation ou l'organisation d'un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou concernant sa mise à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou la gestion de sa mise en œuvre. Toute personne a le droit de fournir des éléments prouvant qu'elle ne savait pas et ne pouvait pas raisonnablement être censée savoir qu'elle participait à un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration. À cette fin, cette personne peut invoquer tous les faits et circonstances pertinents ainsi que les informations disponibles et son expertise et sa compréhension en la matière.

Pour être un intermédiaire, une personne répond à l'une au moins des conditions supplémentaires suivantes :

- a) être résidente dans un État membre à des fins fiscales ;
- b) posséder dans un État membre un établissement stable par le biais duquel sont fournis les services concernant le dispositif ;
- c) être constituée dans un État membre ou régie par le droit d'un État membre ;
- d) être enregistrée auprès d'une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseil dans un État membre.

5° "contribuable concerné": toute personne à qui un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est mis à disposition aux fins de sa mise en œuvre, ou qui est disposée à mettre en œuvre un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou qui a mis en œuvre la première étape d'un tel dispositif ;

6° "dispositif commercialisable": un dispositif transfrontière qui est conçu, commercialisé, prêt à être mis en œuvre, ou mis à disposition aux fins de sa mise en œuvre, sans avoir besoin d'être adapté de façon importante ;

7° "dispositif sur mesure": tout dispositif transfrontière qui n'est pas un dispositif commercialisable."

**Art. 21.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/2 rédigé comme suit :

"Art. 289bis/2. Les marqueurs d'un dispositif transfrontière visés à l'article 289bis/1, 3°, peuvent être subdivisés en 5 catégories, la catégorie A étant les marqueurs généraux qui sont liés au "critère de l'avantage principal" visé à l'alinéa 2, la catégorie B étant les marqueurs spécifiques qui sont liés au "critère de l'avantage principal" précité, la catégorie C étant les marqueurs spécifiques liés aux opérations transfrontières, la catégorie D étant les marqueurs spécifiques concernant l'échange automatique de renseignements et les bénéficiaires effectifs et enfin la catégorie E étant les marqueurs spécifiques concernant les prix de transfert.

Les marqueurs généraux de la catégorie A visés à l'alinéa 4, les marqueurs spécifiques de la catégorie B visés à l'alinéa 5 et les marqueurs spécifiques de la catégorie C visés à l'alinéa 6, 1°, b) premier tiret, c) et d) ne peuvent être pris en considération que s'il est établi que l'avantage principal ou l'un des avantages principaux qu'une personne peut raisonnablement s'attendre à retirer d'un dispositif, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, est l'obtention d'un avantage fiscal. C'est ce que l'on appelle le "critère de l'avantage principal".

Dans le cadre du marqueur spécifique de la catégorie C, visé à l'alinéa 6, 1°, la présence d'une des conditions visées au même alinéa 6, 1°, b) premier tiret, c) et d) ne suffit pas à conclure que le dispositif satisfait au critère de l'avantage principal visé à l'alinéa 2.

2° "meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie": iedere grensoverschrijdende constructie die ten minste één van de in artikel 289bis/2 bedoelde wezenskenmerken bezit;

3° "wezenskenmerk": een in artikel 289bis/2 bedoelde eigenschap of kenmerk van een grensoverschrijdende constructie die geldt als een indicatie van een mogelijk risico op belastingontwijking;

4° "intermediair": een persoon die een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie bedenkt, aanbiedt, opzet, beschikbaar maakt voor implementatie of de implementatie ervan beheert.

Een intermediair is ook een persoon die, gelet op de betrokken feiten en omstandigheden en op basis van de beschikbare informatie en de deskundigheid die en het begrip dat nodig is om die diensten te verstrekken, weet of redelijkerwijs kon weten dat hij rechtstreeks of via andere personen, heeft toegezegd hulp, bijstand of advies te verstrekken met betrekking tot het bedenken, aanbieden, opzetten, beschikbaar maken voor implementatie of beheren van de implementatie van een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie. Elke persoon heeft het recht bewijs te leveren van het feit dat hij niet wist en redelijkerwijs niet kon weten dat hij bij een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie betrokken was. Daartoe kan die persoon alle relevante feiten en omstandigheden, beschikbare informatie en zijn relevante deskundigheid en begrip ervan vermelden.

Om een intermediair te zijn, dient een persoon ten minste één van de volgende aanvullende voorwaarden te vervullen:

- a) fiscaal inwoner van een lidstaat zijn;
- b) beschikken over een vaste inrichting in een lidstaat via welke de diensten in verband met de constructie worden verleend;
- c) opgericht zijn in of onder de toepassing van de wetten vallen van een lidstaat;
- d) ingeschreven zijn bij een beroepsorganisatie in verband met de verstrekking van juridische, fiscale of adviesdiensten in een lidstaat.

5° "relevante belastingplichtige": elke persoon voor wie een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie beschikbaar wordt gemaakt voor implementatie, of die gereed is om een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie te implementeren of die de eerste stap van een dergelijke constructie heeft geïmplementeerd;

6° "marktklare constructie": een grensoverschrijdende constructie die is bedacht of aangeboden, implementeerbaar is of beschikbaar is gemaakt voor implementatie zonder dat er wezenlijke aanpassingen nodig zijn;

7° "constructie op maat": een grensoverschrijdende constructie die geen marktklare constructie is."

**Art. 21.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 289bis/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 289bis/2. De in artikel 289bis/1, 3°, bedoelde wezenskenmerken van een grensoverschrijdende constructie kunnen worden onderverdeeld in vijf categorieën, categorie A zijnde de algemene wezenskenmerken die aan de in het tweede lid bedoelde "main benefit test" zijn gekoppeld, categorie B zijnde de specifieke wezenskenmerken die aan de hiervoor vermelde "main benefit test" zijn gekoppeld, categorie C zijnde specifieke wezenskenmerken in verband met grensoverschrijdende transacties, categorie D zijnde specifieke wezenskenmerken in verband met de automatische uitwisseling van inlichtingen en uiteindelijk belang en categorie E zijnde specifieke wezenskenmerken in verband met verrekenprijzen.

De algemene wezenskenmerken in categorie A bedoeld in het vierde lid en de specifieke wezenskenmerken in categorie B bedoeld in het vijfde lid en de specifieke wezenskenmerken in categorie C bedoeld in het zesde lid, 1°, b), eerste streepje, c) en d) mogen uitsluitend in aanmerking worden genomen indien kan worden aangetoond dat het belangrijkste voordeel of één van de belangrijkste voordelen die, gelet op alle relevante feiten en omstandigheden, redelijkerwijs te verwachten valt van de constructie het verkrijgen van een belastingvoordeel is. Dit is de zogenaamde "main benefit test".

In het kader van het specifieke wezenskenmerk van categorie C, bedoeld in het zesde lid, 1° is de aanwezigheid van één van de voorwaarden bedoeld in hetzelfde zesde lid, 1°, b), eerste streepje, c) en d) niet voldoende om te besluiten dat een constructie voldoet aan de in het tweede lid bedoelde "main benefit test".



Est considéré comme un marqueur général de catégorie A :

1° un dispositif où le contribuable concerné ou un participant au dispositif s'engage à respecter une clause de confidentialité selon laquelle il peut lui être demandé de ne pas divulguer à d'autres intermédiaires ou aux autorités fiscales comment le dispositif pourrait procurer un avantage fiscal ;

2° un dispositif où l'intermédiaire est en droit de percevoir des honoraires (ou des intérêts, une rémunération pour financer les coûts et d'autres frais) pour le dispositif et ces honoraires sont fixés par référence :

a) au montant de l'avantage fiscal découlant du dispositif; ou

b) au fait qu'un avantage fiscal découle effectivement du dispositif. Cela inclurait une obligation pour l'intermédiaire de rembourser partiellement ou entièrement les honoraires si l'avantage fiscal escompté découlant du dispositif n'a pas été complètement ou partiellement généré ;

3° un dispositif dont la documentation et/ou la structure sont en grande partie normalisées et qui est à la disposition de plus d'un contribuable concerné sans avoir besoin d'être adapté de façon importante pour être mis en œuvre.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie B :

1° un dispositif dans lequel un participant au dispositif prend artificiellement des mesures qui consistent à acquérir une société réalisant des pertes, à mettre fin à l'activité principale de cette société et à utiliser les pertes de celle-ci pour réduire sa charge fiscale, y compris par le transfert de ces pertes à une autre juridiction ou par l'accélération de l'utilisation de ces pertes ;

2° un dispositif qui a pour effet de convertir des revenus en capital, en dons ou en d'autres catégories de recettes qui sont taxées à un niveau inférieur ou ne sont pas taxées ;

3° un dispositif qui inclut des transactions circulaires ayant pour résultat un ("carrousel") de fonds, à savoir au moyen d'entités interposées sans fonction commerciale primaire ou d'opérations qui se compensent ou s'annulent mutuellement ou qui ont d'autres caractéristiques similaires.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie C :

1° un dispositif qui prévoit la déduction des paiements transfrontières effectués entre deux ou plusieurs entreprises associées lorsque l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

a) le bénéficiaire ne réside à des fins fiscales dans aucune juridiction fiscale ;

b) même si le bénéficiaire réside à des fins fiscales dans une juridiction, cette juridiction :

- ne lève pas d'impôt sur les sociétés ou lève un impôt sur les sociétés à taux zéro ou presque nul ; ou

- figure sur une liste de juridictions de pays tiers qui ont été évaluées par les États membres collectivement ou dans le cadre de l'OCDE comme étant non coopératives ;

c) le paiement bénéficie d'une exonération fiscale totale dans la juridiction où le bénéficiaire réside à des fins fiscales ;

d) le paiement bénéficie d'un régime fiscal préférentiel dans la juridiction où le bénéficiaire réside à des fins fiscales ;

2° des déductions pour le même amortissement d'un actif sont demandées dans plus d'une juridiction ;

3° un allègement au titre de la double imposition pour le même élément de revenu ou de capital est demandé dans plusieurs juridictions ;

4° il existe un dispositif qui inclut des transferts d'actifs et où il y a une différence importante dans le montant considéré comme étant payable en contrepartie des actifs dans ces juridictions concernées.

Wordt beschouwd als een algemeen wezenskenmerk van categorie A:

1° een constructie waarbij de relevante belastingplichtige of een deelnemer aan de constructie zich tot geheimhouding verbindt en op grond hiervan niet aan andere intermediairs of de belastingautoriteiten mag onthullen hoe de constructie een belastingvoordeel kan opleveren;

2° een constructie waarbij de intermediair aanspraak maakt op een vergoeding (of rente, betaling van financieringskosten en andere uitgaven) voor de constructie en die vergoeding wordt vastgelegd op basis van:

a) het bedrag van het belastingvoordeel dat de constructie oplevert; of

b) de vraag of de constructie daadwerkelijk een belastingvoordeel heeft opgeleverd. De intermediair moet daarbij de vergoeding gedeeltelijk of volledig terugbetalen wanneer het met de constructie beoogde belastingvoordeel niet gedeeltelijk of volledig werd verwezenlijkt;

3° een constructie waarbij gebruik wordt gemaakt van gestandaardiseerde documenten en/of een gestandaardiseerde structuur en die beschikbaar is voor meer dan een relevante belastingplichtige zonder dat er voor implementatie wezenlijke aanpassingen nodig zijn.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie B:

1° een constructie waarbij een deelnemer aan de constructie een reeks geplande stappen onderneemt die erin bestaan een verlieslijdende onderneming te verwerven, de hoofdactiviteit van die onderneming stop te zetten en de verliezen ervan te gebruiken om de door hem verschuldigde belastingen te verminderen, onder meer door overdracht van die verliezen naar een ander rechtsgebied of door een versneld gebruik van die verliezen;

2° een constructie die tot gevolg heeft dat inkomsten worden omgezet in vermogen, schenkingen of andere inkomstencategorieën die lager worden belast of van belasting worden vrijgesteld;

3° een constructie die circulaire transacties omvat met als resultaat dat middelen worden rondgepompt ("round-tripping"), meer bepaald met behulp van tussengeschoven entiteiten zonder ander primair handelsdoel of van transacties die elkaar compenseren of tenietdoen of andere soortgelijke kenmerken hebben.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie C:

1° een constructie met aftrekbare grensoverschrijdende betalingen tussen twee of meer verbonden ondernemingen waarbij ten minste een van de volgende voorwaarden is vervuld:

a) de ontvanger is in geen van de fiscale rechtsgebieden fiscaal inwoner;

b) de ontvanger is fiscaal inwoner in een rechtsgebied, maar dat rechtsgebied:

- heft geen vennootschapsbelasting, of heft vennootschapsbelasting tegen een nultarief of bijna-nultarief; of

- is opgenomen in een lijst van rechtsgebieden van derde landen die door de lidstaten gezamenlijk of in het kader van de OESO als niet-coöperatief zijn beoordeeld;

c) de betaling geniet een volledige belastingvrijstelling in het rechtsgebied waar de ontvanger fiscaal inwoner is;

d) de betaling geniet een fiscaal gunstregime in het rechtsgebied waar de ontvanger fiscaal inwoner is;

2° in meer dan één rechtsgebied wordt aanspraak gemaakt op aftrekken voor dezelfde afschrijving;

3° in meer dan één rechtsgebied wordt aanspraak gemaakt op voorkoming van dubbele belasting voor hetzelfde inkomens- of vermogensbestanddeel;

4° een constructie met overdrachten van activa waarbij er een wezenlijk verschil bestaat tussen het bedrag dat in de betrokken rechtsgebieden wordt aangemerkt als de voor die activa te betalen vergoeding.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie D :

1° un dispositif susceptible d'avoir pour effet de porter atteinte à l'obligation de déclaration en vertu du droit mettant en œuvre la législation de l'Union ou tout accord équivalent concernant l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers, y compris des accords avec des pays tiers, ou qui tire parti de l'absence de telles dispositions ou de tels accords. De tels dispositifs incluent au moins ce qui suit :

a) l'utilisation d'un compte, d'un produit ou d'un investissement qui n'est pas ou dont l'objectif est de ne pas être un compte financier, mais qui possède des caractéristiques substantiellement similaires à celles d'un compte financier ;

b) le transfert de comptes ou d'actifs financiers vers des juridictions qui ne sont pas liées par l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers avec l'État de résidence du contribuable concerné, ou le recours à de telles juridictions ;

c) la requalification de revenus et de capitaux en produits ou en paiements qui ne sont pas soumis à l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

d) le transfert ou la conversion d'une institution financière, d'un compte financier ou des actifs qui s'y trouvent en institution financière, en compte financier ou en actifs qui ne sont pas à déclarer en vertu de l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

e) le recours à des entités, constructions ou structures juridiques qui suppriment ou visent à supprimer la déclaration d'un ou plusieurs titulaires de compte ou personnes détenant le contrôle dans le cadre de l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

f) les dispositifs qui portent atteinte aux procédures de diligence raisonnable utilisées par les institutions financières pour se conformer à leurs obligations de déclarer des informations sur les comptes financiers, ou qui exploitent les insuffisances de ces procédures, y compris le recours à des juridictions appliquant de manière inadéquate ou insuffisante la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, ou ayant des exigences insuffisantes en matière de transparence en ce qui concerne les personnes morales ou les constructions juridiques ;

2° un dispositif faisant intervenir une chaîne de propriété formelle ou effective non transparente par le recours à des personnes, des constructions juridiques ou des structures :

a) qui n'exercent pas une activité économique substantielle s'appuyant sur des effectifs, des équipements, des ressources et des locaux suffisants ; et

b) qui sont constitués, gérés, contrôlés ou établis ou qui résident dans toute juridiction autre que la juridiction de résidence de l'un ou plusieurs des bénéficiaires effectifs des actifs détenus par ces personnes, constructions juridiques ou structures ; et

c) lorsque les bénéficiaires effectifs de ces personnes, constructions juridiques ou structures, tels que visés à l'article 4, 27°, de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, sont rendus impossibles à identifier.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie E :

1° un dispositif qui prévoit l'utilisation de régimes de protection unilatéraux ;

2° un dispositif prévoyant le transfert d'actifs incorporels difficiles à évaluer. Le terme d'"actifs incorporels difficiles à évaluer" englobe des actifs incorporels ou des droits sur des actifs incorporels pour lesquels, au moment de leur transfert entre des entreprises associées :

a) il n'existe pas d'éléments de comparaison fiables ; et

b) au moment où l'opération a été conclue, les projections concernant les futurs flux de trésorerie ou revenus attendus de l'actif incorporel transféré, ou les hypothèses utilisées pour évaluer cet actif incorporel sont hautement incertaines, et il est donc difficile de prévoir dans quelle mesure l'actif incorporel débouchera finalement sur un succès au moment du transfert ;

3° un dispositif mettant en jeu un transfert transfrontière de fonctions et/ou de risques et/ou d'actifs au sein du groupe, si le bénéficiaire avant intérêts et impôts (ebit) annuel prévu, dans les trois ans suivant le transfert, du ou des cédants, est inférieur à 50 % du ebit annuel prévu de ce cédant ou de ces cédants si le transfert n'avait pas été effectué."

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie D:

1° een constructie die kan leiden tot het ondermijnen van de rapportageverplichting uit hoofde van de wetgeving ter omzetting van Uniewetgeving of evenwaardige overeenkomsten inzake de automatische uitwisseling van inlichtingen over financiële rekeningen, waaronder overeenkomsten met derde landen, of die profiteert van het gebrek aan die wetgeving of overeenkomsten. Dergelijke constructies omvatten ten minste het volgende:

a) het gebruik van een rekening, product of belegging die geen financiële rekening is of niet als zodanig te boek staat, maar die over eigenschappen beschikt die in wezen vergelijkbaar zijn met die van een financiële rekening;

b) de overdracht van financiële rekeningen of activa aan, of het gebruik van rechtsgebieden die niet gebonden zijn aan de automatische uitwisseling van inlichtingen over financiële rekeningen met de staat van verblijf van de relevante belastingplichtige;

c) de herkwalficatie van inkomsten en vermogen in producten of betalingen die niet onder de automatische uitwisseling van inlichtingen vallen;

d) de overdracht of omzetting van een financiële instelling of een financiële rekening of de activa daarvan in een financiële instelling of een financiële rekening of activa die niet onder de rapportage in het kader van de automatische uitwisseling van inlichtingen vallen;

e) het gebruik van rechtspersonen, juridische constructies of structuren die de rapportage over één of meer rekeninghouders of uiteindelijk begunstigden in het kader van de automatische uitwisseling van inlichtingen over financiële rekeningen stopzetten of daartoe strekken;

f) constructies die due-diligenceprocedures die door financiële instellingen worden gebruikt om te voldoen aan hun verplichtingen tot het rapporteren van inlichtingen over financiële rekeningen, ondermijnen of zwakke punten ervan benutten, onder meer via het gebruik van rechtsgebieden met ontoereikende of zwakke regelingen voor de handhaving van antiwitwaswetgeving of met zwakke transparantievereisten voor rechtspersonen of juridische constructies;

2° een constructie waarbij de juridische of feitelijke eigendom niet-transparant is door het gebruik van personen, juridische constructies of structuren:

a) die geen wezenlijke economische, door voldoende personeel, uitrusting, activa en gebouwen ondersteunde activiteit uitoefenen; en

b) die zijn opgericht in, worden beheerd in, inwoner zijn van, onder zeggenschap staan in, of gevestigd zijn in een ander rechtsgebied dan het rechtsgebied van verblijf van een of meer van de uiteindelijk begunstigden van de activa die door die personen, juridische constructies of structuren worden aangehouden; en

c) indien de uiteindelijk begunstigden van die personen, juridische constructies of structuren, zoals bedoeld in artikel 4, 27°, van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, niet-identificeerbaar zijn gemaakt.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie E:

1° een constructie met gebruik van unilaterale veiligheidsregels;

2° een constructie met overdracht van moeilijk te waarderen immateriële activa. De term "moeilijk te waarderen immateriële activa" omvat immateriële activa of rechten op immateriële activa waarvoor, op het tijdstip van de overdracht ervan tussen verbonden ondernemingen:

a) geen betrouwbare vergelijkbare activa bestaan; en

b) de prognoses van de toekomstige kasstromen of inkomsten die naar verwachting uit de overgedragen activa voortvloeien, of de aannames die worden gebruikt voor het waarderen van de immateriële activa, bijzonder onzeker zijn, waardoor het moeilijk is te voorspellen hoe succesvol de immateriële activa op het moment van de overdracht uiteindelijk zullen zijn;

3° een constructie met een grensoverschrijdende overdracht binnen de groep van functies, en/of risico's en/of activa, indien de geraamde jaarlijkse winst vóór interest en belastingen (ebit) van de overdrager of overdragers, tijdens de periode van drie jaar na de overdracht, minder dan 50 % bedraagt van de geraamde jaarlijkse ebit van die overdrager of overdragers indien de overdracht niet had plaatsgevonden."

**Art. 22.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/3 rédigé comme suit :

“Art. 289bis/3. § 1<sup>er</sup>. Chaque intermédiaire est tenu de transmettre à l’autorité belge compétente, visée à l’article 289bis, § 2, 6°, les informations visées à l’article 289bis, § 6/3, dont il a connaissance, qu’il possède ou qu’il contrôle, concernant les dispositifs transfrontières devant faire l’objet d’une déclaration, dans un délai de 30 jours à compter du cas mentionné ci-dessous qui survient en premier :

- le lendemain de la mise à disposition aux fins de mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration ; ou
- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration est prêt à être mis en œuvre ; ou
- lorsque la première étape de la mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration a été accomplie.

Nonobstant l’alinéa 1<sup>er</sup>, les intermédiaires visés à l’article 289bis/1, 4°, deuxième alinéa, sont également tenus de transmettre des informations relatives à un dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration dans un délai de 30 jours commençant le lendemain du jour où ils ont fourni, directement ou par l’intermédiaire d’autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils.

§ 2. Quand l’intermédiaire doit informer les autorités compétentes de plusieurs États membres sur les dispositifs transfrontières devant faire l’objet d’une déclaration, il ne fournira ces informations à l’autorité belge compétente que si la Belgique occupe la première place dans la liste ci-après :

- 1° l’État membre dans lequel l’intermédiaire est résident à des fins fiscales ;
- 2° l’État membre dans lequel l’intermédiaire possède un établissement stable par l’intermédiaire duquel les services concernant le dispositif sont fournis ;
- 3° l’État membre dans lequel l’intermédiaire est constitué ou par le droit duquel il est régi ;
- 4° l’État membre dans lequel l’intermédiaire est enregistré auprès d’une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseil.

Lorsque, en application de l’alinéa 1<sup>er</sup>, il existe une obligation de déclaration multiple, l’intermédiaire est dispensé de la transmission des informations s’il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations ont été transmises dans un autre État membre.”

**Art. 23.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/4 rédigé comme suit :

“Art. 289bis/4. Dans le cas d’un dispositif commercialisable, l’intermédiaire doit établir tous les trois mois un rapport fournissant une mise à jour contenant les nouvelles informations devant faire l’objet d’une déclaration, visées à l’article 289bis, § 6/3, 1°, 4°, 7° et 8°, qui sont devenues disponibles depuis la transmission du dernier rapport.”

L’intermédiaire qui reçoit le numéro de référence unique des autorités compétentes doit immédiatement le communiquer, ainsi que le résumé concernant le dispositif rapporté, aux autres intermédiaires impliqués ainsi qu’au contribuable concerné.”

**Art. 24.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/5 rédigé comme suit

“Art. 289bis/5. A la suite de la déclaration d’un dispositif transfrontière présentant au moins l’un des marqueurs spécifiques visés à l’article 289bis /2, un numéro de référence unique est attribué qui, à l’occasion de chaque déclaration ultérieure du même dispositif transfrontière, devra être communiqué, aussi bien pour les déclarations de chaque intermédiaire impliqué que par le contribuable concerné

L’intermédiaire qui reçoit le numéro de référence unique des autorités compétentes doit immédiatement le communiquer, ainsi que le résumé concernant le dispositif rapporté, aux autres intermédiaires impliqués ainsi qu’au contribuable concerné.”

**Art. 25.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/6 rédigé comme suit :

“Art. 289bis/6. Si plusieurs intermédiaires sont concernés par le même dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration, tous les intermédiaires concernés doivent fournir des informations sur le dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration.

Un intermédiaire est dispensé de la transmission des informations s’il fournit une preuve écrite qu’un autre intermédiaire a déjà transmis les informations visées à l’article 289bis, § 6/3, alinéa 2.”

**Art. 22.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 289bis/3 ingevoegd, luidende:

“Art. 289bis/3. § 1. Elke intermediair moet de in artikel 289bis, § 6/3 bedoelde inlichtingen, over meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies waarvan zij kennis, bezit of controle hebben verstrekken aan de in artikel 289bis, § 2, 6°, bedoelde Belgische bevoegde autoriteit binnen 30 dagen te rekenen vanaf het hierna vermelde geval dat het eerst plaatsvindt:

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie voor implementatie beschikbaar is gesteld; of
- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie gereed is voor implementatie; of
- het ogenblik dat de eerste stap in de implementatie van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie is ondernomen.

Onverminderd het eerste lid moeten de intermediairs bedoeld in artikel 289bis/1, 4°, tweede lid, eveneens inlichtingen verstrekken met betrekking tot een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie binnen 30 dagen te rekenen vanaf de dag nadat zij, rechtstreeks of via andere personen, hulp, bijstand of advies hebben verstrekt.

§ 2. Wanneer de intermediair inlichtingen over meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies moet verstrekken aan de bevoegde autoriteiten van meer dan één lidstaat dan verstrekt hij deze inlichtingen enkel aan de Belgische bevoegde autoriteit indien België als eerste op de onderstaande lijst voorkomt:

- 1° de lidstaat waar de intermediair fiscaal inwoner is;
- 2° de lidstaat waar de intermediair een vaste inrichting heeft via welke de diensten met betrekking tot de constructie worden verstrekt;
- 3° de lidstaat waar de intermediair is opgericht of onder toepassing van de wetten valt;
- 4° de lidstaat waar de intermediair is ingeschreven bij een beroepsorganisatie in verband met de verstrekking van juridische, fiscale of adviesdiensten.

Wanneer er op grond van het eerste lid een meervoudige meldingsplicht bestaat, wordt de intermediair ontheven van het verstrekken van de inlichtingen als hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat dezelfde inlichtingen in een andere lidstaat zijn verstrekt.”

**Art. 23.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 289bis/4 ingevoegd, luidende:

“Art. 289bis/4. Indien het gaat om een marktklare constructie moet de intermediair om de drie maanden een periodiek verslag opstellen met een overzicht van nieuwe meldingsplichtige inlichtingen zoals bedoeld in artikel 289bis, § 6/3, 1°, 4°, 7° en 8°, die sinds het laatste ingediende verslag beschikbaar zijn geworden.”

De intermediair die het uniek referentienummer van de bevoegde instanties ontvangt, dient dit, samen met de samenvatting betreffende de gemelde constructie, onverwijld aan de andere betrokken intermediairs en aan de relevante belastingplichtige door te geven.”

**Art. 24.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 289bis/5 ingevoegd, luidende :

“Art. 289bis/5. Naar aanleiding van de melding van een grensoverschrijdende constructie die ten minste één van de in artikel 289bis /2 vermelde wezenskenmerken bezit, wordt een uniek referentienummer toegekend, dat naar aanleiding van elke volgende melding betreffende diezelfde grensoverschrijdende constructie moet worden meegedeeld, zowel voor meldingen door elke betrokken intermediair als voor meldingen door de relevante belastingplichtige.

De intermediair die het uniek referentienummer van de bevoegde instanties ontvangt, dient dit, samen met de samenvatting betreffende de gemelde constructie, onverwijld aan de andere betrokken intermediairs en aan de relevante belastingplichtige door te geven.”

**Art. 25.** In hetzelfde wetboek wordt een artikel 289bis/6 ingevoegd, luidende:

“Art. 289bis/6. Wanneer meerdere intermediairs betrokken zijn bij dezelfde meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie, moeten alle betrokken intermediairs de inlichtingen verstrekken over de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie.

Een intermediair wordt ontheven van de verplichting tot het verstrekken van inlichtingen indien hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat een andere intermediair de inlichtingen bedoeld in artikel 289bis, § 6/3, tweede lid, reeds heeft verstrekt.”



**Art. 26.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/7 rédigé comme suit :

"Art. 289bis/7. § 1. Lorsqu'un intermédiaire est tenu au secret professionnel, il doit :

1° informer le ou les intermédiaires concernés, par écrit et de façon motivée, qu'il ne peut pas respecter l'obligation de déclaration, à la suite de quoi cette obligation de déclaration incombe automatiquement à l'autre intermédiaire ou aux autres intermédiaires ;

2° en l'absence d'un autre intermédiaire, informer par écrit et de façon motivée le ou les contribuables concernés de son ou de leur obligation de déclaration.

La dispense d'obligation de déclaration n'est effective qu'à partir du moment où un intermédiaire a rempli l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le contribuable concerné peut, par autorisation écrite, permettre à l'intermédiaire de satisfaire à l'obligation de déclaration prévue à l'article 289bis/3.

Si le contribuable concerné ne donne pas l'autorisation, l'obligation de déclaration continue d'incomber au contribuable et l'intermédiaire fournit les informations nécessaires au respect de l'obligation de déclaration visée à l'article 289bis/3 au contribuable concerné.

§ 3. Aucun secret professionnel visé au paragraphe 1<sup>er</sup> ni aucune dispense de plein droit ne peut être invoqué concernant l'obligation de déclaration des dispositifs commercialisables qui donnent lieu à un rapport périodique conformément à l'article 289bis/4."

**Art. 27.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/8 rédigé comme suit :

"Art. 289bis/8. § 1<sup>er</sup>. Dans les cas suivants, l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné :

1° quand il n'y a pas d'intermédiaire impliqué dans la conception, la commercialisation, l'organisation, la mise à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou la gestion de sa mise en œuvre d'un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ; ou

2° lorsque l'intermédiaire est dispensé de l'obligation de fournir des informations conformément à l'article 289bis/7, § 1<sup>er</sup> et qu'il a informé le ou les contribuables concernés de son ou de leur obligation de déclarer, conformément à l'article 289bis/7, § 1<sup>er</sup>, 2°.

3° lorsque ce dernier n'a pas accordé l'autorisation visée à l'article 289bis/7, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Dans le cas où, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné, il doit fournir les informations dans un délai de trente jours à compter du cas mentionné ci-dessous qui survient en premier :

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est mis à la disposition du contribuable concerné ou ;

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est prêt à être mis en œuvre par le contribuable concerné ou ;

- à partir du moment où la première étape de sa mise en œuvre est accomplie en ce qui concerne le contribuable concerné.

§ 3. Lorsque le contribuable concerné a l'obligation de transmettre des informations concernant le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration aux autorités compétentes de plusieurs États membres, le contribuable concerné doit transmettre ces informations à l'autorité belge compétente uniquement si la Belgique occupe la première place dans la liste ci-après :

1° l'État membre dans lequel le contribuable concerné est résident à des fins fiscales ;

2° l'État membre dans lequel le contribuable concerné possède un établissement stable qui bénéficie du dispositif ;

3° l'État membre dans lequel le contribuable concerné perçoit des revenus ou réalise des bénéfices, bien qu'il ne soit pas résident à des fins fiscales d'un État membre et ne possède d'établissement stable dans aucun État membre ;

4° l'État membre dans lequel le contribuable concerné exerce une activité, bien qu'il ne soit pas résident à des fins fiscales d'un État membre et ne possède d'établissement stable dans aucun État membre.

Lorsque, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il existe une obligation de déclaration multiple, le contribuable concerné est dispensé de la transmission des informations s'il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations ont été transmises dans un autre État membre."

**Art. 26.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 289bis/7 ingevoegd, luidende:

"Art. 289bis/7. § 1. Wanneer een intermediair gebonden is door een beroepsgeheim, is hij gehouden:

1° de betrokken intermediair of intermediairs schriftelijk en gemotiveerd op de hoogte te brengen dat hij niet aan de meldingsplicht kan voldoen, waardoor deze meldingsplicht automatisch rust op de andere intermediair of intermediairs;

2° bij gebreke aan een andere intermediair, de relevante belastingplichtige of belastingplichtigen schriftelijk en gemotiveerd op de hoogte te brengen van zijn of hun meldingsplicht.

De ontheffing van de meldingsplicht krijgt slechts uitwerking op het tijdstip dat een intermediair voldaan heeft aan de in het eerste lid bedoelde verplichting.

§ 2. De relevante belastingplichtige kan de intermediair door schriftelijke instemming toelaten alsnog te voldoen aan de in artikel 289bis/3 bedoelde meldingsplicht.

Indien de relevante belastingplichtige geen instemming verleent blijft de meldingsplicht bij de belastingplichtige en bezorgt de intermediair de nodige gegevens voor het vervullen van de in artikel 289bis/3 bedoelde meldingsplicht aan de relevante belastingplichtige.

§ 3. Geen beroepsgeheim overeenkomstig paragraaf 1 of ontheffing van rechtswege kan worden ingeroepen aangaande de meldingsplicht van marktklare constructies die aanleiding geven tot een periodiek verslag overeenkomstig artikel 289bis/4."

**Art. 27.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 289bis/8 ingevoegd, luidende:

"Art. 289bis/8. § 1. In de volgende gevallen ligt de meldingsplicht bij de relevante belastingplichtige:

1° wanneer er geen intermediair betrokken was bij het bedenken, aanbieden, opzetten, beschikbaar maken voor implementatie of het beheren voor implementatie van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie; of

2° wanneer de intermediair ontheven is van de verplichting om inlichtingen te verstrekken overeenkomstig artikel 289bis/7, § 1, en hij de relevante belastingplichtige of belastingplichtigen op de hoogte heeft gesteld van zijn of hun meldingsplicht, overeenkomstig artikel 289bis/7, § 1, 2°.

3° wanneer deze niet de in artikel 289bis/7, § 2, eerste lid bedoelde toestemming heeft verleend.

§ 2. Ingeval de meldingsplicht overeenkomstig paragraaf 1 bij de relevante belastingplichtige ligt, verstrekt deze de inlichtingen binnen dertig dagen, te rekenen vanaf het hierna vermelde geval dat eerst plaatsvindt:

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie voor implementatie ter beschikking van de relevante belastingplichtige is gesteld of;

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie gereed is voor implementatie door de relevante belastingplichtige of;

- vanaf het ogenblik dat de eerste stap voor de implementatie ervan met betrekking tot de relevante belastingplichtige is ondernomen.

§ 3. Wanneer de relevante belastingplichtige inlichtingen over de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie moet verstrekken aan de bevoegde autoriteiten van meer dan één lidstaat, dan moet hij deze inlichtingen enkel verstrekken aan de Belgische bevoegde autoriteit indien België als eerste op de onderstaande, lijst voorkomt:

1° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige fiscaal inwoner is;

2° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige een vaste inrichting heeft die begunstigde van de constructie is;

3° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige inkomsten ontvangt of winsten genereert, hoewel de relevante belastingplichtige geen fiscaal inwoner van een lidstaat is noch een vaste inrichting in een lidstaat heeft;

4° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige een activiteit uitoefent, hoewel de relevante belastingplichtige geen fiscaal inwoner van een lidstaat is noch een vaste inrichting in een lidstaat heeft.

Wanneer er op grond van het eerste lid een meervoudige meldingsplicht bestaat, wordt de relevante belastingplichtige ontheven van het verstrekken van de inlichtingen als hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat dezelfde inlichtingen in een andere lidstaat zijn verstrekt."

**Art. 28.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/9 rédigé comme suit :

“Art. 289bis/9. Lorsque l’obligation de déclaration incombe au contribuable concerné et qu’il existe plusieurs contribuables concernés, celui d’entre eux qui transmet les informations conformément à l’article 289bis/8 est celui qui occupe la première place dans la liste ci-après :

1° le contribuable concerné qui a arrêté avec l’intermédiaire le dispositif devant faire l’objet d’une déclaration ;

2° le contribuable concerné qui gère la mise en œuvre du dispositif.

Un contribuable concerné n’est dispensé de l’obligation de transmettre les informations que dans la mesure où il fournit la preuve écrite que ces mêmes informations, visées à l’article 289bis, § 6/3, ont déjà été transmises par un autre contribuable concerné.”

**Art. 29.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/10 rédigé comme suit :

“Art. 289bis/10. Pour l’application des articles 289bis, § 6/3 et 289bis/1 à 289bis/9 et des arrêtés d’exécution qui en découlent, le rapportage des informations, pour les parties que le Roi spécifie doit, outre l’utilisation d’une des langues officielles de la Belgique, également être fait en anglais.”

**Art. 30.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/11 rédigé comme suit :

“Art. 289bis/11. Le Roi détermine le formulaire sur lequel l’intermédiaire ou le contribuable concerné doit se conformer aux obligations énoncées aux articles 289bis/1 à 289bis/9.”

**Art. 31.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/12 rédigé comme suit :

Art. 289bis/12. Le fonctionnaire délégué par le conseiller général compétent inflige, pour une infraction aux dispositions des articles 289bis/1 à 289bis/9 ainsi que des arrêtés pris pour leur exécution, qui consiste en la fourniture incomplète des informations visées à l’article 289bis, § 6/3, une amende de 1 250 euros à 12 500 euros. Pour de telles infractions commises avec intention frauduleuse ou intention de nuire, une amende de 2 500 euros à 25 000 euros est infligée.

Le fonctionnaire délégué par le conseiller général compétent inflige, pour une infraction aux dispositions des articles 289bis/1 à 289bis/9 ainsi que des arrêtés pris pour leur exécution, qui consiste à ne pas ou tardivement fournir les informations visées à l’article 289bis, § 6/3, une amende de 5 000 euros à 50 000 euros. Pour de telles infractions commises avec intention frauduleuse ou intention de nuire, une amende de 12 500 euros à 100 000 euros est infligée.

Le Roi fixe l’échelle progressive des amendes administratives et règle les modalités d’application de celles-ci.”

**Art. 32.** Dans le même Code, il est inséré un article 289bis/13 rédigé comme suit :

“Art. 289bis/13. L’administration fiscale peut exiger de l’(des) intermédiaire(s) concerné(s), dans le délai qu’elle a fixé, qui peut être prolongé pour des raisons légales, pour autant qu’elle estime que ces informations soient nécessaires afin d’assurer le respect des articles 289bis/1 à 289bis/11, toutes les informations qui en application de l’article 289bis/1 à 289bis/11 doivent être mentionnées à l’autorité belge compétente.”

#### CHAPITRE 4. — Modifications au Code des droits de succession

**Art. 33.** L’article 132 du Code des droits de succession, abrogé par la loi du 19 mai 2010, est rétabli dans la rédaction suivante :

“Art. 132. Le fonctionnaire délégué par le Conseiller général compétent inflige, pour une infraction aux dispositions des articles 146sexies à 146quaterdecies ainsi que des arrêtés pris pour leur exécution, qui consiste en la fourniture incomplète des informations visées à l’article 146quater, § 6/3, une amende de 1 250 euros à 12 500 euros. Pour de telles infractions commises avec intention frauduleuse ou intention de nuire, une amende de 2 500 euros à 25 000 euros est infligée.

Le fonctionnaire délégué par le Conseiller général compétent inflige, pour une infraction aux dispositions des articles 146sexies à 146quaterdecies ainsi que des arrêtés pris pour leur exécution, qui consiste à ne pas ou tardivement fournir les informations visées à l’article 146quater, § 6/3, une amende de 5 000 euros à 50 000 euros. Pour de telles infractions commises avec intention frauduleuse ou intention de nuire, une amende de 12 500 euros à 100 000 euros est infligée.

**Art. 28.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 289bis/9 ingevoegd, luidende:

“Art. 289bis/9. Wanneer de meldingsplicht bij de relevante belastingplichtige ligt en er meer dan één relevante belastingplichtige is, worden de inlichtingen overeenkomstig artikel 289bis/8 verstrekt door de relevante belastingplichtige die als eerste op de onderstaande lijst voorkomt:

1° de relevante belastingplichtige die de meldingsplichtige constructie is overeengekomen met de intermediair;

2° de relevante belastingplichtige die de implementatie van de constructie beheert.

Een relevante belastingplichtige wordt ontheven van de verplichting tot het verstrekken van de inlichtingen indien hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat een andere relevante belastingplichtige de inlichtingen bedoeld in artikel 289bis, § 6/3, reeds heeft verstrekt.”

**Art. 29.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 289bis/10 ingevoegd, luidende:

“Art. 289bis/10. Voor de toepassing van de artikelen 289bis, § 6/3 en 289bis/1 tot en met 289bis/9 en de daaruit voortvloeiende uitvoeringsbesluiten dient de melding van de inlichtingen, voor de onderdelen die de Koning nader bepaalt, naast het gebruik van één van de officiële landstalen, ook in het Engels te gebeuren.”

**Art. 30.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 289bis/11 ingevoegd, luidende:

“Art. 289bis/11. De Koning bepaalt het formulier waarop de intermediair of de relevante belastingplichtige de verplichtingen opgenomen in de artikelen 289bis/1 tot en met 289bis/9 moeten naleven.”

**Art. 31.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 289bis/12 ingevoegd, luidende:

Art. 289bis/12. De door de bevoegde adviseur-generaal gemachtigde ambtenaar legt voor de overtreding van de bepalingen van de artikelen 289bis/1 tot en met 289bis/9, evenals van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, die bestaat uit het onvolledig verstrekken van de inlichtingen bedoeld in artikel 289bis, § 6/3, een boete op van 1 250 euro tot 12 500 euro. Voor dergelijke overtredingen gedaan met bedrieglijk opzet of het oogmerk te schaden wordt een boete van 2 500 euro tot 25 000 euro opgelegd.

De door de bevoegde adviseur-generaal gemachtigde ambtenaar legt voor de overtreding van de bepalingen van de artikelen 289bis/1 tot en met 289bis/9, evenals van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, die bestaat uit het niet of laattijdig verstrekken van de inlichtingen bedoeld in artikel 289bis, § 6/3, een boete op van 5 000 euro tot 50 000 euro. Voor dergelijke overtredingen gedaan met bedrieglijk opzet of het oogmerk te schaden wordt een boete van 12 500 euro tot 100 000 euro opgelegd.

De Koning legt de progressieve schaal van de administratieve geldboetes vast en regelt hun toepassingsmodaliteiten.”

**Art. 32.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 289bis/13 ingevoegd, luidende:

“Art. 289bis/13. De fiscale administratie, mag binnen de door haar bepaalde termijn, welke wegens wettige redenen kan worden verlengd, voor zover zij die informatie nodig acht om de correcte naleving van de artikelen 289bis/1 tot en met 289bis/11 te verzekeren, van de betrokken intermediair(s) alle informatie vorderen die in toepassing van artikel 289bis/1 tot en met 289bis/11 diende te worden gemeld aan de Belgische bevoegde autoriteit.”

#### HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen aan het Wetboek der successierechten

**Art. 33.** Artikel 132 van het Wetboek der successierechten, opgeheven bij de wet van 19 mei 2010, wordt hersteld als volgt:

“Art. 132. De door de bevoegde adviseur-generaal gemachtigde ambtenaar legt voor de overtreding van de bepalingen van de artikelen 146sexies tot en met 146quaterdecies, evenals van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, die bestaat uit het onvolledig verstrekken van de inlichtingen bedoeld in artikel 146quater, § 6/3, een boete op van 1 250 euro tot 12 500 euro. Voor dergelijke overtredingen gedaan met bedrieglijk opzet of het oogmerk te schaden wordt een boete van 2 500 euro tot 25 000 euro opgelegd.

De door de bevoegde adviseur-generaal gemachtigde ambtenaar legt voor de overtreding van de bepalingen van de artikelen 146sexies tot en met 146quaterdecies, evenals van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, die bestaat uit het niet of laattijdig verstrekken van de inlichtingen bedoeld in artikel 146quater, § 6/3 een boete op van 5 000 euro tot 50 000 euro. Voor dergelijke overtredingen gedaan met bedrieglijk opzet of het oogmerk te schaden wordt een boete van 12 500 euro tot 100 000 euro opgelegd.

Le Roi fixe l'échelle progressive des amendes administratives et règle les modalités d'application de celles-ci."

**Art. 34.** À l'article 146*quater* du même Code, inséré par la loi du 17 août 2013 et modifié par la loi du 31 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les dispositions sous 11° *a)* et *b)* sont remplacées par ce qui suit :

"*a)* pour l'application des paragraphes 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 6/1, et 6/3, la communication systématique à un autre État membre, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés ;

*b)* pour l'application de toutes les dispositions du présent article autres que celles des paragraphes 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 6/1 et 6/3 précités, la communication systématique des informations prédéfinies conformément aux points *a)* et *b)*."

2° le paragraphe 2 est complété par le 18°, rédigé comme suit :

"18° "entreprise associée", pour l'application du paragraphe 6/3: une personne qui est liée à une autre personne au moins de l'une des façons suivantes :

*a)* une personne participe à la gestion d'une autre personne lorsqu'elle est en mesure d'exercer une influence notable sur l'autre personne ;

*b)* une personne participe au contrôle d'une autre personne au moyen d'une participation qui dépasse 25 % des droits de vote ;

*c)* une personne participe au capital d'une autre personne au moyen d'un droit de propriété qui, directement ou indirectement, dépasse 25 % du capital ;

*d)* une personne a droit à 25 % ou plus des bénéfices d'une autre personne.

Si plusieurs personnes participent, comme indiqué aux points *a)* à *d)*, à la gestion, au contrôle, au capital ou aux bénéfices d'une même personne, toutes les personnes concernées sont assimilées à des entreprises associées.

Si les mêmes personnes participent, comme indiqué aux points *a)* à *d)*, à la gestion, au contrôle, au capital ou aux bénéfices de plusieurs personnes, toutes les personnes concernées sont assimilées à des entreprises associées.

Pour l'application du présent point, une personne qui agit avec une autre personne en ce qui concerne les droits de vote ou la détention de parts de capital d'une entité est considérée comme détenant une participation dans l'ensemble des droits de vote ou des parts de capital de ladite entité détenus par l'autre personne.

En ce qui concerne les participations indirectes, le respect des critères énoncés au point *c)* est déterminé en multipliant les taux de détention successivement aux différents niveaux. Une personne détenant plus de 50 % des droits de vote est réputée détenir 100 % de ces droits.

Une personne physique, son conjoint et ses ascendants ou descendants directs sont considérés comme une seule et unique personne."

3° il est inséré un paragraphe 6/3 rédigé comme suit :

"§ 6/3. L'autorité belge compétente communique dans le délai prévu à l'alinéa 3 les données visées à l'alinéa 2, concernant les dispositifs transfrontières dont elle a été informée par l'intermédiaire ou le contribuable concerné conformément aux articles 146*sexies* à 146*terdecies*, par voie d'un échange automatique avec les autorités compétentes de tous les autres États membres.

Les informations qui doivent être communiquées par l'autorité belge compétente en vertu de l'alinéa précédent comprennent les éléments suivants, le cas échéant :

1° l'identification des intermédiaires et des contribuables concernés, visés à l'article 146*sexies*, 4° et 5°, y compris leur nom, leur date et lieu de naissance (pour les personnes physiques), leur résidence fiscale, leur numéro fiscal d'identification et, le cas échéant, les personnes qui, conformément au paragraphe 2, 18°, sont des entreprises associées au contribuable concerné ;

2° des informations détaillées sur les marqueurs recensés visés à l'article 146*septies* selon lesquels le dispositif transfrontière doit faire l'objet d'une déclaration ;

De Koning legt de progressieve schaal van de administratieve geldboetes vast en regelt hun toepassingsmodaliteiten."

**Art. 34.** In artikel 146*quater* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 augustus 2013 en gewijzigd bij de wet van 31 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de bepalingen onder 11°, *a)* en *b)* vervangen als volgt:

"*a)* voor de toepassing van paragrafen 6, eerste lid, 6/1 en 6/3, de systematische mededeling met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen, zonder voorafgaand verzoek, van vooraf bepaalde inlichtingen aan een andere lidstaat;

*b)* voor de toepassing van alle andere bepalingen van dit artikel andere dan deze van voormelde paragrafen 6, eerste lid, 6/1 en 6/3, de systematische mededeling van vooraf bepaalde inlichtingen verstrekt overeenkomstig de punten *a)* en *b)*."

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepaling onder 18°, luidende:

"18° "verbonden onderneming", voor de toepassing van paragraaf 6/3: een persoon die gelieerd is met een andere persoon op ten minste één van de volgende wijzen:

*a)* een persoon neemt deel aan de leiding van een andere persoon waarbij hij invloed van betekenis kan uitoefenen op die andere persoon;

*b)* een persoon neemt deel aan de zeggenschap over een andere persoon door middel van een deelneming van meer dan 25 % van de stemrechten;

*c)* een persoon neemt deel in het kapitaal van een andere persoon door middel van een eigendomsrecht van, rechtstreeks of middellijk, meer dan 25 % van het kapitaal;

*d)* een persoon heeft recht op 25 % of meer van de winsten van een andere persoon.

Indien meer dan één persoon deelneemt, als bedoeld onder *a)* tot en met *d)*, aan de leiding van, aan de zeggenschap over of in het kapitaal of de winsten van dezelfde persoon, worden alle betrokken personen als verbonden ondernemingen beschouwd.

Indien dezelfde personen deelnemen, als bedoeld onder *a)* tot en met *d)*, aan de leiding van, aan de zeggenschap over of in het kapitaal of de winsten van meer dan één persoon, worden alle betrokken personen als verbonden ondernemingen beschouwd.

Voor de toepassing van dit punt wordt een persoon die met betrekking tot de stemrechten of het kapitaalbezit van een entiteit samen met een andere persoon optreedt, beschouwd als houder van een deelneming in alle stemrechten of het volledige kapitaalbezit dat die andere persoon in de genoemde entiteit heeft.

Bij middellijke deelneming wordt vastgesteld of aan de eisen onder *c)* is voldaan door vermenigvuldiging van de deelnemingspercentages door de opeenvolgende niveaus heen. Een persoon die meer dan 50 % van de stemrechten houdt, wordt geacht 100 % te houden.

Een natuurlijk persoon, zijn of haar echtgenoot en bloedverwanten in de rechte lijn worden behandeld als één persoon."

3° een paragraaf 6/3 wordt ingevoegd, luidende:

"§ 6/3. De Belgische bevoegde autoriteit deelt binnen de in het derde lid bepaalde termijn de in het tweede lid bedoelde gegevens inzake grensoverschrijdende constructies, waarvan zij ingelicht is door de intermediair of de relevante belastingplichtige overeenkomstig de artikelen 146*sexies* tot en met 146*terdecies* via automatische uitwisseling mee aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten.

De door de Belgische bevoegde autoriteit uit hoofde van het vorige lid mee te delen gegevens zijn de volgende, voor zover van toepassing:

1° de identificatiegegevens van intermediairs en relevante belastingplichtigen bedoeld in artikel 146*sexies*, 4° en 5°, met inbegrip van hun naam, geboortedatum en -plaats (in het geval van een natuurlijk persoon), fiscale woonplaats, fiscaal identificatienummer, en, in voorkomend geval, van de personen die overeenkomstig paragraaf 2, 18°, een verbonden onderneming vormen met de relevante belastingplichtige;

2° nadere bijzonderheden over de wezenskenmerken bedoeld in artikel 146*septies* op grond waarvan de grensoverschrijdende constructie gemeld moet worden;



3° un résumé du contenu du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, y compris une référence à la dénomination par laquelle il est communément connu, le cas échéant, et une description des activités commerciales ou dispositifs pertinents, présentée de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public ;

4° la date à laquelle la première étape de la mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration a été accomplie ou sera accomplie ;

5° des informations détaillées sur les dispositions nationales sur lesquelles se fonde le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

6° la valeur du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

7° l'identification de l'État membre du ou des contribuable(s) concerné(s) ainsi que de tout autre État membre susceptible d'être concerné par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

8° l'identification, dans les États membres, de toute autre personne susceptible d'être concernée par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration en indiquant à quels États membres cette personne est liée.

L'échange automatique est effectué dans un délai d'un mois à compter de la fin du trimestre au cours duquel les informations ont été transmises. Les premières informations sont communiquées le 31 octobre 2020 au plus tard.

Les informations visées à l'alinéa 2, 1°, 3° et 8° du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne."

**Art. 35.** Dans le même Code, il est inséré un article 146*sexies* rédigé comme suit :

"Art. 146*sexies*. Pour l'application des articles 132, 146*quater*, § 6/3, et 146*septies* à 146*quaterdecies*, on entend par :

1° "dispositif transfrontière": un dispositif concernant plusieurs États membres ou un État membre et un pays tiers si l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

a) tous les participants au dispositif ne sont pas résidents à des fins fiscales dans la même juridiction ;

b) un ou plusieurs des participants au dispositif sont résidents à des fins fiscales dans plusieurs juridictions simultanément ;

c) un ou plusieurs des participants au dispositif exercent une activité dans une autre juridiction par l'intermédiaire d'un établissement stable situé dans cette juridiction, le dispositif constituant une partie ou la totalité de l'activité de cet établissement stable ;

d) un ou plusieurs des participants au dispositif exercent une activité dans une autre juridiction sans être résidents à des fins fiscales ni créer d'établissement stable dans cette juridiction ;

e) un tel dispositif peut avoir des conséquences sur l'échange automatique d'informations ou sur l'identification des bénéficiaires effectifs.

Un dispositif signifie également une série de dispositifs. Un dispositif peut comporter plusieurs étapes ou parties.

2° "dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration": tout dispositif transfrontière comportant au moins l'un des marqueurs figurant à l'article 146*septies* ;

3° "marqueur": une caractéristique ou particularité mentionnée à l'article 146*septies* d'un dispositif transfrontière qui indique un risque potentiel d'évasion fiscale ;

4° "intermédiaire": toute personne qui conçoit, commercialise ou organise un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, le met à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou gère sa mise en œuvre.

Un intermédiaire est aussi une personne qui, compte tenu des faits et circonstances pertinents et sur la base des informations disponibles ainsi que de l'expertise en la matière et de la compréhension qui sont nécessaires pour fournir de tels services, sait ou pourrait raisonnablement être censée savoir qu'elle s'est engagée à fournir, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la commercialisation ou l'organisation d'un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou concernant sa mise à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou la gestion de sa mise en œuvre. Toute personne a le droit de fournir des

3° een samenvatting van de inhoud van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie, met onder meer de benaming waaronder zij algemeen bekend staat, indien voorhanden, en een omschrijving van de relevante zakelijke activiteiten of constructies, in algemene bewoordingen gesteld, die niet mag leiden tot de openbaarmaking van een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelswerkwijze, of van inlichtingen waarvan de onthullingen in strijd zou zijn met de openbare orde;

4° de datum waarop de eerste stap voor de implementatie van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie is of zal worden ondernomen;

5° nadere bijzonderheden van de nationale bepalingen die aan de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie ten grondslag liggen;

6° de waarde van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie;

7° de lidstaat van de relevante belastingbetaler(s) en eventuele andere lidstaten waarop de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie naar alle waarschijnlijkheid van invloed zal zijn;

8° de identificatiegegevens van andere personen in een lidstaat, op wie de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie naar alle waarschijnlijkheid van invloed zal zijn, waarbij wordt vermeld met welke lidstaten deze personen verbonden zijn.

De automatische uitwisseling geschiedt binnen één maand te rekenen vanaf het einde van het kwartaal waarin de inlichtingen zijn verstrekt. De eerste inlichtingen worden uiterlijk op 31 oktober 2020 meegedeeld.

De inlichtingen bedoeld in het tweede lid, 1°, 3° en 8° van deze paragraaf, worden niet medegedeeld aan de Europese Commissie."

**Art. 35.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 146*sexies* ingevoegd, luidende:

"Art. 146*sexies*. Voor de toepassing van de artikelen 132, 146*quater*, § 6/3, en 146*septies* tot en met 146*quaterdecies*, wordt verstaan onder:

1° "grensoverschrijdende constructie": een constructie die ofwel meer dan één lidstaat ofwel een lidstaat en een derde land betreft, waarbij ten minste een van de volgende voorwaarden is vervuld:

a) niet alle deelnemers aan de constructie hebben hun fiscale woonplaats in hetzelfde rechtsgebied;

b) een of meer van de deelnemers aan de constructie heeft zijn fiscale woonplaats tegelijkertijd in meer dan één rechtsgebied;

c) een of meer van de deelnemers aan de constructie oefent een bedrijf uit in een ander rechtsgebied via een in dat rechtsgebied gelegen vaste inrichting en de constructie behelst een deel of het geheel van het bedrijf van die vaste inrichting;

d) een of meer van de deelnemers aan de constructie oefent een activiteit uit in een ander rechtsgebied zonder in dat rechtsgebied zijn fiscale woonplaats te hebben of zonder in dat rechtsgebied een vaste inrichting te creëren;

e) een dergelijke constructie heeft mogelijk gevolgen voor de automatische uitwisseling van inlichtingen of de vaststelling van het uiteindelijk belang.

Een constructie betekent ook een reeks constructies. Een constructie kan uit verscheidene stappen of onderdelen bestaan.

2° "meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie": iedere grensoverschrijdende constructie die ten minste één van de in artikel 146*septies* vermelde wezenskenmerken bezit;

3° "wezenskenmerk": een in artikel 146*septies* vermelde eigenschap of kenmerk van een grensoverschrijdende constructie die geldt als een indicatie van een mogelijk risico op belastingontwijking;

4° "intermediair": een persoon die een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie bedenkt, aanbiedt, opzet, beschikbaar maakt voor implementatie of de implementatie ervan beheert.

Een intermediair is ook een persoon die, gelet op de betrokken feiten en omstandigheden en op basis van de beschikbare informatie en de deskundigheid die en het begrip dat nodig is om die diensten te verstrekken, weet of redelijkerwijs kon weten dat hij, rechtstreeks of via andere personen, heeft toegezegd hulp, bijstand of advies te verstrekken met betrekking tot het bedenken, aanbieden, opzetten, beschikbaar maken voor implementatie of beheren van de implementatie van een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie. Elke persoon heeft het recht bewijs te leveren van het feit dat hij niet wist en redelijkerwijs niet kon weten dat hij bij een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie betrokken was. Daartoe kan die persoon alle relevante

éléments prouvant qu'elle ne savait pas et ne pouvait pas raisonnablement être censée savoir qu'elle participait à un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration. À cette fin, cette personne peut invoquer tous les faits et circonstances pertinents ainsi que les informations disponibles et son expertise et sa compréhension en la matière.

Pour être un intermédiaire, une personne répond à l'une au moins des conditions supplémentaires suivantes :

- a) être résidente dans un État membre à des fins fiscales ;
- b) posséder dans un État membre un établissement stable par le biais duquel sont fournis les services concernant le dispositif ;
- c) être constituée dans un État membre ou régie par le droit d'un État membre ;
- d) être enregistrée auprès d'une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseil dans un État membre.

5° "contribuable concerné": toute personne à qui un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est mis à disposition aux fins de sa mise en œuvre, ou qui est disposée à mettre en œuvre un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou qui a mis en œuvre la première étape d'un tel dispositif ;

6° "dispositif commercialisable": un dispositif transfrontière qui est conçu, commercialisé, prêt à être mis en œuvre, ou mis à disposition aux fins de sa mise en œuvre, sans avoir besoin d'être adapté de façon importante ;

7° "dispositif sur mesure": tout dispositif transfrontière qui n'est pas un dispositif commercialisable."

**Art. 36.** Dans le même Code, il est inséré un article 146septies rédigé comme suit :

"Art. 146septies. Les marqueurs d'un dispositif transfrontière visés à l'article 146sexies, 3°, peuvent être subdivisés en 5 catégories, la catégorie A étant les marqueurs généraux qui sont liés au "critère de l'avantage principal" visé à l'alinéa 2, la catégorie B étant les marqueurs spécifiques qui sont liés au "critère de l'avantage principal" précité, la catégorie C étant les marqueurs spécifiques liés aux opérations transfrontières, la catégorie D étant les marqueurs spécifiques concernant l'échange automatique d'informations et les bénéficiaires effectifs et la catégorie E étant les marqueurs spécifiques concernant les prix de transfert.

Les marqueurs généraux de la catégorie A visés à l'alinéa 4, les marqueurs spécifiques de la catégorie B visés à l'alinéa 5 et les marqueurs spécifiques de la catégorie C visés à l'alinéa 6, 1°, b) premier tiret, c) et d) ne peuvent être pris en considération que s'il est établi que l'avantage principal ou l'un des avantages principaux qu'une personne peut raisonnablement s'attendre à retirer d'un dispositif, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, est l'obtention d'un avantage fiscal. C'est ce que l'on appelle le "critère de l'avantage principal".

Dans le cadre du marqueur spécifique de la catégorie C, visé à l'alinéa 6, 1°, la présence d'une des conditions visées au même alinéa 6, 1°, b) premier tiret, c) et d) ne suffit pas à conclure que le dispositif satisfait au "critère de l'avantage principal" visé à l'alinéa 2.

Est considéré comme un marqueur général de catégorie A :

1° un dispositif où le contribuable concerné ou un participant au dispositif s'engage à respecter une clause de confidentialité selon laquelle il peut lui être demandé de ne pas divulguer à d'autres intermédiaires ou aux autorités fiscales comment le dispositif pourrait procurer un avantage fiscal ;

2° un dispositif où l'intermédiaire est en droit de percevoir des honoraires (ou des intérêts, une rémunération pour financer les coûts et d'autres frais) pour le dispositif et ces honoraires sont fixés par référence :

a) au montant de l'avantage fiscal découlant du dispositif ; ou

b) au fait qu'un avantage fiscal découle effectivement du dispositif. Cela inclurait une obligation pour l'intermédiaire de rembourser partiellement ou entièrement les honoraires si l'avantage fiscal escompté découlant du dispositif n'a pas été complètement ou partiellement généré.

3° un dispositif dont la documentation et/ou la structure sont en grande partie normalisées et qui est à la disposition de plus d'un contribuable concerné sans avoir besoin d'être adapté de façon importante pour être mis en œuvre.

feiten en omstandigheden, beschikbare informatie en zijn relevante deskundigheid en begrip ervan vermelden.

Om een intermediair te zijn, dient een persoon ten minste een van de volgende aanvullende voorwaarden te vervullen:

- a) fiscaal inwoner van een lidstaat zijn;
- b) beschikken over een vaste inrichting in een lidstaat via welke de diensten in verband met de constructie worden verleend;
- c) opgericht zijn in of onder de toepassing van de wetten vallen van een lidstaat;
- d) ingeschreven zijn bij een beroepsorganisatie in verband met de verstrekking van juridische, fiscale of adviesdiensten in een lidstaat.

5° "relevante belastingplichtige": elke persoon voor wie een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie beschikbaar wordt gemaakt voor implementatie, of die gereed is om een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie te implementeren of die de eerste stap van een dergelijke constructie heeft geïmplementeerd;

6° "marktklare constructie": een grensoverschrijdende constructie die is bedacht of aangeboden, implementeerbaar is of beschikbaar is gemaakt voor implementatie zonder dat er wezenlijke aanpassingen nodig zijn;

7° "constructie op maat": een grensoverschrijdende constructie die geen marktklare constructie is."

**Art. 36.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 146septies ingevoegd, luidende:

"Art. 146septies. De in artikel 146sexies, 3°, bedoelde wezenskenmerken van een grensoverschrijdende constructie kunnen worden onderverdeeld in vijf categorieën, categorie A zijnde de algemene wezenskenmerken die aan de in het tweede lid bedoelde "main benefit test" zijn gekoppeld, categorie B zijnde de specifieke wezenskenmerken die aan de hiervoor vermelde "main benefit test" zijn gekoppeld, categorie C zijnde specifieke wezenskenmerken in verband met grensoverschrijdende transacties, categorie D zijnde specifieke wezenskenmerken in verband met de automatische uitwisseling van inlichtingen en uiteindelijk belang en categorie E zijnde specifieke wezenskenmerken in verband met verrekenprijzen.

De algemene wezenskenmerken in categorie A, bedoeld in het vierde lid, de specifieke wezenskenmerken in categorie B, bedoeld in het vijfde lid en de specifieke wezenskenmerken in categorie C bedoeld in het zesde lid, 1°, b), eerste streepje, c) en d) mogen uitsluitend in aanmerking worden genomen indien kan worden aangetoond dat het belangrijkste voordeel of een van de belangrijkste voordelen die, gelet op alle relevante feiten en omstandigheden, redelijkerwijs te verwachten valt van de constructie het verkrijgen van een belastingvoordeel is. Dit is de zogenaamde "main benefit test".

In het kader van het specifieke wezenskenmerk van categorie C bedoeld in het zesde lid, 1° is de aanwezigheid van één van de voorwaarden bedoeld in hetzelfde zesde lid, 1°, b), eerste streepje, c) en d) niet voldoende om besluiten dat een constructie voldoet aan de in het tweede lid bedoelde "main benefit test".

Wordt beschouwd als een algemeen wezenskenmerk van categorie A:

1° een constructie waarbij de relevante belastingplichtige of een deelnemer aan de constructie zich tot geheimhouding verbindt en op grond hiervan niet aan andere intermediairs of de belastingautoriteiten mag onthullen hoe de constructie een belastingvoordeel kan opleveren;

2° een constructie waarbij de intermediair aanspraak maakt op een vergoeding (of rente, betaling van financieringskosten en andere uitgaven) voor de constructie en die vergoeding wordt vastgelegd op basis van:

a) het bedrag van het belastingvoordeel dat de constructie oplevert; of

b) de vraag of de constructie daadwerkelijk een belastingvoordeel heeft opgeleverd. De intermediair moet daarbij de vergoeding gedeeltelijk of volledig terugbetalen wanneer het met de constructie beoogde belastingvoordeel niet gedeeltelijk of volledig werd verwezenlijkt.

3° een constructie waarbij gebruik wordt gemaakt van gestandaardiseerde documenten en/of een gestandaardiseerde structuur en die beschikbaar is voor meer dan een relevante belastingplichtige zonder dat er voor implementatie wezenlijke aanpassingen nodig zijn.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie B :

1° un dispositif dans lequel un participant au dispositif prend artificiellement des mesures qui consistent à acquérir une société réalisant des pertes, à mettre fin à l'activité principale de cette société et à utiliser les pertes de celle-ci pour réduire sa charge fiscale, y compris par le transfert de ces pertes à une autre juridiction ou par l'accélération de l'utilisation de ces pertes ;

2° un dispositif qui a pour effet de convertir des revenus en capital, en dons ou en d'autres catégories de recettes qui sont taxées à un niveau inférieur ou ne sont pas taxées ;

3° un dispositif qui inclut des transactions circulaires ayant pour résultat un "carrousel" de fonds, à savoir au moyen d'entités interposées sans fonction commerciale primaire ou d'opérations qui se compensent ou s'annulent mutuellement ou qui ont d'autres caractéristiques similaires.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie C :

1° un dispositif qui prévoit la déduction des paiements transfrontières effectués entre deux ou plusieurs entreprises associées lorsque l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

a) le bénéficiaire ne réside à des fins fiscales dans aucune juridiction fiscale ;

b) même si le bénéficiaire réside à des fins fiscales dans une juridiction, cette juridiction :

- ne lève pas d'impôt sur les sociétés ou lève un impôt sur les sociétés à taux zéro ou presque nul ; ou

- figure sur une liste de juridictions de pays tiers qui ont été évaluées par les États membres collectivement ou dans le cadre de l'OCDE comme étant non coopératives ;

c) le paiement bénéficie d'une exonération fiscale totale dans la juridiction où le bénéficiaire réside à des fins fiscales ;

d) le paiement bénéficie d'un régime fiscal préférentiel dans la juridiction où le bénéficiaire réside à des fins fiscales.

2° des déductions pour le même amortissement d'un actif sont demandées dans plus d'une juridiction ;

3° un allègement au titre de la double imposition pour le même élément de revenu ou de capital est demandé dans plusieurs juridictions ;

4° il existe un dispositif qui inclut des transferts d'actifs et où il y a une différence importante dans le montant considéré comme étant payable en contrepartie des actifs dans ces juridictions concernées.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie D :

1° un dispositif susceptible d'avoir pour effet de porter atteinte à l'obligation de déclaration en vertu du droit mettant en œuvre la législation de l'Union ou tout accord équivalent concernant l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers, y compris des accords avec des pays tiers, ou qui tire parti de l'absence de telles dispositions ou de tels accords. De tels dispositifs incluent au moins ce qui suit :

a) l'utilisation d'un compte, d'un produit ou d'un investissement qui n'est pas ou dont l'objectif est de ne pas être un compte financier, mais qui possède des caractéristiques substantiellement similaires à celles d'un compte financier ;

b) le transfert de comptes ou d'actifs financiers vers des juridictions qui ne sont pas liées par l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers avec l'État de résidence du contribuable concerné, ou le recours à de telles juridictions ;

c) la requalification de revenus et de capitaux en produits ou en paiements qui ne sont pas soumis à l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

d) le transfert ou la conversion d'une institution financière, d'un compte financier ou des actifs qui s'y trouvent en institution financière, en compte financier ou en actifs qui ne sont pas à déclarer en vertu de l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

e) le recours à des entités, constructions ou structures juridiques qui suppriment ou visent à supprimer la déclaration d'un ou plusieurs titulaires de compte ou personnes détenant le contrôle dans le cadre de l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

f) les dispositifs qui portent atteinte aux procédures de diligence raisonnable utilisées par les institutions financières pour se conformer à leurs obligations de déclarer des informations sur les comptes financiers, ou qui exploitent les insuffisances de ces procédures, y compris le recours à des juridictions appliquant de manière inadéquate

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie B:

1° een constructie waarbij een deelnemer aan de constructie een reeks geplande stappen onderneemt die erin bestaan een verlieslijdende onderneming te verwerven, de hoofdactiviteit van die onderneming stop te zetten en de verliezen ervan te gebruiken om de door hem verschuldigde belastingen te verminderen, onder meer door overdracht van die verliezen naar een ander rechtsgebied of door een versneld gebruik van die verliezen;

2° een constructie die tot gevolg heeft dat inkomsten worden omgezet in vermogen, schenkingen of andere inkomstencategorieën die lager worden belast of van belasting worden vrijgesteld;

3° een constructie die circulaire transacties omvat met als resultaat dat middelen worden rondgepompt ("round-tripping"), meer bepaald met behulp van tussengeschoven entiteiten zonder ander primair handelsdoel of van transacties die elkaar compenseren of tenietdoen of andere soortgelijke kenmerken hebben.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie C:

1° een constructie met aftrekbare grensoverschrijdende betalingen tussen twee of meer verbonden ondernemingen waarbij ten minste een van de volgende voorwaarden is vervuld:

a) de ontvanger is in geen van de fiscale rechtsgebieden fiscaal inwoner;

b) de ontvanger is fiscaal inwoner in een rechtsgebied, maar dat rechtsgebied:

- heft geen vennootschapsbelasting, of heft vennootschapsbelasting tegen een nultarief of bijna-nultarief; of

- is opgenomen in een lijst van rechtsgebieden van derde landen die door de lidstaten gezamenlijk of in het kader van de OESO als niet-coöperatief zijn beoordeeld;

c) de betaling geniet een volledige belastingvrijstelling in het rechtsgebied waar de ontvanger fiscaal inwoner is;

d) de betaling geniet een fiscaal gunstregime in het rechtsgebied waar de ontvanger fiscaal inwoner is.

2° in meer dan één rechtsgebied wordt aanspraak gemaakt op aftrekken voor dezelfde afschrijving;

3° in meer dan één rechtsgebied wordt aanspraak gemaakt op voorkoming van dubbele belasting voor hetzelfde inkomens- of vermogensbestanddeel;

4° een constructie met overdrachten van activa waarbij er een wezenlijk verschil bestaat tussen het bedrag dat in de betrokken rechtsgebieden wordt aangemerkt als de voor die activa te betalen vergoeding.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie D:

1° een constructie die kan leiden tot het ondermijnen van de rapportageverplichting uit hoofde van de wetgeving ter omzetting van Uniewetgeving of evenwaardige overeenkomsten inzake de automatische uitwisseling van inlichtingen over financiële rekeningen, waaronder overeenkomsten met derde landen, of die profiteert van het gebrek aan die wetgeving of overeenkomsten. Dergelijke constructies omvatten ten minste het volgende:

a) het gebruik van een rekening, product of belegging die geen financiële rekening is of niet als zodanig te boek staat, maar die over eigenschappen beschikt die in wezen vergelijkbaar zijn met die van een financiële rekening;

b) de overdracht van financiële rekeningen of activa aan, of het gebruik van rechtsgebieden die niet gebonden zijn aan de automatische uitwisseling van inlichtingen over financiële rekeningen met de staat van verblijf van de relevante belastingplichtige;

c) de herkwalificatie van inkomsten en vermogen in producten of betalingen die niet onder de automatische uitwisseling van inlichtingen vallen;

d) de overdracht of omzetting van een financiële instelling of een financiële rekening of de activa daarvan in een financiële instelling of een financiële rekening of activa die niet onder de rapportage in het kader van de automatische uitwisseling van inlichtingen vallen;

e) het gebruik van rechtspersonen, juridische constructies of structuren die de rapportage over één of meer rekeninghouders of uiteindelijk begunstigen in het kader van de automatische uitwisseling van inlichtingen over financiële rekeningen stopzetten of daartoe strekken;

f) constructies die due-diligenceprocedures die door financiële instellingen worden gebruikt om te voldoen aan hun verplichtingen tot het rapporteren van inlichtingen over financiële rekeningen, ondermijnen of zwakke punten ervan benutten, onder meer via het gebruik van rechtsgebieden met ontoereikende of zwakke regelingen voor de



ou insuffisante la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, ou ayant des exigences insuffisantes en matière de transparence en ce qui concerne les personnes morales ou les constructions juridiques ;

2° un dispositif faisant intervenir une chaîne de propriété formelle ou effective non transparente par le recours à des personnes, des constructions juridiques ou des structures :

a) qui n'exercent pas une activité économique substantielle s'appuyant sur des effectifs, des équipements, des ressources et des locaux suffisants ; et

b) qui sont constitués, gérés, contrôlés ou établis ou qui résident dans toute juridiction autre que la juridiction de résidence de l'un ou plusieurs des bénéficiaires effectifs des actifs détenus par ces personnes, constructions juridiques ou structures ; et

c) lorsque les bénéficiaires effectifs de ces personnes, constructions juridiques ou structures, tels que visés à l'article 4, 27°, de la loi relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces du 18 septembre 2017, sont rendus impossibles à identifier.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie E :

1° un dispositif qui prévoit l'utilisation de régimes de protection unilatéraux ;

2° un dispositif prévoyant le transfert d'actifs incorporels difficiles à évaluer. Le terme d'"actifs incorporels difficiles à évaluer" englobe des actifs incorporels ou des droits sur des actifs incorporels pour lesquels, au moment de leur transfert entre des entreprises associées :

a) il n'existe pas d'éléments de comparaison fiables ; et

b) au moment où l'opération a été conclue, les projections concernant les futurs flux de trésorerie ou revenus attendus de l'actif incorporel transféré, ou les hypothèses utilisées pour évaluer cet actif incorporel sont hautement incertaines, et il est donc difficile de prévoir dans quelle mesure l'actif incorporel débouchera finalement sur un succès au moment du transfert ;

3° un dispositif mettant en jeu un transfert transfrontière de fonctions et/ou de risques et/ou d'actifs au sein du groupe, si le bénéficiaire avant intérêts et impôts (ebit) annuel prévu, dans les trois ans suivant le transfert, du ou des cédants, est inférieur à 50 % du ebit annuel prévu de ce cédant ou de ces cédants si le transfert n'avait pas été effectué."

**Art. 37.** Dans le même Code, il est inséré un article 146octies rédigé comme suit :

"Art. 146octies. § 1<sup>er</sup>. Chaque intermédiaire est tenu de transmettre à l'autorité belge compétente, visée à l'article 146quater, § 2, 6°, les informations visées à l'article 146quater, § 6/3, dont il a connaissance, qu'il possède ou qu'il contrôle concernant les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, dans un délai de 30 jours à compter du cas mentionné ci-dessous qui survient en premier :

- le lendemain de la mise à disposition aux fins de mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ; ou

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est prêt à être mis en œuvre ; ou

- lorsque la première étape de la mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration a été accomplie.

Nonobstant l'alinéa 1<sup>er</sup>, les intermédiaires visés à l'article 146septies, 4°, deuxième alinéa, sont également tenus de transmettre des informations relatives à un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration dans un délai de 30 jours commençant le lendemain du jour où ils ont fourni, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils.

§ 2. Quand l'intermédiaire doit informer les autorités compétentes de plusieurs États membres sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, il ne fournira ces informations à l'autorité belge compétente que si la Belgique occupe la première place dans la liste ci-après :

1° l'État membre dans lequel l'intermédiaire est résident à des fins fiscales ;

2° l'État membre dans lequel l'intermédiaire possède un établissement stable par l'intermédiaire duquel les services concernant le dispositif sont fournis ;

3° l'État membre dans lequel l'intermédiaire est constitué ou par le droit duquel il est régi ;

handhaving van antiwitwaswetgeving of met zwakke transparantievereisten voor rechtspersonen of juridische constructies;

2° een constructie waarbij de juridische of feitelijke eigendom niet-transparant is door het gebruik van personen, juridische constructies of structuren:

a) die geen wezenlijke economische, door voldoende personeel, uitrusting, activa en gebouwen ondersteunde activiteit uitoefenen; en

b) die zijn opgericht in, worden beheerd in, inwoner zijn van, onder zeggenschap staan in, of gevestigd zijn in een ander rechtsgebied dan het rechtsgebied van verblijf van een of meer van de uiteindelijk begunstigen van de activa die door die personen, juridische constructies of structuren worden aangehouden; en

c) indien de uiteindelijk begunstigen van die personen, juridische constructies of structuren, zoals bedoeld in artikel 4, 27°, van de Wet tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten van 18 september 2017, niet-identificeerbaar zijn gemaakt.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie E:

1° een constructie met gebruik van unilaterale veiligheidsregels;

2° een constructie met overdracht van moeilijk te waarderen immateriële activa. De term "moeilijk te waarderen immateriële activa" omvat immateriële activa of rechten op immateriële activa waarvoor, op het tijdstip van de overdracht ervan tussen verbonden ondernemingen:

a) geen betrouwbare vergelijkbare activa bestaan; en

b) de prognoses van de toekomstige kasstromen of inkomsten die naar verwachting uit de overgedragen activa voortvloeien, of de aannames die worden gebruikt voor het waarderen van de immateriële activa, bijzonder onzeker zijn, waardoor het moeilijk is te voorspellen hoe succesvol de immateriële activa op het moment van de overdracht uiteindelijk zullen zijn;

3° een constructie met een grensoverschrijdende overdracht binnen de groep van functies, en/of risico's en/of activa, indien de geraamde jaarlijkse winst vóór interest en belastingen (ebit) van de overdrager of overdragers, tijdens de periode van drie jaar na de overdracht, minder dan 50 % bedraagt van de geraamde jaarlijkse ebit van die overdrager of overdragers indien de overdracht niet had plaatsgevonden."

**Art. 37.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 146octies ingevoegd, luidende:

"Art. 146octies. § 1. Elke intermediair moet de in artikel 146quater, § 6/3 bedoelde inlichtingen, over meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies waarvan zij kennis, bezit of controle hebben verstrekken aan de in artikel 146quater, § 2, 6°, bedoelde Belgische bevoegde autoriteit binnen 30 dagen te rekenen vanaf het hierna vermelde geval dat het eerst plaatsvindt:

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie voor implementatie beschikbaar is gesteld; of

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie gereed is voor implementatie; of

- het ogenblik dat de eerste stap in de implementatie van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie is ondernomen.

Onverminderd het eerste lid moeten de intermediairs bedoeld in artikel 146septies, 4°, tweede lid, eveneens inlichtingen met betrekking tot een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie verstrekken binnen 30 dagen te rekenen vanaf de dag nadat zij, rechtstreeks of via andere personen, hulp, bijstand of advies hebben verstrekt.

§ 2. Wanneer de intermediair inlichtingen over meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies moet verstrekken aan de bevoegde autoriteiten van meer dan één lidstaat dan verstrekt hij deze inlichtingen enkel aan de Belgische bevoegde autoriteit indien België als eerste op de onderstaande, aflopende lijst voorkomt:

1° de lidstaat waar de intermediair fiscaal inwoner is;

2° de lidstaat waar de intermediair een vaste inrichting heeft via welke de diensten met betrekking tot de constructie worden verstrekt;

3° de lidstaat waar de intermediair is opgericht of onder toepassing van de wetten valt;

4° l'État membre dans lequel l'intermédiaire est enregistré auprès d'une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseil.

Lorsque, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il existe une obligation de déclaration multiple, l'intermédiaire est dispensé de la transmission des informations s'il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations ont été transmises dans un autre État membre."

**Art. 38.** Dans le même Code, il est inséré un article 146*nonies* rédigé comme suit :

"Art. 146*nonies*. Dans le cas d'un dispositif commercialisable, l'intermédiaire doit établir tous les trois mois un rapport fournissant une mise à jour contenant les nouvelles informations devant faire l'objet d'une déclaration, visées à l'article 146*quater*, § 6/3, 1°, 4°, 7° et 8°, qui sont devenues disponibles depuis la transmission du dernier rapport."

**Art. 39.** Dans le même Code, il est inséré un article 146*decies* rédigé comme suit :

"Art. 146*decies*. À la suite de la déclaration d'un dispositif transfrontière présentant au moins l'un des marqueurs spécifiques visés à l'article 146*septies*, un numéro de référence unique est attribué qui, à l'occasion de chaque déclaration ultérieure du même dispositif transfrontière, devra être communiqué, aussi bien pour les déclarations de chaque intermédiaire impliqué que par le contribuable concerné.

L'intermédiaire qui reçoit le numéro de référence unique des autorités compétentes doit immédiatement le communiquer, ainsi que le résumé concernant le dispositif rapporté, aux autres intermédiaires impliqués ainsi qu'au contribuable concerné."

**Art. 40.** Dans le même Code, il est inséré un article 146*undecies* rédigé comme suit :

"Article 146*undecies*. Si plusieurs intermédiaires sont concernés par le même dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, tous les intermédiaires concernés doivent fournir des informations sur le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration.

Un intermédiaire est dispensé de la transmission des informations s'il fournit une preuve écrite qu'un autre intermédiaire a déjà transmis les informations visées à l'article 146*quater*, § 6/3, alinéa 2<sup>o</sup>."

**Art. 41.** Dans le même Code, il est inséré un article 146*duodecies* rédigé comme suit :

"Art. 146*duodecies*. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un intermédiaire est tenu au secret professionnel, il doit

1° informer le ou les intermédiaires concernés, par écrit et de façon motivée, qu'il ne peut pas respecter l'obligation de déclaration, à la suite de quoi cette obligation de déclaration incombe automatiquement à l'autre intermédiaire ou aux autres intermédiaires ;

2° en l'absence d'un autre intermédiaire, informer par écrit et de façon motivée le ou les contribuables concernés de son ou de leur obligation de déclaration.

La dispense d'obligation de déclaration n'est effective qu'à partir du moment où un intermédiaire a rempli l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le contribuable concerné peut, par autorisation écrite, permettre à l'intermédiaire de satisfaire à l'obligation de déclaration visée à l'article 146*octies*.

Si le contribuable concerné ne donne pas l'autorisation, l'obligation de déclaration continue d'incomber au contribuable et l'intermédiaire fournit les informations nécessaires au respect de l'obligation de déclaration visée à l'article 146*octies* au contribuable concerné.

§ 3. Aucun secret professionnel visé au paragraphe 1<sup>er</sup> ni aucune dispense de plein droit ne peut être invoqué concernant l'obligation de déclaration des dispositifs commercialisables qui donnent lieu à un rapport périodique conformément à l'article 146*nonies*."

**Art. 42.** Dans le même Code il est inséré un article 146*terdecies* rédigé comme suit :

"Art. 146*terdecies*. § 1<sup>er</sup>. Dans les cas suivants, l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné :

1° quand il n'y a pas d'intermédiaire impliqué dans la conception, la commercialisation, l'organisation, la mise à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou la gestion de sa mise en œuvre d'un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

4° de lidstaat waar de intermediair is ingeschreven bij een beroepsorganisatie in verband met de verstrekking van juridische, fiscale of adviesdiensten.

Wanneer er op grond van het eerste lid een meervoudige meldingsplicht bestaat, wordt de intermediair ontheven van het verstrekken van de inlichtingen als hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat dezelfde inlichtingen in een andere lidstaat zijn verstrekt."

**Art. 38.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 146*nonies* ingevoegd, luidende:

"Art. 146*nonies*. Indien het gaat om marktklare constructie moet de intermediair om de drie maanden een periodiek verslag opstellen met een overzicht van nieuwe meldingsplichtige inlichtingen zoals bedoeld in artikel 146*quater*, § 6/3, 1°, 4°, 7° en 8°, die sinds het laatste ingediende verslag beschikbaar zijn geworden"

**Art. 39.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 146*decies* ingevoegd, luidende:

"Art. 146*decies*. Naar aanleiding van de melding van een grensoverschrijdende constructie die ten minste één van de in artikel 146*septies* bedoelde wezenskenmerken bezit, wordt een uniek referentienummer toegekend, dat naar aanleiding van elke volgende melding betreffende diezelfde grensoverschrijdende constructie moet worden meegedeeld, zowel voor meldingen door elke betrokken intermediair als voor meldingen door de relevante belastingplichtige.

De intermediair die het uniek referentienummer van de bevoegde instanties ontvangt, dient dit, samen met de samenvatting betreffende de gemelde constructie, onverwijld aan de andere betrokken intermediairs en aan de relevante belastingplichtige door te geven."

**Art. 40.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 146*undecies* ingevoegd, luidende:

"Art. 146*undecies*. Wanneer meerdere intermediairs betrokken zijn bij dezelfde meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie, moeten alle betrokken intermediairs de inlichtingen verstrekken over de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie.

Een intermediair wordt ontheven van de verplichting tot het verstrekken van inlichtingen indien hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat een andere intermediair de inlichtingen bedoeld in artikel 146*quater*, § 6/3, tweede lid, reeds heeft verstrekt."

**Art. 41.** In hetzelfde wetboek wordt een artikel 146*duodecies* ingevoegd, luidende:

"Art. 146*duodecies*. § 1. Wanneer een intermediair gebonden is door een beroepsgeheim, is hij gehouden:

1° de betrokken intermediair of intermediairs schriftelijk en gemotiveerd op de hoogte te brengen dat hij niet aan de meldingsplicht kan voldoen, waardoor deze meldingsplicht automatisch rust op de andere intermediair of intermediairs;

2° bij gebreke aan een andere intermediair, de relevante belastingplichtige of belastingplichtigen schriftelijk en gemotiveerd op de hoogte te brengen van zijn of hun meldingsplicht.

De ontheffing van de meldingsplicht krijgt slechts uitwerking op het tijdstip dat een intermediair voldaan heeft aan de in het eerste lid bedoelde verplichting.

§ 2. De relevante belastingplichtige kan de intermediair door schriftelijke instemming toelaten alsnog te voldoen aan de in artikel 146*octies* bedoelde meldingsplicht.

Indien de relevante belastingplichtige geen instemming verleent blijft de meldingsplicht bij de belastingplichtige en bezorgt de intermediair de nodige gegevens voor het vervullen van de in artikel 146*octies* bedoelde meldingsplicht aan de relevante belastingplichtige.

§ 3. Geen beroepsgeheim overeenkomstig paragraaf 1 of ontheffing van rechtswege kan worden ingeroepen aangaande de meldingsplicht van marktklare constructies die aanleiding geven tot een periodiek verslag overeenkomstig artikel 146*nonies*."

**Art. 42.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 146*terdecies* ingevoegd, luidende:

"Art. 146*terdecies*. § 1. In de volgende gevallen ligt de meldingsplicht bij de relevante belastingplichtige:

1° wanneer er geen intermediair betrokken was bij het bedenken, aanbieden, opzetten, beschikbaar maken voor implementatie of het beheren voor implementatie van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie of;

2° lorsque l'intermédiaire est dispensé de l'obligation de fournir des informations conformément à l'article 146*duodecies*, § 1<sup>er</sup> et qu'il a informé le ou les contribuables concernés de son ou de leur obligation de déclarer, conformément à l'article 146*duodecies*, § 1<sup>er</sup>, 2° ;

3° lorsque ce dernier n'a pas accordé l'autorisation visée à l'article 146*duodecies*, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Dans le cas où, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné, il doit fournir les informations dans un délai de trente jours à compter du cas mentionné ci-dessous qui survient en premier :

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est mis à la disposition du contribuable concerné ou ;

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est prêt à être mis en œuvre par le contribuable concerné ou ;

- à partir du moment où la première étape de sa mise en œuvre est accomplie en ce qui concerne le contribuable concerné.

§ 3. Lorsque le contribuable concerné a l'obligation de transmettre des informations concernant le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration aux autorités compétentes de plusieurs États membres, le contribuable concerné transmet ces informations à l'autorité belge compétente uniquement si la Belgique occupe la première place dans la liste ci-après :

1° l'État membre dans lequel le contribuable concerné est résident à des fins fiscales ;

2° l'État membre dans lequel le contribuable concerné possède un établissement stable qui bénéficie du dispositif ;

3° l'État membre dans lequel le contribuable concerné perçoit des revenus ou réalise des bénéfices, bien qu'il ne soit pas résident à des fins fiscales d'un État membre et ne possède d'établissement stable dans aucun État membre ;

4° l'État membre dans lequel le contribuable concerné exerce une activité, bien qu'il ne soit pas résident à des fins fiscales d'un État membre et ne possède d'établissement stable dans aucun État membre.

Lorsque, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il existe une obligation de déclaration multiple, le contribuable concerné est dispensé de la transmission des informations s'il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations ont été transmises dans un autre État membre."

**Art. 43.** Dans le même Code il est inséré un article 146*quaterdecies* rédigé comme suit :

"Art. 146*quaterdecies*. Lorsque l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné et qu'il existe plusieurs contribuables concernés, celui d'entre eux qui transmet les informations conformément à l'article 146*terdecies* est celui qui occupe la première place dans la liste ci-après :

1° le contribuable concerné qui a arrêté avec l'intermédiaire le dispositif devant faire l'objet d'une déclaration ;

2° le contribuable concerné qui gère la mise en œuvre du dispositif.

Un contribuable concerné n'est dispensé de l'obligation de transmettre les informations que dans la mesure où il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations, visées à l'article 146*quater*, § 6/3, ont déjà été transmises par un autre contribuable concerné."

**Art. 44.** Dans le même Code, il est inséré un article 146*quindecies* rédigé comme suit :

"Art. 146*quindecies*. Pour l'application des articles 146*quater*, § 6/3, 146*sexies* à 146*quaterdecies* et des arrêtés d'exécution qui en découlent, le rapportage des informations, pour les parties que le Roi spécifie doit, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être fait en anglais."

**Art. 45.** Dans le même Code il est inséré un article 146*sedecies* rédigé comme suit :

"Art. 146*sedecies*. Le Roi détermine le formulaire sur lequel l'intermédiaire ou le contribuable concerné doit se conformer aux obligations énoncées aux articles 146*sexies* à 146*quindecies*."

**Art. 46.** Dans le même Code, il est inséré un article 146*septdecies* rédigé comme suit :

"Art. 146*septdecies*. L'administration fiscale peut exiger de l'(des) intermédiaire(s) concerné(s), dans le délai qu'elle a fixé, qui peut être prolongé pour des raisons légales, pour autant qu'elle estime que ces informations soient nécessaires afin d'assurer le respect des

2° wanneer de intermediair ontheven is van de verplichting om inlichtingen te verstrekken overeenkomstig artikel 146*duodecies*, § 1, en hij de relevante belastingplichtige of belastingplichtigen op de hoogte heeft gesteld van zijn of hun meldingsplicht, overeenkomstig artikel 146*duodecies*, § 1, 2°;

3° wanneer deze niet de in artikel 146*duodecies*, § 2, eerste lid bedoelde toestemming heeft verleend.

§ 2. Ingeval de meldingsplicht overeenkomstig paragraaf 1 bij de relevante belastingplichtige ligt, verstrekt deze de inlichtingen binnen dertig dagen, te rekenen vanaf het hierna vermelde geval dat eerst plaatsvindt:

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie voor implementatie ter beschikking van de relevante belastingplichtige is gesteld of;

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie gereed is voor implementatie door de relevante belastingplichtige of;

- vanaf het ogenblik dat de eerste stap voor de implementatie ervan met betrekking tot de relevante belastingplichtige is ondernomen.

§ 3. Wanneer de relevante belastingplichtige inlichtingen over de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie moet verstrekken aan de bevoegde autoriteiten van meer dan één lidstaat, dan verstrekt de relevante belastingplichtige deze inlichtingen enkel aan de Belgische bevoegde autoriteit indien België als eerste op de onderstaande lijst voorkomt:

1° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige fiscaal inwoner is;

2° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige een vaste inrichting heeft die begunstigde van de constructie is;

3° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige inkomsten ontvangt of winsten genereert, hoewel de relevante belastingplichtige geen fiscaal inwoner van een lidstaat is noch een vaste inrichting in een lidstaat heeft;

4° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige een activiteit uitoefent, hoewel de relevante belastingplichtige geen fiscaal inwoner van een lidstaat is noch een vaste inrichting in een lidstaat heeft.

Wanneer er op grond van het eerste lid een meervoudige meldingsplicht bestaat, wordt de relevante belastingplichtige ontheven van het verstrekken van de inlichtingen als hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat dezelfde inlichtingen in een andere lidstaat zijn verstrekt."

**Art. 43.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 146*quaterdecies* ingevoegd, luidende:

"Art. 146*quaterdecies*. Wanneer de meldingsplicht bij de relevante belastingplichtige ligt en er meer dan één relevante belastingplichtige is, worden de inlichtingen overeenkomstig artikel 146*terdecies* verstrekt door de relevante belastingplichtige die als eerste op de onderstaande lijst voorkomt:

1° de relevante belastingplichtige die de meldingsplichtige constructie is overeengekomen met de intermediair;

2° de relevante belastingplichtige die de implementatie van de constructie beheert.

Een relevante belastingplichtige wordt ontheven van de verplichting tot het verstrekken van de inlichtingen indien hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat een andere relevante belastingplichtige de inlichtingen bedoeld in artikel 146*quater*, § 6/3, reeds heeft verstrekt."

**Art. 44.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 146*quindecies* ingevoegd, luidende:

"Art. 146*quindecies*. Voor de toepassing van artikelen 146*quater*, § 6/3, 146*sexies* tot en met 146*quaterdecies* en de daaruit voortvloeiende uitvoeringsbesluiten dient de melding van de inlichtingen, voor de onderdelen die de Koning nader bepaalt, naast het gebruik van één van de officiële landstalen, ook in het Engels te gebeuren."

**Art. 45.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 146*sedecies* ingevoegd, luidende:

"Art. 146*sedecies*. De Koning bepaalt het formulier waarop de intermediair of de relevante belastingplichtige de verplichtingen opgenomen in de artikelen 146*sexies* tot en met 146*quindecies* moeten naleven."

**Art. 46.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 146*septdecies* ingevoegd, luidende:

"Art. 146*septdecies*. De fiscale administratie, mag binnen de door haar bepaalde termijn, welke wegens wettige redenen kan worden verlengd, voor zover zij die informatie nodig acht om de correcte naleving van de artikelen 146*sexies* tot en met 146*quaterdecies* te verzekeren, van de



articles 146*sexies* à 146*quaterdecies* inclus, toutes les informations qui en application de l'article 146*sexies* à 146*quaterdecies* doivent être mentionnées à l'autorité belge compétente.".

CHAPITRE 5. — *Modifications au Code des droits et taxes divers*

**Art. 47.** L'article 206<sup>2</sup> du Code des droits et taxes divers, abrogé par la loi du 10 juillet 1969 est rétabli dans la rédaction suivante :

"Art. 206<sup>2</sup>. Le fonctionnaire délégué par le Conseiller général compétent inflige, pour une infraction aux dispositions des articles 211*bis*/1 à 211*bis*/9 ainsi que des arrêtés pris pour leur exécution, qui consiste en la fourniture incomplète des informations visées à l'article 211*bis*, § 6/3, une amende de 1 250 euros à 12 500 euros. Pour de telles infractions commises avec intention frauduleuse ou intention de nuire, une amende de 2 500 euros à 25 000 euros est infligée.

Le fonctionnaire délégué par le Conseiller général compétent inflige, pour une infraction aux dispositions des articles 211*bis*/1 à 211*bis*/9 ainsi que des arrêtés pris pour leur exécution, qui consiste à ne pas ou tardivement fournir les informations visées à l'article 211*bis*, § 6/3, une amende de 5 000 euros à 50 000 euros. Pour de telles infractions commises avec intention frauduleuse ou intention de nuire, une amende de 12 500 euros à 100 000 euros est infligée.

Le Roi fixe l'échelle progressive des amendes administratives et règle les modalités d'application de celles-ci."

**Art. 48.** À l'article 211*bis*, du même Code, inséré par la loi du 17 août 2013 et modifié par la loi du 31 juillet 2017; les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2 les dispositions sous 11° *a*) et *b*) sont remplacées par ce qui suit :

"*a*) pour l'application des paragraphes 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 6/1, et 6/3, la fourniture systématique à un autre État membre, sans demande préalable, d'information prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés :

*b*) pour l'application de toutes les dispositions du présent article autres que celles des paragraphes 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 6/1, et 6/3 précités, la fourniture systématique des informations prédéfinies conformément aux points *a*) et *b*) du présent point."

2° le paragraphe 2 est complété par le 18°, rédigé comme suit :

"18° "entreprise associée", pour l'application du paragraphe 6/3: une personne qui est liée à une autre personne au moins de l'une des façons suivantes :

*a*) une personne participe à la gestion d'une autre personne lorsqu'elle est en mesure d'exercer une influence notable sur l'autre personne ;

*b*) une personne participe au contrôle d'une autre personne au moyen d'une participation qui dépasse 25 % des droits de vote ;

*c*) une personne participe au capital d'une autre personne au moyen d'un droit de propriété qui, directement ou indirectement, dépasse 25 % du capital ;

*d*) une personne a droit à 25 % ou plus des bénéfices d'une autre personne.

Si plusieurs personnes participent, comme indiqué aux points *a*) à *d*), à la gestion, au contrôle, au capital ou aux bénéfices d'une même personne, toutes les personnes concernées sont assimilées à des entreprises associées.

Si les mêmes personnes participent, comme indiqué aux points *a*) à *d*), à la gestion, au contrôle, au capital ou aux bénéfices de plusieurs personnes, toutes les personnes concernées sont assimilées à des entreprises associées.

Aux fins du présent point, une personne qui agit avec une autre personne en ce qui concerne les droits de vote ou la détention de parts de capital d'une entité est considérée comme détenant une participation dans l'ensemble des droits de vote ou des parts de capital de ladite entité détenus par l'autre personne.

En ce qui concerne les participations indirectes, le respect des critères énoncés au point *c*) est déterminé en multipliant les taux de détention successivement aux différents niveaux. Une personne détenant plus de 50 % des droits de vote est réputée détenir 100 % de ces droits.

Une personne physique, son conjoint et ses ascendants ou descendants directs sont considérés comme une seule et unique personne."

betrokken intermediair(s) alle informatie vorderen die in toepassing van artikelen 146*sexies* tot en met 146*quaterdecies* diende te worden gemeld aan de Belgische bevoegde autoriteit."

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen aan het Wetboek van diverse rechten en taken*

**Art. 47.** In het Wetboek van diverse rechten en taken, wordt artikel 206<sup>2</sup>, opgeheven bij de wet van 10 juli 1969, hersteld als volgt:

"Art. 206<sup>2</sup>. De door de bevoegde adviseur-generaal gemachtigde ambtenaar legt voor de overtreding van de bepalingen van de artikelen 211*bis*/1 tot en met 211*bis*/9, evenals van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, die bestaat uit het onvolledig verstrekken van de inlichtingen bedoeld in artikel 211*bis*, § 6/3, een boete op van 1 250 euro tot 12 500 euro. Voor dergelijke overtredingen gedaan met bedrieglijk opzet of het oogmerk te schaden wordt een boete van 2 500 euro tot 25 000 euro opgelegd.

De door de bevoegde adviseur-generaal gemachtigde ambtenaar legt voor de overtreding van de bepalingen van de artikelen 211*bis*/1 tot en met 211*bis*/9, evenals van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, die bestaat uit het niet of laattijdig verstrekken van de inlichtingen bedoeld in artikel 211*bis*, § 6/3, een boete op van 5 000 euro tot 50 000 euro. Voor dergelijke overtredingen gedaan met bedrieglijk opzet of het oogmerk te schaden wordt een boete van 12 500 euro tot 100 000 euro opgelegd.

De Koning legt de progressieve schaal van de administratieve geldboetes vast en regelt hun toepassingsmodaliteiten."

**Art. 48.** In artikel 211*bis*, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 augustus 2013 en gewijzigd bij de wet van 31 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de bepalingen onder 11°, *a*) en *b*) vervangen als volgt:

"*a*) voor de toepassing van paragrafen 6, eerste lid, 6/1 en 6/3, de systematische verstrekking van vooraf bepaalde inlichtingen aan een andere lidstaat, zonder voorafgaand verzoek, met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen;

*b*) voor de toepassing van alle andere bepalingen van dit artikel andere dan deze van de paragrafen 6, eerste lid, 6/1 en 6/3, de systematische verstrekking van vooraf bepaalde inlichtingen overeenkomstig de punten *a*) en *b*) van dit punt."

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepaling onder 18°, luidende:

"18° "verbonden onderneming", voor de toepassing van paragraaf 6/3: een persoon die gelieerd is met een andere persoon op ten minste een van de volgende wijzen:

*a*) een persoon neemt deel aan de leiding van een andere persoon waarbij hij invloed van betekenis kan uitoefenen op die andere persoon;

*b*) een persoon neemt deel aan de zeggenschap over een andere persoon door middel van een deelneming van meer dan 25 % van de stemrechten;

*c*) een persoon neemt deel in het kapitaal van een andere persoon door middel van een eigendomsrecht van, rechtstreeks of middellijk, meer dan 25 % van het kapitaal;

*d*) een persoon heeft recht op 25 % of meer van de winsten van een andere persoon.

Indien meer dan één persoon deelneemt, als bedoeld onder *a*) tot en met *d*), aan de leiding van, aan de zeggenschap over of in het kapitaal of de winsten van dezelfde persoon, worden alle betrokken personen als verbonden ondernemingen beschouwd.

Indien dezelfde personen deelnemen, als bedoeld onder *a*) tot en met *d*), aan de leiding van, aan de zeggenschap over of in het kapitaal of de winsten van meer dan één persoon, worden alle betrokken personen als verbonden ondernemingen beschouwd.

Voor de toepassing van dit punt wordt een persoon die met betrekking tot de stemrechten of het kapitaalbezit van een entiteit samen met een andere persoon optreedt, beschouwd als houder van een deelneming in alle stemrechten of het volledige kapitaalbezit dat die andere persoon in de genoemde entiteit heeft.

Bij middellijke deelneming wordt vastgesteld of aan de eisen onder *c*) is voldaan door vermenigvuldiging van de deelnemingspercentages door de opeenvolgende niveaus heen. Een persoon die meer dan 50 % van de stemrechten houdt, wordt geacht 100 % te houden.

Een natuurlijk persoon, zijn of haar echtgenoot en bloedverwanten in de rechte lijn worden behandeld als één persoon."

3° il est inséré un paragraphe 6/3 rédigé comme suit :

”§ 6/3. L'autorité belge compétente communique dans le délai prévu à l'alinéa 3 les données visées à l'alinéa 2, concernant les dispositifs transfrontières dont elle a été informée par l'intermédiaire ou le contribuable concerné conformément aux articles 211bis/1 à 211bis/8, par voie d'un échange automatique avec les autorités compétentes de tous les autres États membres.

Les informations qui doivent être communiquées par l'autorité belge compétente en vertu de l'alinéa précédent comprennent les éléments suivants, le cas échéant :

1° l'identification des intermédiaires et des contribuables concernés, visés à l'article 211bis/1, 4° et 5°, y compris leur nom, leur date et lieu de naissance (pour les personnes physiques), leur résidence fiscale, leur numéro fiscal d'identification et, le cas échéant, les personnes qui, conformément au paragraphe 2, 18°, sont des entreprises associées au contribuable concerné ;

2° des informations détaillées sur les marqueurs visés à l'article 211bis/1 selon lesquels le dispositif transfrontière doit faire l'objet d'une déclaration ;

3° un résumé du contenu du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, y compris une référence à la dénomination par laquelle il est communément connu, le cas échéant, et une description des activités commerciales ou dispositifs pertinents, présentée de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public ;

4° la date à laquelle la première étape de la mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration a été accomplie ou sera accomplie ;

5° des informations détaillées sur les dispositions nationales sur lesquelles se fondent le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

6° la valeur du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

7° l'identification de l'État membre du ou des contribuable(s) concerné(s) ainsi que de tout autre État membre susceptible d'être concerné par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration ;

8° l'identification, dans les États membres, de toute autre personne susceptible d'être concernée par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration en indiquant à quels États membres cette personne est liée.

L'échange automatique est effectué dans un délai d'un mois à compter de la fin du trimestre au cours duquel les informations ont été transmises. Les premières informations sont communiquées le 31 octobre 2020 au plus tard.

Les informations visées à l'alinéa 2, 1°, 3° et 8° du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne.”

**Art. 49.** Dans le même Code, il est inséré un article 211bis/1 rédigé comme suit :

”Art. 211bis/1. Pour l'application de l'article 211bis, § 6/3 et des articles 211bis/1 à 211bis/10 on entend par :

1° ”dispositif transfrontière” : un dispositif concernant plusieurs États membres ou un État membre et un pays tiers si l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

a) tous les participants au dispositif ne sont pas résidents à des fins fiscales dans la même juridiction ;

b) un ou plusieurs des participants au dispositif sont résidents à des fins fiscales dans plusieurs juridictions simultanément ;

c) un ou plusieurs des participants au dispositif exercent une activité dans une autre juridiction par l'intermédiaire d'un établissement stable situé dans cette juridiction, le dispositif constituant une partie ou la totalité de l'activité de cet établissement stable ;

d) un ou plusieurs des participants au dispositif exercent une activité dans une autre juridiction sans être résidents à des fins fiscales ni créer d'établissement stable dans cette juridiction ;

e) un tel dispositif peut avoir des conséquences sur l'échange automatique d'informations ou sur l'identification des bénéficiaires effectifs.

Un dispositif signifie également une série de dispositifs. Un dispositif peut comporter plusieurs étapes ou parties.

3° een paragraaf 6/3 wordt ingevoegd, luidende:

”§ 6/3. De Belgische bevoegde autoriteit deelt binnen de in het derde lid bepaalde termijn de in het tweede lid bedoelde gegevens inzake grensoverschrijdende constructies, waarvan zij ingelicht is door de intermediair of de relevante belastingplichtige overeenkomstig de artikelen 211bis/1 tot en met 211bis/8 via automatische uitwisseling mee aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten.

De door de Belgische bevoegde autoriteit uit hoofde van het vorige lid mee te delen gegevens zijn de volgende, voor zover van toepassing:

1° de identificatiegegevens van intermediairs en relevante belastingplichtigen bedoeld in artikel 211bis/1, 4° en 5°, met inbegrip van hun naam, geboortedatum en -plaats (in het geval van een natuurlijk persoon), fiscale woonplaats, fiscaal identificatienummer, en, in voorkomend geval, van de personen die overeenkomstig paragraaf 2, 18°, een verbonden onderneming vormen met de relevante belastingplichtige;

2° nadere bijzonderheden over de wezenskenmerken bedoeld in artikel 211bis/1 op grond waarvan de grensoverschrijdende constructie meldend moet worden;

3° een samenvatting van de inhoud van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie, met onder meer de benaming waaronder zij algemeen bekend staat, indien voorhanden, en een omschrijving van de relevante zakelijke activiteiten of constructies, in algemene bewoordingen gesteld, die niet mag leiden tot de openbaarmaking van een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelswerkwijze, of van inlichtingen waarvan de onthullingen in strijd zou zijn met de openbare orde;

4° de datum waarop de eerste stap voor de implementatie van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie is of zal worden ondernomen;

5° nadere bijzonderheden van de nationale bepalingen die aan de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie ten grondslag liggen;

6° de waarde van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie;

7° de lidstaat van de relevante belastingbetaler(s) en eventuele andere lidstaten waarop de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie naar alle waarschijnlijkheid van invloed zal zijn;

8° de identificatiegegevens van andere personen in een lidstaat, op wie de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie naar alle waarschijnlijkheid van invloed zal zijn, waarbij wordt vermeld met welke lidstaten deze personen verbonden zijn.

De automatische uitwisseling geschiedt binnen één maand te rekenen vanaf het einde van het kwartaal waarin de inlichtingen zijn verstrekt. De eerste inlichtingen worden uiterlijk op 31 oktober 2020 meegedeeld.

De inlichtingen bedoeld in het tweede lid, 1°, 3° en 8°, van deze paragraaf, worden niet medegedeeld aan de Europese Commissie.”

**Art. 49.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 211bis/1 ingevoegd, luidende:

”Art. 211bis/1. Voor de toepassing van artikel 211bis, § 6/3 en de artikelen 211bis/1 tot en met 211bis/10 wordt verstaan onder:

1° ”grensoverschrijdende constructie”: een constructie die ofwel meer dan één lidstaat ofwel een lidstaat en een derde land betreft, waarbij ten minste een van de volgende voorwaarden is vervuld:

a) niet alle deelnemers aan de constructie hebben hun fiscale woonplaats in hetzelfde rechtsgebied;

b) een of meer van de deelnemers aan de constructie heeft zijn fiscale woonplaats tegelijkertijd in meer dan één rechtsgebied;

c) een of meer van de deelnemers aan de constructie oefent een bedrijf uit in een ander rechtsgebied via een in dat rechtsgebied gelegen vaste inrichting en de constructie behelst een deel of het geheel van het bedrijf van die vaste inrichting;

d) een of meer van de deelnemers aan de constructie oefent een activiteit uit in een ander rechtsgebied zonder in dat rechtsgebied zijn fiscale woonplaats te hebben of zonder in dat rechtsgebied een vaste inrichting te creëren;

e) een dergelijke constructie heeft mogelijk gevolgen voor de automatische uitwisseling van inlichtingen of de vaststelling van het uiteindelijke belang.

Een constructie betekent ook een reeks constructies. Een constructie kan uit verscheidene stappen of onderdelen bestaan.

2° "dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration": tout dispositif transfrontière comportant au moins l'un des marqueurs figurant à l'article 211bis/2 ;

3° "marqueur": une caractéristique ou particularité mentionnée à l'article 211bis/2 d'un dispositif transfrontière qui indique un risque potentiel d'évasion fiscale ;

4° "intermédiaire": toute personne qui conçoit, commercialise ou organise un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, le met à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou gère sa mise en œuvre.

Un intermédiaire est aussi une personne qui, compte tenu des faits et circonstances pertinents et sur la base des informations disponibles ainsi que de l'expertise en la matière et de la compréhension qui sont nécessaires pour fournir de tels services, sait ou pourrait raisonnablement être censée savoir qu'elle s'est engagée à fournir, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la commercialisation ou l'organisation d'un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou concernant sa mise à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou la gestion de sa mise en œuvre. Toute personne a le droit de fournir des éléments prouvant qu'elle ne savait pas et ne pouvait pas raisonnablement être censée savoir qu'elle participait à un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration. À cette fin, cette personne peut invoquer tous les faits et circonstances pertinents ainsi que les informations disponibles et son expertise et sa compréhension en la matière.

Pour être un intermédiaire, une personne répond à l'une au moins des conditions supplémentaires suivantes :

- a) être résidente dans un État membre à des fins fiscales ;
- b) posséder dans un État membre un établissement stable par le biais duquel sont fournis les services concernant le dispositif ;
- c) être constituée dans un État membre ou régie par le droit d'un État membre ;
- d) être enregistrée auprès d'une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseil dans un État membre ;

5° "contribuable concerné": toute personne à qui un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est mis à disposition aux fins de sa mise en œuvre, ou qui est disposée à mettre en œuvre un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou qui a mis en œuvre la première étape d'un tel dispositif ;

6° "dispositif commercialisable": un dispositif transfrontière qui est conçu, commercialisé, prêt à être mis en œuvre, ou mis à disposition aux fins de sa mise en œuvre, sans avoir besoin d'être adapté de façon importante ;

7° "dispositif sur mesure": tout dispositif transfrontière qui n'est pas un dispositif commercialisable."

**Art. 50.** Dans le même Code, il est inséré un article 211bis/2 rédigé comme suit :

"Art. 211bis/2. Les marqueurs d'un dispositif transfrontière visés à l'article 211bis/1, 3°, peuvent être subdivisés en 5 catégories, la catégorie A étant les marqueurs généraux qui sont liés au "critère de l'avantage principal" visé à l'alinéa 2, la catégorie B étant les marqueurs spécifiques qui sont liés au "critère de l'avantage principal" précité, la catégorie C étant les marqueurs spécifiques liés aux opérations transfrontières, la catégorie D étant les marqueurs spécifiques concernant l'échange automatique d'informations et les bénéficiaires effectifs et la catégorie E étant les marqueurs spécifiques concernant les prix de transfert.

Les marqueurs généraux de la catégorie A visés à l'alinéa 4, les marqueurs spécifiques de la catégorie B visés à l'alinéa 5 et les marqueurs spécifiques de la catégorie C visés à l'alinéa 6, 1°, b) premier tiret, c) et d) ne peuvent être pris en considération que s'il est établi que l'avantage principal ou l'un des avantages principaux qu'une personne peut raisonnablement s'attendre à retirer d'un dispositif, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, est l'obtention d'un avantage fiscal. C'est ce que l'on appelle le "critère de l'avantage principal".

Dans le cadre du marqueur spécifique de la catégorie C, visés à l'alinéa 6, 1°, la présence d'une des conditions visées au même alinéa 6, 1°, b) premier tiret, c) et d) ne suffit pas à conclure que le dispositif satisfait au critère de l'avantage principal visé à l'alinéa 2.

2° "meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie": iedere grensoverschrijdende constructie die ten minste één van de in artikel 211bis/2 vermelde wezenskenmerken bezit;

3° "wezenskenmerk": één in artikel 211bis/2 vermelde eigenschap of kenmerk van een grensoverschrijdende constructie die geldt als een indicatie van een mogelijk risico op belastingontwijking;

4° "intermediair": een persoon die een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie bedenkt, aanbiedt, opzet, beschikbaar maakt voor implementatie of de implementatie ervan beheert.

Een intermediair is ook een persoon die, gelet op de betrokken feiten en omstandigheden en op basis van de beschikbare informatie en de deskundigheid die en het begrip dat nodig is om die diensten te verstrekken, weet of redelijkerwijs kon weten dat hij, rechtstreeks of via andere personen, heeft toegezegd hulp, bijstand of advies te verstrekken met betrekking tot het bedenken, aanbieden, opzetten, beschikbaar maken voor implementatie of beheren van de implementatie van een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie. Elke persoon heeft het recht bewijs te leveren van het feit dat hij niet wist en redelijkerwijs niet kon weten dat hij bij een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie betrokken was. Daartoe kan die persoon alle relevante feiten en omstandigheden, beschikbare informatie en zijn relevante deskundigheid en begrip ervan vermelden.

Om een intermediair te zijn, dient een persoon ten minste een van de volgende aanvullende voorwaarden te vervullen:

- a) fiscaal inwoner van een lidstaat zijn;
- b) beschikken over een vaste inrichting in een lidstaat via welke de diensten in verband met de constructie worden verleend;
- c) opgericht zijn in of onder de toepassing van de wetten vallen van een lidstaat;
- d) ingeschreven zijn bij een beroepsorganisatie in verband met de verstrekking van juridische, fiscale of adviesdiensten in een lidstaat;

5° "relevante belastingplichtige": elke persoon voor wie een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie beschikbaar wordt gemaakt voor implementatie, of die gereed is om een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie te implementeren of die de eerste stap van een dergelijke constructie heeft geïmplementeerd;

6° "marktklare constructie": een grensoverschrijdende constructie die is bedacht of aangeboden, implementeerbaar is of beschikbaar is gemaakt voor implementatie zonder dat er wezenlijke aanpassingen nodig zijn;

7° "constructie op maat": een grensoverschrijdende constructie die geen marktklare constructie is."

**Art. 50.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 211bis/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 211bis/2. De in artikel 211bis/1, 3°, bedoelde wezenskenmerken van een grensoverschrijdende constructie kunnen worden onderverdeeld in vijf categorieën, categorie A zijnde de algemene wezenskenmerken die aan de in het tweede lid bedoelde "main benefit test" zijn gekoppeld, categorie B zijnde de specifieke wezenskenmerken die aan de hiervoor vermelde "main benefit test" zijn gekoppeld, categorie C zijnde specifieke wezenskenmerken in verband met grensoverschrijdende transacties, categorie D zijnde specifieke wezenskenmerken in verband met de automatische uitwisseling van inlichtingen en uiteindelijk belang en categorie E zijnde specifieke wezenskenmerken in verband met verrekenprijzen.

De algemene wezenskenmerken in categorie A, bedoeld in het vierde lid, de specifieke wezenskenmerken in categorie B, bedoeld in het vijfde lid en de specifieke wezenskenmerken in categorie C bedoeld in het zesde lid, 1°, b), eerste streepje, c) en d) mogen uitsluitend in aanmerking worden genomen indien kan worden aangetoond dat het belangrijkste voordeel of een van de belangrijkste voordelen die, gelet op alle relevante feiten en omstandigheden, redelijkerwijs te verwachten valt van de constructie het verkrijgen van een belastingvoordeel is. Dit is de zogenaamde "main benefit test".

In het kader van het specifieke wezenskenmerk van categorie C, bedoeld in het zesde lid, 1°, is de aanwezigheid van één van de voorwaarden bedoeld in hetzelfde zesde lid, 1°, b), eerste streepje, c) en d) niet voldoende om besluiten dat een constructie voldoet aan de in het tweede lid bedoelde main "benefit test".



Est considéré comme un marqueur général de catégorie A :

1° un dispositif où le contribuable concerné ou un participant au dispositif s'engage à respecter une clause de confidentialité selon laquelle il peut lui être demandé de ne pas divulguer à d'autres intermédiaires ou aux autorités fiscales comment le dispositif pourrait procurer un avantage fiscal ;

2° un dispositif où l'intermédiaire est en droit de percevoir des honoraires (ou des intérêts, une rémunération pour financer les coûts et d'autres frais) pour le dispositif et ces honoraires sont fixés par référence :

a) au montant de l'avantage fiscal découlant du dispositif ; ou

b) au fait qu'un avantage fiscal découle effectivement du dispositif. Cela inclurait une obligation pour l'intermédiaire de rembourser partiellement ou entièrement les honoraires si l'avantage fiscal escompté découlant du dispositif n'a pas été complètement ou partiellement généré ;

3° un dispositif dont la documentation et/ou la structure sont en grande partie normalisées et qui est à la disposition de plus d'un contribuable concerné sans avoir besoin d'être adapté de façon importante pour être mis en œuvre.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie B :

1° un dispositif dans lequel un participant au dispositif prend artificiellement des mesures qui consistent à acquérir une société réalisant des pertes, à mettre fin à l'activité principale de cette société et à utiliser les pertes de celle-ci pour réduire sa charge fiscale, y compris par le transfert de ces pertes à une autre juridiction ou par l'accélération de l'utilisation de ces pertes ;

2° un dispositif qui a pour effet de convertir des revenus en capital, en dons ou en d'autres catégories de recettes qui sont taxées à un niveau inférieur ou ne sont pas taxées ;

3° un dispositif qui inclut des transactions circulaires ayant pour résultat un "carrousel" de fonds, à savoir au moyen d'entités interposées sans fonction commerciale primaire ou d'opérations qui se compensent ou s'annulent mutuellement ou qui ont d'autres caractéristiques similaires.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie C :

1° un dispositif qui prévoit la déduction des paiements transfrontières effectués entre deux ou plusieurs entreprises associées lorsque l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

a) le bénéficiaire ne réside à des fins fiscales dans aucune juridiction fiscale ;

b) même si le bénéficiaire réside à des fins fiscales dans une juridiction, cette juridiction ;

- ne lève pas d'impôt sur les sociétés ou lève un impôt sur les sociétés à taux zéro ou presque nul ; ou

- figure sur une liste de juridictions de pays tiers qui ont été évaluées par les États membres collectivement ou dans le cadre de l'OCDE comme étant non coopératives ;

c) le paiement bénéficie d'une exonération fiscale totale dans la juridiction où le bénéficiaire réside à des fins fiscales ;

d) le paiement bénéficie d'un régime fiscal préférentiel dans la juridiction où le bénéficiaire réside à des fins fiscales ;

2° des déductions pour le même amortissement d'un actif sont demandées dans plus d'une juridiction ;

3° un allègement au titre de la double imposition pour le même élément de revenu ou de capital est demandé dans plusieurs juridictions ;

4° il existe un dispositif qui inclut des transferts d'actifs et où il y a une différence importante dans le montant considéré comme étant payable en contrepartie des actifs dans ces juridictions concernées.

Wordt beschouwd als een algemeen wezenskenmerk van categorie A:

1° een constructie waarbij de relevante belastingplichtige of een deelnemer aan de constructie zich tot geheimhouding verbindt en op grond hiervan niet aan andere intermediairs of de belastingautoriteiten mag onthullen hoe de constructie een belastingvoordeel kan opleveren;

2° een constructie waarbij de intermediair aanspraak maakt op een vergoeding (of rente, betaling van financieringskosten en andere uitgaven) voor de constructie en die vergoeding wordt vastgelegd op basis van:

a) het bedrag van het belastingvoordeel dat de constructie oplevert; of

b) de vraag of de constructie daadwerkelijk een belastingvoordeel heeft opgeleverd. De intermediair moet daarbij de vergoeding gedeeltelijk of volledig terugbetalen wanneer het met de constructie beoogde belastingvoordeel niet gedeeltelijk of volledig werd verwezenlijkt;

3° een constructie waarbij gebruik wordt gemaakt van gestandaardiseerde documenten en/of een gestandaardiseerde structuur en die beschikbaar is voor meer dan een relevante belastingplichtige zonder dat er voor implementatie wezenlijke aanpassingen nodig zijn.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie B:

1° een constructie waarbij een deelnemer aan de constructie een reeks geplande stappen onderneemt die erin bestaan een verlieslijdende onderneming te verwerven, de hoofdactiviteit van die onderneming stop te zetten en de verliezen ervan te gebruiken om de door hem verschuldigde belastingen te verminderen, onder meer door overdracht van die verliezen naar een ander rechtsgebied of door een versneld gebruik van die verliezen;

2° een constructie die tot gevolg heeft dat inkomsten worden omgezet in vermogen, schenkingen of andere inkomstencategorieën die lager worden belast of van belasting worden vrijgesteld;

3° een constructie die circulaire transacties omvat met als resultaat dat middelen worden rondgepompt ("round-tripping"), meer bepaald met behulp van tussengeschoven entiteiten zonder ander primair handelsdoel of van transacties die elkaar compenseren of tenietdoen of andere soortgelijke kenmerken hebben.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie C:

1° een constructie met aftrekbare grensoverschrijdende betalingen tussen twee of meer verbonden ondernemingen waarbij ten minste een van de volgende voorwaarden is vervuld:

a) de ontvanger is in geen van de fiscale rechtsgebieden fiscaal inwoner;

b) de ontvanger is fiscaal inwoner in een rechtsgebied, maar dat rechtsgebied:

- heft geen vennootschapsbelasting, of heft vennootschapsbelasting tegen een nultarief of bijna-nultarief; of

- is opgenomen in een lijst van rechtsgebieden van derde landen die door de lidstaten gezamenlijk of in het kader van de OESO als niet-coöperatief zijn beoordeeld;

c) de betaling geniet een volledige belastingvrijstelling in het rechtsgebied waar de ontvanger fiscaal inwoner is;

d) de betaling geniet een fiscaal gunstregime in het rechtsgebied waar de ontvanger fiscaal inwoner is;

2° in meer dan één rechtsgebied wordt aanspraak gemaakt op aftrekken voor dezelfde afschrijving;

3° in meer dan één rechtsgebied wordt aanspraak gemaakt op voorkoming van dubbele belasting voor hetzelfde inkomens- of vermogensbestanddeel;

4° een constructie met overdrachten van activa waarbij er een wezenlijk verschil bestaat tussen het bedrag dat in de betrokken rechtsgebieden wordt aangemerkt als de voor die activa te betalen vergoeding.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie D :

1° un dispositif susceptible d'avoir pour effet de porter atteinte à l'obligation de déclaration en vertu du droit mettant en œuvre la législation de l'Union ou tout accord équivalent concernant l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers, y compris des accords avec des pays tiers, ou qui tire parti de l'absence de telles dispositions ou de tels accords. De tels dispositifs incluent au moins ce qui suit :

a) l'utilisation d'un compte, d'un produit ou d'un investissement qui n'est pas ou dont l'objectif est de ne pas être un compte financier, mais qui possède des caractéristiques substantiellement similaires à celles d'un compte financier ;

b) le transfert de comptes ou d'actifs financiers vers des juridictions qui ne sont pas liées par l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers avec l'État de résidence du contribuable concerné, ou le recours à de telles juridictions ;

c) la requalification de revenus et de capitaux en produits ou en paiements qui ne sont pas soumis à l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

d) le transfert ou la conversion d'une institution financière, d'un compte financier ou des actifs qui s'y trouvent en institution financière, en compte financier ou en actifs qui ne sont pas à déclarer en vertu de l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

e) le recours à des entités, constructions ou structures juridiques qui suppriment ou visent à supprimer la déclaration d'un ou plusieurs titulaires de compte ou personnes détenant le contrôle dans le cadre de l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers ;

f) les dispositifs qui portent atteinte aux procédures de diligence raisonnable utilisées par les institutions financières pour se conformer à leurs obligations de déclarer des informations sur les comptes financiers, ou qui exploitent les insuffisances de ces procédures, y compris le recours à des juridictions appliquant de manière inadéquate ou insuffisante la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, ou ayant des exigences insuffisantes en matière de transparence en ce qui concerne les personnes morales ou les constructions juridiques ;

2° Un dispositif faisant intervenir une chaîne de propriété formelle ou effective non transparente par le recours à des personnes, des constructions juridiques ou des structures ;

a) qui n'exercent pas une activité économique substantielle s'appuyant sur des effectifs, des équipements, des ressources et des locaux suffisants ; et

b) qui sont constitués, gérés, contrôlés ou établis ou qui résident dans toute juridiction autre que la juridiction de résidence de l'un ou plusieurs des bénéficiaires effectifs des actifs détenus par ces personnes, constructions juridiques ou structures ; et

c) lorsque les bénéficiaires effectifs de ces personnes, constructions juridiques ou structures, tels que visés à l'article 4, 27°, de la loi relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces du 18 septembre 2017, sont rendus impossibles à identifier.

Est considéré comme un marqueur spécifique de catégorie E :

1° un dispositif qui prévoit l'utilisation de régimes de protection unilatéraux ;

2° un dispositif prévoyant le transfert d'actifs incorporels difficiles à évaluer. Le terme d'"actifs incorporels difficiles à évaluer" englobe des actifs incorporels ou des droits sur des actifs incorporels pour lesquels, au moment de leur transfert entre des entreprises associées :

a) il n'existe pas d'éléments de comparaison fiables ; et

b) au moment où l'opération a été conclue, les projections concernant les futurs flux de trésorerie ou revenus attendus de l'actif incorporel transféré, ou les hypothèses utilisées pour évaluer cet actif incorporel sont hautement incertaines, et il est donc difficile de prévoir dans quelle mesure l'actif incorporel débouchera finalement sur un succès au moment du transfert.

3° un dispositif mettant en jeu un transfert transfrontière de fonctions et/ou de risques et/ou d'actifs au sein du groupe, si le bénéficiaire avant intérêts et impôts (ebit) annuel prévu, dans les trois ans suivant le transfert, du ou des cédants, est inférieur à 50 % du ebit annuel prévu de ce cédant ou de ces cédants si le transfert n'avait pas été effectué."

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie D:

1° een constructie die kan leiden tot het ondermijnen van de rapportageverplichting uit hoofde van de wetgeving ter omzetting van Uniewetgeving of evenwaardige overeenkomsten inzake de automatische uitwisseling van inlichtingen over financiële rekeningen, waaronder overeenkomsten met derde landen, of die profiteert van het gebrek aan die wetgeving of overeenkomsten. Dergelijke constructies omvatten ten minste het volgende:

a) het gebruik van een rekening, product of belegging die geen financiële rekening is of niet als zodanig te boek staat, maar die over eigenschappen beschikt die in wezen vergelijkbaar zijn met die van een financiële rekening;

b) de overdracht van financiële rekeningen of activa aan, of het gebruik van rechtsgebieden die niet gebonden zijn aan de automatische uitwisseling van inlichtingen over financiële rekeningen met de staat van verblijf van de relevante belastingplichtige;

c) de her kwalificatie van inkomsten en vermogen in producten of betalingen die niet onder de automatische uitwisseling van inlichtingen vallen;

d) de overdracht of omzetting van een financiële instelling of een financiële rekening of de activa daarvan in een financiële instelling of een financiële rekening of activa die niet onder de rapportage in het kader van de automatische uitwisseling van inlichtingen vallen;

e) het gebruik van rechtspersonen, juridische constructies of structuren die de rapportage over één of meer rekeninghouders of uiteindelijk begunstigden in het kader van de automatische uitwisseling van inlichtingen over financiële rekeningen stopzetten of daartoe strekken;

f) constructies die due diligence procedures die door financiële instellingen worden gebruikt om te voldoen aan hun verplichtingen tot het rapporteren van inlichtingen over financiële rekeningen, ondermijnen of zwakke punten ervan benutten, onder meer via het gebruik van rechtsgebieden met ontoereikende of zwakke regelingen voor de handhaving van antiwitwaswetgeving of met zwakke transparantievereisten voor rechtspersonen of juridische constructies;

2° Een constructie waarbij de juridische of feitelijke eigendom niet-transparant is door het gebruik van personen, juridische constructies of structuren:

a) die geen wezenlijke economische, door voldoende personeel, uitrusting, activa en gebouwen ondersteunde activiteit uitoefenen; en

b) die zijn opgericht in, worden beheerd in, inwoner zijn van, onder zeggenschap staan in, of gevestigd zijn in een ander rechtsgebied dan het rechtsgebied van verblijf van een of meer van de uiteindelijk begunstigden van de activa die door die personen, juridische constructies of structuren worden aangehouden; en

c) indien de uiteindelijk begunstigden van die personen, juridische constructies of structuren, zoals bedoeld in artikel 4, 27°, van de Wet tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik contanten van 18 september 2017, niet-identificeerbaar zijn gemaakt.

Wordt beschouwd als een specifiek wezenskenmerk van categorie E:

1° een constructie met gebruik van unilaterale veiligheidsregels;

2° een constructie met overdracht van moeilijk te waarderen immateriële activa. De term "moeilijk te waarderen immateriële activa" omvat immateriële activa of rechten op immateriële activa waarvoor, op het tijdstip van de overdracht ervan tussen verbonden ondernemingen:

a) geen betrouwbare vergelijkbare activa bestaan; en

b) de prognoses van de toekomstige kasstromen of inkomsten die naar verwachting uit de overgedragen activa voortvloeien, of de aannames die worden gebruikt voor het waarderen van de immateriële activa, bijzonder onzeker zijn, waardoor het moeilijk is te voorspellen hoe succesvol de immateriële activa op het moment van de overdracht uiteindelijk zullen zijn.

3° een constructie met een grensoverschrijdende overdracht binnen de groep van functies, en/of risico's en/of activa, indien de geraamde jaarlijkse winst vóór interest en belastingen (ebit) van de overdrager of overdragers, tijdens de periode van drie jaar na de overdracht, minder dan 50 % bedraagt van de geraamde jaarlijkse ebit van die overdrager of overdragers indien de overdracht niet had plaatsgevonden."

**Art. 51.** Dans le même Code, il est inséré un article 211bis/3 rédigé comme suit :

“Art. 211bis/3. § 1<sup>er</sup>. Chaque intermédiaire est tenu de transmettre à l’autorité belge compétente, visée à l’article 211bis, § 2, 6°, les informations visées à l’article 211bis, § 6/3 dont il a connaissance, qu’il possède ou qu’il contrôle, concernant les dispositifs transfrontières devant faire l’objet d’une déclaration, dans un délai de 30 jours à compter du cas mentionné ci-dessous qui survient en premier :

- le lendemain de la mise à disposition aux fins de mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration ; ou
- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration est prêt à être mis en œuvre ; ou

lorsque la première étape de la mise en œuvre du dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration a été accomplie.

Nonobstant l’alinéa 1<sup>er</sup>, les intermédiaires visés à l’article 211bis/1, 4°, deuxième alinéa, sont également tenus de transmettre des informations relatives à un dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration dans un délai de 30 jours commençant le lendemain du jour où ils ont fourni, directement ou par l’intermédiaire d’autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils.

§ 2. Quand l’intermédiaire doit informer les autorités compétentes de plusieurs États membres sur les dispositifs transfrontières devant faire l’objet d’une déclaration, l’intermédiaire ne fournira ces informations à l’autorité belge compétente que si la Belgique occupe la première place dans la liste ci-après :

1° l’État membre dans lequel l’intermédiaire est résident à des fins fiscales ;

2° l’État membre dans lequel l’intermédiaire possède un établissement stable par lequel l’intermédiaire duquel les services concernant le dispositif sont fournis ;

3° l’État membre dans lequel l’intermédiaire est constitué ou par lequel le droit duquel il est régi ;

4° l’État membre dans lequel l’intermédiaire est enregistré auprès d’une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseil.

Lorsque, en application de l’alinéa 1<sup>er</sup>, il existe une obligation de déclaration multiple, l’intermédiaire est dispensé de la transmission des informations s’il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations ont été transmises dans un autre État membre.”

**Art. 52.** Dans le même Code il est inséré un article 211bis/4 rédigé comme suit :

“Art. 211bis/4. Dans le cas d’un dispositif commercialisable, l’intermédiaire doit établir tous les trois mois un rapport fournissant une mise à jour contenant les nouvelles informations devant faire l’objet d’une déclaration, visées à l’article 211bis, § 6/3, 1°, 4°, 7° et 8°, qui sont devenues disponibles depuis la transmission du dernier rapport.”

**Art. 53.** Dans le même Code il est inséré un article 211bis/5 rédigé comme suit :

“Art. 211bis/5. A la suite de la déclaration d’un dispositif transfrontière présentant au moins l’un des marqueurs spécifiques visés à l’article 211bis/2, un numéro de référence unique est attribué qui, à l’occasion de chaque déclaration ultérieure du même dispositif transfrontière, devra être communiqué, aussi bien pour les déclarations de chaque intermédiaire impliqué que par le contribuable concerné.

L’intermédiaire qui reçoit le numéro de référence unique des autorités compétentes doit immédiatement le communiquer, ainsi que le résumé concernant le dispositif rapporté, aux autres intermédiaires impliqués ainsi qu’au contribuable concerné.”

**Art. 54.** Dans le même Code, il est inséré un article 211bis/6 rédigé comme suit :

“Article 211bis/6. Si plusieurs intermédiaires sont concernés par le même dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration, tous les intermédiaires concernés doivent fournir des informations sur le dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration.

Un intermédiaire est dispensé de la transmission des informations s’il fournit une preuve écrite qu’un autre intermédiaire a déjà transmis les informations visées à l’article 211bis, § 6/3, alinéa 2.”

**Art. 51.** In hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 211bis/3 ingevoegd, luidende:

“Art. 211bis/3. § 1. Elke intermediair moet inlichtingen, zoals bedoeld in artikel 211bis, § 6/3, over meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies waarvan zij kennis, bezit of controle hebben verstrekken aan de in artikel 211bis, § 2, 6°, bedoelde Belgische bevoegde autoriteit binnen 30 dagen te rekenen vanaf het hierna vermelde geval dat het eerst plaatsvindt:

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie voor implementatie beschikbaar is gesteld; of
- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie gereed is voor implementatie; of
- het ogenblik dat de eerste stap in de implementatie van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie is ondernomen.

Onverminderd het eerste lid moeten de intermediairs bedoeld in artikel 211bis/1, 4°, tweede lid, eveneens inlichtingen met betrekking tot een meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie verstrekken binnen 30 dagen te rekenen vanaf de dag nadat zij, rechtstreeks of via andere personen, hulp, bijstand of advies hebben verstrekt.

§ 2. Wanneer de intermediair inlichtingen over meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies moet verstrekken aan de bevoegde autoriteiten van meer dan één lidstaat dan verstrekt hij deze inlichtingen enkel aan de Belgische bevoegde autoriteit indien België als eerste op de onderstaande, aflopende lijst voorkomt:

1° de lidstaat waar de intermediair fiscaal inwoner is;

2° de lidstaat waar de intermediair een vaste inrichting heeft via welke de diensten met betrekking tot de constructie worden verstrekt;

3° de lidstaat waar de intermediair is opgericht of onder toepassing van de wetten valt;

4° de lidstaat waar de intermediair is ingeschreven bij een beroepsorganisatie in verband met de verstrekking van juridische, fiscale of adviesdiensten.

Wanneer er op grond van het eerste lid een meervoudige meldingsplicht bestaat, wordt de intermediair ontheven van het verstrekken van de inlichtingen als hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat dezelfde inlichtingen in een andere lidstaat zijn verstrekt.”

**Art. 52.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 211bis/4 ingevoegd, luidende:

“Art. 211bis/4. Indien het gaat om een marktklare constructie moet de intermediair om de drie maanden een periodiek verslag opstellen met een overzicht van nieuwe meldingsplichtige inlichtingen zoals bedoeld in artikel 211bis, § 6/3, 1°, 4°, 7° en 8°, die sinds het laatste ingediende verslag beschikbaar zijn geworden.”

**Art. 53.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 211bis/5 ingevoegd, luidende:

“Art. 211bis/5. Naar aanleiding van de melding van een grensoverschrijdende constructie die ten minste één van de in artikel 211bis/2 vermelde wezenskenmerken bezit, wordt een uniek referentienummer toegekend, dat naar aanleiding van elke volgende melding betreffende diezelfde grensoverschrijdende constructie moet worden meegedeeld, zowel voor meldingen door elke betrokken intermediair als voor meldingen door de relevante belastingplichtige.

De intermediair die het uniek referentienummer van de bevoegde instanties ontvangt, dient dit, samen met de samenvatting betreffende de gemelde constructie, onverwijld aan de andere betrokken intermediairs en aan de relevante belastingplichtige door te geven.”

**Art. 54.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 211bis/6 ingevoegd, luidende:

“Art. 211bis/6. Wanneer meerdere intermediairs betrokken zijn bij dezelfde meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie, moeten alle betrokken intermediairs de inlichtingen verstrekken over de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie.

Een intermediair wordt ontheven van de verplichting tot het verstrekken van inlichtingen indien hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat een andere intermediair de inlichtingen bedoeld in artikel 211bis, § 6/3, tweede lid, reeds heeft verstrekt.”



**Art. 55.** Dans le même Code, il est inséré un article 211bis/7 rédigé comme suit :

“Art. 211bis/7. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu’un intermédiaire est tenu au secret professionnel, il doit :

1° informer le ou les intermédiaires concernés, par écrit et de façon motivée, qu’il ne peut pas respecter l’obligation de déclaration, à la suite de quoi cette obligation de déclaration incombe automatiquement à l’autre intermédiaire ou aux autres intermédiaires ;

2° en l’absence d’un autre intermédiaire, informer par écrit et de façon motivée le ou les contribuables concernés de son ou de leur obligation de déclaration.

La dispense d’obligation de déclaration n’est effective qu’à partir du moment où un intermédiaire a rempli l’obligation visée à l’alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le contribuable concerné peut, par autorisation écrite, permettre à l’intermédiaire de satisfaire à l’obligation de déclaration prévue à l’article 211bis/3.

Si le contribuable concerné ne donne pas l’autorisation, l’obligation de déclaration continue d’incomber au contribuable et l’intermédiaire fournit les informations nécessaires au respect de l’obligation de déclaration visée à l’article 211bis/3 au contribuable concerné.

§ 3. Aucun secret professionnel visé au paragraphe 1<sup>er</sup> ni aucune dispense de plein droit ne peut être invoqué concernant l’obligation de déclaration des dispositifs commercialisables qui donnent lieu à un rapport périodique conformément à l’article 211bis/4.”

**Art. 56.** Dans le même Code il est inséré un article 211bis/8 rédigé comme suit :

“Art. 211bis/8. § 1<sup>er</sup>. Dans les cas suivants, l’obligation de déclaration incombe au contribuable concerné :

1° quand il n’y a pas d’intermédiaire impliqué dans la conception, la commercialisation, l’organisation, la mise à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou la gestion de sa mise en œuvre d’un dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration ;

2° lorsque l’intermédiaire est dispensé de l’obligation de fournir des informations conformément à l’article 211bis/7, § 1<sup>er</sup> et qu’il a informé le ou les contribuables concernés de son ou de leur obligation de déclarer, conformément à l’article 211bis/7, § 1<sup>er</sup>, 2° ;

3° lorsque ce dernier n’a pas accordé l’autorisation visée à l’article 211bis/7, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Dans le cas où, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, l’obligation de déclaration incombe au contribuable concerné, il doit fournir les informations dans un délai de trente jours à compter du cas mentionné ci-dessous qui survient en premier :

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration est mis à la disposition du contribuable concerné ou ;

- le lendemain du jour où le dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration est prêt à être mis en œuvre par le contribuable concerné ou ;

à partir du moment où la première étape de sa mise en œuvre est accomplie en ce qui concerne le contribuable concerné.

§ 3. Lorsque le contribuable concerné a l’obligation de transmettre des informations concernant le dispositif transfrontière devant faire l’objet d’une déclaration aux autorités compétentes de plusieurs États membres, il doit transmettre ces informations à l’autorité belge compétente uniquement si la Belgique occupe la première place dans la liste ci-après :

1° l’État membre dans lequel le contribuable concerné est résident à des fins fiscales ;

2° l’État membre dans lequel le contribuable concerné possède un établissement stable qui bénéficie du dispositif ;

3° l’État membre dans lequel le contribuable concerné perçoit des revenus ou réalise des bénéfices, bien qu’il ne soit pas résident à des fins fiscales dans un État membre et ne possède d’établissement stable dans aucun État membre ;

4° l’État membre dans lequel le contribuable concerné exerce une activité, bien qu’il ne soit pas résident à des fins fiscales dans un État membre et ne possède d’établissement stable dans aucun État membre.

Lorsque, en application de l’alinéa 1<sup>er</sup>, il existe une obligation de déclaration multiple, le contribuable concerné est dispensé de la transmission des informations s’il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations ont été transmises dans un autre État membre.”

**Art. 55.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 211bis/7 ingevoegd, luidende:

“Art. 211bis/7. § 1. Wanneer een intermediair gebonden is door een beroepsgeheim, is hij gehouden:

1° de betrokken intermediair of intermediairs schriftelijk en gemotiveerd op de hoogte te brengen dat hij niet aan de meldingsplicht kan voldoen, waardoor deze meldingsplicht automatisch rust op de andere intermediair of intermediairs;

2° bij gebreke aan een andere intermediair, de relevante belastingplichtige of belastingplichtigen schriftelijk en gemotiveerd op de hoogte te brengen van zijn of hun meldingsplicht.

De ontheffing van de meldingsplicht krijgt slechts uitwerking op het tijdstip dat een intermediair voldaan heeft aan de in het eerste lid bedoelde verplichting.

§ 2. De relevante belastingplichtige kan de intermediair door schriftelijke instemming toelaten alsnog te voldoen aan de in artikel 211bis/3 bedoelde meldingsplicht.

Indien de relevante belastingplichtige geen instemming verleent blijft de meldingsplicht bij de belastingplichtige en bezorgt de intermediair de nodige gegevens voor het vervullen van de in artikel 211bis/3 bedoelde meldingsplicht aan de relevante belastingplichtige.

§ 3. Geen beroepsgeheim overeenkomstig paragraaf 1 of ontheffing van rechtswege kan worden ingeroepen aangaande de meldingsplicht van marktklare constructies die aanleiding geven tot een periodiek verslag overeenkomstig artikel 211bis/4.”

**Art. 56.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 211bis/8 ingevoegd, luidende:

“Art. 211bis/8. § 1. In de volgende gevallen ligt de meldingsplicht bij de relevante belastingplichtige:

1° wanneer er geen intermediair betrokken was bij het bedenken, aanbieden, opzetten, beschikbaar maken voor implementatie of het beheren voor implementatie van de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie of;

2° wanneer de intermediair ontheven is van de verplichting om inlichtingen te verstrekken overeenkomstig artikel 211bis/7, § 1 en hij de relevante belastingplichtige of belastingplichtigen op de hoogte heeft gesteld van zijn of hun meldingsplicht, overeenkomstig artikel 211bis/7, § 1, 2°;

3° wanneer deze niet de in artikel 211bis/7, § 2, eerste lid bedoelde toestemming heeft verleend.

§ 2. Ingeval de meldingsplicht overeenkomstig paragraaf 1 bij de relevante belastingplichtige ligt, verstrekt deze de inlichtingen binnen dertig dagen, te rekenen vanaf het hierna vermelde geval dat eerst plaatsvindt:

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie voor implementatie ter beschikking van de relevante belastingplichtige is gesteld of;

- de dag nadat de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie gereed is voor implementatie door de relevante belastingplichtige of;

- vanaf het ogenblik dat de eerste stap voor de implementatie ervan met betrekking tot de relevante belastingplichtige is ondernomen.

§ 3. Wanneer de relevante belastingplichtige inlichtingen over de meldingsplichtige grensoverschrijdende constructie moet verstrekken aan de bevoegde autoriteiten van meer dan één lidstaat, moet hij deze inlichtingen enkel verstrekken aan de Belgische bevoegde autoriteit indien België als eerste op de onderstaande lijst voorkomt:

1° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige fiscaal inwoner is;

2° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige een vaste inrichting heeft die begunstigde van de constructie is;

3° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige inkomsten ontvangt of winsten genereert, hoewel de relevante belastingplichtige geen fiscaal inwoner van een lidstaat is noch een vaste inrichting in een lidstaat heeft;

4° de lidstaat waar de relevante belastingplichtige een activiteit uitoefent, hoewel de relevante belastingplichtige geen fiscaal inwoner van een lidstaat is noch een vaste inrichting in een lidstaat heeft.

Wanneer er op grond van het eerste lid een meervoudige meldingsplicht bestaat, wordt de relevante belastingplichtige ontheven van het verstrekken van de inlichtingen als hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat dezelfde inlichtingen in een andere lidstaat zijn verstrekt.”

**Art. 57.** Dans le même Code, il est inséré un article 211bis/9 rédigé comme suit :

"Art. 211bis/9. Lorsque l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné et qu'il existe plusieurs contribuables concernés, celui d'entre eux qui transmet les informations conformément à l'article 211bis/8 est celui qui occupe la première place dans la liste ci-après :

1° le contribuable concerné qui a arrêté avec l'intermédiaire le dispositif devant faire l'objet d'une déclaration ;

2° le contribuable concerné qui gère la mise en œuvre du dispositif.

Un contribuable concerné n'est dispensé de l'obligation de transmettre les informations que dans la mesure où il fournit une preuve écrite que ces mêmes informations, visées à l'article 211bis, § 6/3, ont déjà été transmises par un autre contribuable concerné."

**Art. 58.** Dans le même Code, il est inséré un article 211bis/10 rédigé comme suit :

"Art. 211bis/10. Pour l'application des articles 211bis, § 6/3, 211bis/1 à 211bis/9 et des arrêtés d'exécution qui en découlent, le rapportage des informations, pour les parties que le Roi spécifie doit, outre l'utilisation d'une des langues officielles de la Belgique, également être fait en anglais."

**Art. 59.** Dans le même Code, il est inséré un article 211bis/11 rédigé comme suit :

"Art. 211bis/11. Le Roi détermine le formulaire sur lequel l'intermédiaire ou le contribuable concerné doit se conformer aux obligations énoncées aux articles 211bis/1 à 211bis/9."

**Art. 60.** Dans le même Code, il est inséré un article 211bis/12 rédigé comme suit :

"Art. 211bis/12. L'administration fiscale peut exiger de l'(des) intermédiaire(s) concerné(s), dans le délai qu'elle a fixé, qui peut être prolongé pour des raisons légales, pour autant qu'elle estime que ces informations soient nécessaires afin d'assurer le respect des articles 211bis/1 à 211bis/9, toutes les informations qui en application de l'article 211bis/1 à 211bis/9 doivent être mentionnées à l'autorité belge compétente."

#### CHAPITRE 6 : — Entrée et viqueur

**Art. 61.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 1<sup>er</sup> juillet 2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31 août 2020.

**Art. 62.** Les articles 18, 31, 33 et 47 de la loi en vigueur ne s'appliquent pas aux cas décrits au deuxième alinéa de l'article 61 de la présente loi, s'ils sont introduits avant le 31 décembre 2020.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et  
Ministre des Finances,  
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))  
Documents : K55-0791  
Compte rendu intégral : 12 décembre 2019.

**Art. 57.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 211bis/9 ingevoegd, luidende:

"Art. 211bis/9. Wanneer de meldingsplicht bij de relevante belastingplichtige ligt en er meer dan één relevante belastingplichtige is, worden de inlichtingen overeenkomstig artikel 211bis/8 verstrekt door de relevante belastingplichtige die als eerste op de onderstaande lijst voorkomt:

1° de relevante belastingplichtige die de meldingsplichtige constructie is overeengekomen met de intermediair;

2° de relevante belastingplichtige die de implementatie van de constructie beheert.

Een relevante belastingplichtige wordt ontheven van de verplichting tot het verstrekken van de inlichtingen indien hij een schriftelijk bewijs voorlegt dat een andere relevante belastingplichtige de inlichtingen bedoeld in artikel 211bis, § 6/3, reeds heeft verstrekt."

**Art. 58.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 211bis/10 ingevoegd, luidende:

"Art. 211bis/10. Voor de toepassing van de artikelen 211bis, § 6/3, 211bis/1 tot en met 211bis/9 en de daaruit voortvloeiende uitvoeringsbesluiten dient de melding van de inlichtingen, voor de onderdelen die de Koning nader bepaalt, naast het gebruik van één van de officiële landstalen, ook in het Engels te gebeuren."

**Art. 59.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 211bis/11 ingevoegd, luidende:

"Art. 211bis/11. De Koning bepaalt het formulier waarop de intermediair of de relevante belastingplichtige de verplichtingen opgenomen in de artikelen 211bis/1 tot en met 211bis/9 moeten naleven."

**Art. 60.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 211bis/12 ingevoegd, luidende:

"Art. 211bis/12. De fiscale administratie, mag binnen de door haar bepaalde termijn, welke wegens wettige redenen kan worden verlengd, voor zover zij die informatie nodig acht om de correcte naleving van de artikelen 211bis/1 tot en met 211bis/9 te verzekeren, van de betrokken intermediair(s) alle informatie vorderen die in toepassing van artikel 211bis/1 tot en met 211bis/9 diende te worden gemeld aan de Belgische bevoegde autoriteit."

#### HOOFDSTUK 6 : — Inwerkingtreding

**Art. 61.** Deze wet treedt in werking op 1 juli 2020.

Onverminderd het eerste lid moeten eveneens de inlichtingen verstrekt worden over de in deze wet bedoelde meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies waarvan de eerste stap is geïmplementeerd tussen 25 juni 2018 en 1 juli 2020. Deze inlichtingen over die meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies worden uiterlijk op 31 augustus 2020 meegedeeld.

**Art. 62.** De artikelen 18, 31, 33 en 47 van deze wet zijn niet van toepassing op de gevallen zoals omschreven in het tweede lid van artikel 61 van deze wet, indien ze worden ingediend voor 31 december 2020.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 december 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister  
van Financiën,  
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))  
Stukken: K55-0791  
Integraal verslag: 12 december 2019.